

• octobre 1994 • n° 384

IMPRECOR

• PRIX : 150 F

Rwanda :

Anatomie d'un génocide

Haiti :

Liberté pour le peuple haïtien

Cuba :

Lendemain de crise ...

Dossier :

Mexique : rien n'est résolu



SOMMAIRE

3
HAÏTI
 Une intervention inacceptable
 Arthur MAHON

4
CUBA
 Lendemain de crise...
 Janette HABEL

7
AFRIQUE DU SUD
 La fiction du pacte social
 Peter BLUMER

Dossier: Mexique

13
 1994 : avant et après
 Alfonso MORO

15
 Les causes d'une défaite
 Héctor DE LA CUEVA

20
 Etat d'alerte rouge
 DOCUMENT

21
 Le Mexique face à l'ALENA
 Maxime DURAND

24
RWANDA
 Anatomie d'un génocide
 François VERCAMMEN

27
BRESIL
 Créer les conditions de la victoire
 Carlos HENRIQUE ARABE et José
 CORREA LEITE

29
BRESIL
 Le nécessaire combat contre le plan
 «Real»
 João MACHADO

30
IRLANDE
 Vers un consensus anti-impérialiste
 Entretien avec Pat Mc KEOWN

32
CHINE
 Quelle transition ?
 Livio MAITAN

36
NOUVELLES DU MONDE
 BRESIL — CHILI — DANEMARK

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Inprecor ?

Comprendre le monde... pour le changer !

Neuf mois après le premier appel au secours, *Inprecor* continue à gagner de nouveaux abonnés. En septembre, le nombre d'abonnés a augmenté de 1,8%, ce qui fait une augmentation totale d'abonnements de 53,7% depuis janvier 1994. Résultat honorable alors que la presse publiée en France connaît en règle générale un tassement de sa diffusion.

Mais le résultat est encore insuffisant pour garantir l'avenir d'*Inprecor*. Notre situation financière reste délicate et, dans l'état actuel des choses, toute augmentation de nos frais nous crée des difficultés : ainsi, par exemple, l'augmentation des frais postaux en septembre de 4,51% (soit plus que l'inflation officielle). Nous ne voulons pas reporter ces augmentations sur nos prix de vente, car le prix d'*Inprecor* constitue déjà pour beaucoup de nos lecteurs une lourde dépense. L'augmenter conduirait bon nombre d'entre vous à ne plus pouvoir lire *Inprecor*. Il ne reste comme solution que l'augmentation continue du nombre de nos abonnés pour réduire ainsi le coût unitaire du journal afin de rechercher sa stabilité financière.

Les résultats obtenus depuis neuf mois montrent qu'il est possible d'accroître substantiellement la diffusion d'*Inprecor*. Quoi d'étonnant à cela alors que les grands médias s'enfoncent chaque jour davantage dans le marais de l'idéologie dominante et qu'une voix discordante est toujours plus nécessaire pour tous ceux qui aspirent à comprendre ce monde pour le changer. Alors, continuez à faire connaître *Inprecor* autour de vous, à proposer à ceux qui souhaitent faire un essai l'abonnement au tarif promotionnel de 150 francs pour six numéros. Chaque nouvel(le) abonné(e), nous aide à continuer et aussi à améliorer votre mensuel. Allons, encore un effort...!

La rédaction

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECT", à adresser à PECT, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECT", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECT", CCP n° 3.900.41 N Paris.

- Abonnement Réabonnement
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (600 FF, 1 AN)
- « Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)
- « Découvrir *INPRECOR* » * (150 FF, 6 mois)
- *(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

.....

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :



Revue mensuelle
 d'information et
 d'analyse publiée
 sous
 la responsabilité
 du Secrétariat unifié
 de la
 IVe Internationale.

Éditée par PECT Sarl
 au capital de 50 000
 francs, SIREN
 n° 391 857 562

Rédaction —
 Administration :
 Tél. : 45 32 06 23
 PECT, BP 85, 75522
 Paris CEDEX 11,
 France

Gérant et Directeur
 de publication :
 Jean Malewski

Commission
 paritaire n° 59117
 ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par
 Rotographie 2, Rue
 R.Lenoir, 93100
 Montreuil

Diffusé dans les
 librairies par
 DIF'POP' SARL,
 21 ter rue Voltaire,
 75011 Paris, France.

Une intervention inacceptable

Après l'accord conclu in extremis entre les USA et la junte haïtienne, les troupes US ont débarqué sans combat sur l'île pour en prendre le contrôle. Lorsque Bill Clinton envoya Jimmy Carter négocier avec le général Cédras, ce n'était pas seulement pour éviter la perte de vies américaines et l'affaiblissement des forces de répression haïtiennes.

Arthur MAHON

Depuis quelques jours, l'administration Clinton avait peur que le général Cédras et ses acolytes démissionnent brusquement. Comme elle s'acharnait pourtant à le leur demander ! Car entre leur départ et l'arrivée des troupes américaines, se serait ouvert un hiatus, qui pouvait se transformer en chaos. Jimmy Carter avait donc pour mission de négocier les termes de ce que l'accord appellera «*la période transitoire nécessaire pour assurer le fonctionnement des institutions vitales du pays*». Si les circonstances l'avaient permis, le texte de cet accord Carter-Jonassaint aurait assurément été tenu secret.

Car il est, de manière trop évidente, en parfaite contradiction avec les discours que les Etats-Unis et l'ONU tenaient jusqu'alors. On y lit ainsi que «*les activités militaires de la Mission militaire des Etats-Unis seront coordonnées avec le haut commandement haïtien*» et on y parle de «*coopération, menée dans le respect mutuel*» entre les deux armées. Ce pacte, signé en quelque sorte avec le diable, reconnaît dans les faits l'autorité du prétendu président Jonassaint, au moins jusqu'au retour du président Aristide.

D'emblée, l'intervention nord-américaine est donc frappée d'une contradiction essentielle. Elle se fait au nom de la démocratie, mais scelle une alliance avec les dictateurs qu'elle prétendait combattre. D'où les événements de la première semaine de l'invasion, où les soldats américains se disaient «*dégoûtés*» de laisser réprimer, sans intervenir, les gens qui les accueillaient en libérateurs. Il a été finalement convenu que l'armée haïtienne continuerait à maintenir l'ordre, sous la surveillance des militaires américains, et que ces derniers interviendraient contre la population si les manifestations conduisaient à un «*effondrement général de l'ordre public*». Il est notamment prévu que les

soldats américains ouvriront le feu si certains édifices, tels que les postes de police, sont attaqués. Une intervention militaire réussie, menée sous le drapeau de la démocratie à quatre-vingt kilomètres de Cuba, serait une grande réussite pour Bill Clinton. Mais elle sera une catastrophe pour son projet vis-à-vis de Cuba si elle s'achève par une répression ! Ce n'est pas, loin de là, la seule contradiction que Bill Clinton va devoir gérer. L'opinion américaine n'est pas favorable à cette intervention. Et à peine le premier soldat avait-il posé le pied en Haïti que les parlementaires américains demandaient déjà que le corps expéditionnaire revienne dès que possible. Or, pour que cette intervention soit utile sur le long terme pour les Etats-Unis, il faudrait qu'elle inaugure une occupation durable d'Haïti.

Cocktail explosif

L'impérialisme américain a besoin de reprendre en mains et de refondre une armée qu'il a créée, mais qui s'est transformée depuis en un conglomérat de gangs de malfaiteurs, et est une source de problèmes incessants. La première occupation (1915-1934) avait été décevante pour l'impérialisme nord-américain. La résistance paysanne l'empêcha de transformer en profondeur les structures économiques du pays. Le résultat le plus tangible fut le désarmement de la paysannerie et la transformation de l'armée héritée de la guerre de libération nationale en une «*gendarmerie*» destinée à lutter contre l'ennemi intérieur. Cette occupation accéléra le développement des problèmes économiques et sociaux, favorisant la prise du pouvoir par Duvalier en 1957, qui fit le vide autour de lui, et empêcha pour longtemps la construction d'une force politique bourgeoise ayant quelque crédibilité. Après la chute de Duvalier fils, de Namphy et d'Avril, le vide politique fut rempli par la candidature surprise de

Jean-Bertrand Aristide, en lequel s'incarnèrent tous les espoirs du peuple haïtien. Si l'intervention américaine se passe sans trop de problèmes pour ses initiateurs, les Etats-Unis peuvent espérer en retirer un grand prestige. Sur cette base, ils pourront tenter de construire un projet politique en Haïti, voire même deux. L'un s'appuierait sur l'organisation para-militaire construite autour de l'armée, le FRAPH. C'est aujourd'hui la force politique la plus implantée. Mais elle peut s'avérer d'une grande fragilité. L'autre projet viserait à récupérer certains courants qui se disent partisans du président Aristide, tout en éliminant, y compris physiquement, les secteurs les plus radicaux. Aristide lui-même semble avoir déjà accepté tous les plans économiques que lui proposaient les Etats-Unis. Et vu les conditions dans lesquelles il va — peut-être — revenir en Haïti, il lui sera difficile de refuser grand chose à Bill Clinton. Pour qu'un tel projet soit réalisable, au moins deux conditions sont nécessaires : assez d'argent à injecter en Haïti, et une population suffisamment sage. Clinton peut espérer qu'après trois années de dictature et de souffrances, pendant lesquelles une grande partie des cadres des comités de quartier et des groupements paysans ont été tués ou ont gagné l'exil, l'insolent peuple haïtien s'est assagi. Sinon, le coup d'Etat aura été inutile. Malheureusement pour les dirigeants nord-américains, le déroulement de la première semaine de l'invasion ne semble pas confirmer ce pronostic ! Au contraire, on est même étonné de la rapidité avec laquelle le peuple haïtien a repris ses bonnes vieilles habitudes : mise à sac du local d'une organisation pro-putschiste, manifestation devant le quartier général de l'armée, pillage des postes militaires de la seconde ville du pays. L'intervention américaine en Haïti a ouvert une boîte à surprises qui n'est pas près de se refermer. ★

Lendemain de crise ...

La crise des «balseros» accélère les réformes économiques. L'accord intervenu entre le gouvernement de Fidel Castro et celui de Bill Clinton sur l'émigration pourrait après les élections législatives américaines donner lieu à de nouvelles rencontres entre les deux pays.

Janette HABEL



L'exode des «balseros» l'été 1994 a déclenché une floraison de commentaires sur la crise cubaine. Les poncifs de la grande presse française concernant l'île sont toujours marqués par un parti-pris idéologique qui n'a d'égal que l'ignorance dans laquelle on tient un pays catalogué comme relevant du «goulag tropical» catégorie qui dispense désormais de toute analyse. L'épreuve dramatique que le pays traverse et dont la survie du régime est l'enjeu mériterait cependant que l'on en examine les causes, structurelles et conjoncturelles. Une telle analyse devrait en premier lieu partir de l'analyse de la société cubaine avant 1959 (l'une des plus polarisées de la région compte tenu des inégalités de son développement socio-économique) car le «révisionnisme» n'épargne pas non plus l'histoire cubaine. Deuxièmement elle devrait réexaminer les conditions et les responsabilités de la rupture avec les Etats Unis en germe dès l'année 1959 : question elle aussi aujourd'hui très contestée (F. Castro aurait de longue date choisi la rupture). Troisièmement, elle suppose un réexamen des objectifs de l'alliance proposée par l'URSS (dont des diplomates reconnaissent aujourd'hui le cynisme) afin d'en tirer un bilan. Quatrièmement elle impose une analyse critique des responsabilités propres de la direction du PCC cubain (et de ses diverses composantes avant qu'il ne se constitue comme tel) et plus précisément du mode de domination politique instauré par F. Castro, greffe spécifique et avorton du caudillisme

et du parti unique. L'objectif de cet article n'est évidemment pas de se lancer dans une telle étude mais d'examiner certaines des causes de la crise de cet été et de ses conséquences.

Un double échec dans l'agriculture

Un double échec — celui de la *zafra* (récolte de canne à sucre) pour la deuxième année consécutive (moins de 4 millions de tonnes et donc autant de «dollars» en moins pour acheter du pétrole) et celui du plan alimentaire — explique le sentiment d'inquiétude, voire même de panique, d'une population dont le niveau de vie a baissé depuis 4 ans de près de 50% pour ceux qui ne disposent pas de devises. La crainte de privations alimentaires a joué un rôle déterminant dans l'ampleur de l'exode, y compris dans le fait qu'il se soit prolongé après que les réfugiés aient été réorientés vers la base américaine de Guantanamo. Les tentatives de la part des garde-côtes cubains d'endiguer cette vague de départs (qui devait provoquer lors de l'accident d'un remorqueur une trentaine de morts) ont été le détonateur de la manifestation d'hostilité au régime le 5 Août. Crise économique, sentiment d'impuissance, démoralisation, absence de perspectives, tels sont les ingrédients des événements. Dire cela ce n'est pas en minimiser la portée ni les banaliser, ce dont s'est bien gardé d'ailleurs le gouvernement, qui vient de

prendre des décisions spectaculaires en matière de libéralisation de la production agricole. Le feu vert vient en effet d'être donné pour les marchés libres paysans. «L'idée centrale est que toute personne liée à la terre puisse vendre ce qu'elle produit après avoir rempli son plan de production pour l'Etat sans que nous intervenions dans le prix, etc. L'offre et la demande joueront le rôle fondamental, ainsi que les règles et les impôts qui devront être appliqués(...)» a déclaré Raoul Castro. Cette décision — la plus importante depuis l'accélération des réformes économiques en Juillet 1993 avec la légalisation du dollar — a une signification quasi symbolique. Il aura donc fallu plus de huit ans pour qu'une exigence dont Raoul Castro reconnaît aujourd'hui qu'elle bénéficie de «l'appui unanime de la population» soit satisfaite. En effet Fidel Castro pour qui le marché est «une perversion qu'il faut éliminer à tout prix (1)» (fut-ce au prix du marché noir!), a toujours été opposé à cette mesure, symbole pour lui de la résurgence et des méfaits du capitalisme. Interdits en 1986, rendus responsables de l'émergence d'une classe de nouveaux koulaks et de la corruption des intermédiaires chargés de commercialiser illégalement les produits de la terre, les marchés libres paysans avaient fait l'objet de très nombreux débats dans le cadre de la préparation du 4ème Congrès en 1990. Très

1) Aurelio Alonso. Introduction de la logique de marché à Cuba. Alternatives Sud Ed. L'Harmattan 1994.

appréciés de la population, ils apparaissent comme un recours dans un contexte où les pénuries alimentaires n'ont pas cessé de s'aggraver depuis l'instauration de la «période spéciale en temps de paix» décrétée après la désintégration des échanges avec l'Europe centrale et l'URSS.

Chute brutale des importations

La crise majeure que connaît l'île est d'abord une crise alimentaire dont les causes sont complexes : l'héritage commun aux îles Caraïbes des séquelles coloniales et des relations de dépendance (la production de cultures d'exportation destinées aux métropoles), auquel s'est ajouté l'absence de complémentarité économique de la région ont rendu impossible jusqu'alors l'auto-suffisance alimentaire des îles et entravé l'essor d'une industrie agro-alimentaire sur des bases régionales. Il n'y a pas qu'à Cuba que le lait, la viande, les oeufs et la volaille manquent. Le CARICOM (regroupement régional des Caraïbes anglophones) ne produit encore que 47 % de sa consommation annuelle en ce domaine. Le solde est couvert par l'importation de lait en poudre, de lait condensé et de lait deshydraté (que Cuba importait auparavant des pays du Comecon). Les gouvernements du CARICOM comptent eux aussi encore aujourd'hui «sur des produits laitiers subventionnés moins onéreux en provenance des pays développés pour nourrir bon nombre de leurs citoyens» (2) (voilà comment les subventions agricoles des pays développés accroissent la dépendance des pays sous-développés).

Ce n'est que depuis une période récente que des recherches sont faites pour mettre à profit le potentiel spécifique de la région en matière d'élevage, de fourrages, d'engrais, etc. Les pénuries cubaines en la matière n'ont donc rien de surprenant dès lors que les sources d'importation se sont brutalement tariées (avec la réunification allemande le gouvernement de Bonn a interrompu du jour au lendemain les livraisons de lait prévues par les accords à long terme conclus antérieurement). La dépendance alimentaire de Cuba n'était donc pas en soi si étrange si l'on veut bien se livrer à une comparaison régionale ; et si l'on s'interroge sur les racines des pénuries alimentaires actuelles c'est le type de liens noués dès les débuts de la révolution avec l'URSS et le «modèle» de développement dépendant qui en a découlé qu'il faut d'abord mettre en cause. La priorité sucrière s'est faite au détriment des productions vivrières. Là aussi il n'est pas

inutile de revenir sur quelques idées reçues ; le «*généreux protecteur soviétique*» trouvait — outre des avantages stratégiques considérables — quelque intérêt à l'achat du sucre de canne cubain : «*Cuba satisfaisait les besoins des anciennes républiques soviétiques à hauteur de 30 %. Mais bien que ce sucre ait été "payé" à des prix préférentiels ceux-ci étaient inférieurs aux coûts de production soviétiques du sucre de betterave : pendant la période 1979-1987 l'URSS a payé en moyenne 41,9 cents par livre de sucre cubain, alors que son coût moyen de production était de 43 cents par livre(...)*» (3).

Selon certains auteurs l'île bénéficiait alors d'un «*confortable cocon*» (4) dont la contrepartie était le maintien d'une structure économique déformée, dont le sucre représente encore le premier produit d'exportation, qui en 1993 a rapporté 40 % des revenus de l'île. Aujourd'hui, après quatre ans de récession, c'est du sucre que dépendent les importations de pétrole, voire même de poulets français!

Une société à deux vitesses

Aux effets propres de la crise il faut ajouter les conséquences de l'ouverture économique. Depuis un an et demi — sous la pression des gouvernements européens et latino-américains — le gouvernement cubain s'est engagé dans un processus de réformes généralement critiqué pour sa lenteur excessive. La Havane a justifié sa prudence par les désordres engendrés par des transitions trop brutales dans les ex-pays du Comecon. En réalité les effets des réformes engagées (dont certaines s'inspirent du plan d'ajustement élaboré par Carlos Solchaga, l'ancien ministre espagnol des finances) sont plus importants qu'on ne le dit généralement et n'ont pas été étrangers à la crise de l'été.

Avant même la réactivation des marchés paysans, la légalisation du dollar, l'autorisation d'activités privées artisanales ou commerciales, la suppression de certaines subventions, l'instauration d'un système fiscal auparavant inexistant, l'augmentation des prix de certains biens de consommation, avaient déjà eu des effets sociaux déstabilisateurs. Sans oublier les conséquences d'une ouverture massive aux capitaux étrangers, d'abord limitée au tourisme mais désormais acceptée dans l'industrie, la prospection pétrolière, les minerais, les télécommunications, le textile, les agrumes et peut-être le sucre.

L'effet le plus dévastateur a sans doute été l'instauration d'une société à deux

vitesse, et ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir les partisans les plus zélés des réformes en critiquer les conséquences. Avant la légalisation du dollar la productivité du travail n'était certes pas très élevée ; mais depuis que la détention du billet vert est acceptée la démotivation des salariés a atteint des sommets, et pour cause. Pourquoi travailler pour des pesos sans valeur ? Le gouvernement est désormais contraint d'envisager des stimulants (ou des contreparties) en dollars pour rémunérer les salariés ; le problème est que les ressources du pays ne suffisent pas pour que cette mesure (déjà appliquée quelques secteurs) puisse être généralisée.

Le développement du tourisme et la présence d'entreprises étrangères incitent par ailleurs la population active, quelque soit sa qualification, à désertir les entreprises d'Etat : les distorsions de l'emploi qui en résultent sont chaotiques et se font au détriment des intérêts généraux du pays.

Enfin la coexistence de régions touristiques riches avec le reste de la population ne va pas sans tensions : mais il s'agit là d'un problème commun à l'ensemble des Caraïbes.

Mais c'est le délitement du tissu social et l'affaiblissement de la cohésion antérieure qui sont les plus lourds de conséquences. Sans doute de nombreuses ruptures avaient — elles déjà usé une légitimité héritée des conquêtes nationales et sociales de la révolution. Mais la crise d'août traduit une déchirure plus profonde et plus dangereuse. Si le pari d'un «ajustement économique sans désocialisation» débouchait sur un échec la population risquerait de ne pas l'accepter sans contrepartie. Car si la nécessité d'un retour à l'initiative privée, à une extension du marché apparaissent inévitables compte tenu de la nécessité du pays de se réinsérer dans l'économie mondiale et des conditions impératives qui sont mises à son retour dans les institutions régionales — retour vital pour sa survie — et si les marges de manoeuvre du gouvernement castriste sont extrêmement faibles, voire inexistantes sur le terrain strictement économique, il n'en va pas de même sur le plan politique.

Comme l'ont montré les débats dans les centres de travail lors des assemblées du premier semestre 1994, il est douteux que la population puisse accepter encore longtemps la détérioration des conquêtes antérieures sans changements politiques et

2) G. Proverbs «Développement de l'industrie laitière aux Caraïbes». *Le Courrier*, N°140 Juillet-Août 1993.

3) Roberto Espindola «Cuba's difficult spring». University of Bradford. UK. *Annales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes*. N°s 11-12. IEP Aix en provenance.

4) Pascal Fletcher. 27/9/1994. *Financial Times*.

sans démocratisation, ce d'autant plus qu'elle perçoit que des secteurs de la bureaucratie bénéficient déjà de privilèges liés aux postes occupés dans les entreprises mixtes et aux services rendus aux entrepreneurs étrangers. La rupture de ce qu'Aurelio Alonso, appelle le «principe d'équité» rend beaucoup plus insupportable le maintien d'un contrôle autoritaire et répressif de la part de fonctionnaires et de directeurs dont la compétence est de plus en plus contestée. Comme le remarque Alonso «*beaucoup plus que la pureté morale du parti d'avant-garde ce qui constitue sans doute un capital politique essentiel c'est le renforcement d'un véritable pouvoir populaire disposant d'une autorité et d'un contrôle réels qui constitue le facteur décisif qui permettra d'empêcher que les effets que nous observons aujourd'hui en tant que coûts sociaux hors contrôle ne fassent déborder le système et provoquent une dégradation irréparable pour la société*» (5). Or rien n'indique que l'on aille dans cette direction. Les changements intervenus récemment parmi les dirigeants provinciaux du PCC se sont effectués comme d'habitude, dans le secret des délibérations.

Vers un élargissement des négociations ?

Pour La Havane, la normalisation des rapports avec Washington et la levée de l'embargo sont la condition d'une amélioration de la situation économique, qui seule pourrait donner lieu ensuite à une ouverture politique. Or pour Washington l'ordre des facteurs est inverse : sans ouverture politique (c'est à dire sans élections), pas de suspension des sanctions. Mais la négociation engagée à l'occasion de la crise des balseros pourrait amorcer un tournant tactique de la diplomatie américaine, pour qui empêcher les flux migratoires sur la côte sud des Etats Unis est devenu un impératif et un enjeu électoral majeur. Or prendre le risque du renversement de F.Castro — objectif de Washington depuis plus de 30 ans — c'est prendre le risque d'un chaos gigantesque dans le «backyard» ; voilà pourquoi des voix s'élèvent désormais pour pousser à des accommodements avec un diable dont les marges de manoeuvre sont aujourd'hui tellement réduites que des concessions impensables auparavant peuvent sûrement lui être imposées.

La symétrie avec Haïti toujours présente dans les orientations de Clinton trouverait ainsi son aboutissement : si Cedras est pour Jimmy Carter un partenaire honorable pourquoi F.Castro ne le serait-il pas ? Ce raisonnement tenu par

certaines stratégies américains qui voient dans l'opération haïtienne une répétition générale peut amorcer une évolution qui ne se concrétisera au mieux qu'après les élections législatives de novembre, voire après la prochaine élection présidentielle aux Etats-Unis. C'est en tout cas la voie préconisée par l'Eglise catholique dans un communiqué signé par la Conférence des Evêques de Cuba.

L'accord conclu en Septembre entre La Havane et Washington afin de normaliser les flux migratoires entre les deux pays prévoit d'autres rencontres. Le gouvernement cubain a pris récemment sur le plan diplomatique des initiatives qui répondent à certaines des exigences formulées par les gouvernements espagnol ou latino-américains en matière de pluralisme politique et de respect des droits de l'homme. Depuis la crise des balseros, le ministre des Affaires Etrangères cubain a rencontré à Madrid des personnalités qui bien que considérées comme modérées parce qu'elles ont condamné l'embargo représentent néanmoins de véritables opposants; une délégation de représentants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme doit se rendre à Cuba sur l'invitation du gouvernement cubain; l'adhésion de l'île au Traité de Tlatelolco contre la prolifération des armes nucléaires en Amérique Latine et dans les Caraïbes attendue de longue date, s'inscrit aussi dans une stratégie dont l'objectif prioritaire est la réintégration en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais dont le passage obligé est un début de normalisation avec le grand voisin du nord. Le développement croissant des échanges avec le Canada et le Mexique, partenaires de Washington dans le Traité de Libre Commerce, va aussi dans ce sens.

Reculer, mais jusqu'où ?

Le débat sur les réformes tel qu'ils s'est déroulé à Cuba jusqu'alors n'oppose pas les «réformateurs» aux «conservateurs», une terminologie particulièrement mystificatrice car les uns et les autres sont divisés sur les mesures à prendre. Les différences portent sur la finalité et la viabilité des réformes économiques. Faut-il procéder à un recul tactique en préservant l'essentiel des conquêtes sociales dans le cadre d'une «*économie socialiste à caractère mixte au sein de laquelle le système socio-économique cubain pourra utiliser les mécanismes du marché sans pour autant devoir y succomber*» (6) ou opérer un tournant radical en allant résolument vers l'instauration d'une économie marchande généralisée afin de bénéficier du soutien financier de la bourgeoisie cubaine

en Floride, de l'ouverture au marché américain et des avantages d'une intégration régionale? Un tel cas de figure impliquerait des changements politiques institutionnels, une ouverture «par en haut» en acceptant la négociation voire des élections avec les exilés «modérés» de Miami. Mais comment réagirait le peuple, éternel absent de toutes ces grandes manoeuvres? Et quel serait alors le rôle dévolu à Fidel Castro dans une telle transition? La géographie politique inspire les solutions les plus variées: transition pacifique à l'espagnole avec la participation de Fidel Castro, variante nicaraguayenne avec un Castro jouant les Humberto Ortega, ou scénario chilien avec un Commandant en Chef retiré dans ses casernes ? Des hypothèses qui oublient qu' à la différence des exemples cités il faut ici assurer un changement de système économique, tout en garantissant la stabilité politique. Un processus d'autant plus difficile que n'existe jusqu'alors ni le recours d'un Juan Carlos, ni d'une Violeta Chamorro. Quant au principal intéressé il a fait connaître son opinion en indiquant qu'il était prêt «à offrir sa tête» aux Etats Unis : «*Je la leur offre (...) Ma tête pour l'indépendance de Cuba, ma tête pour la révolution, ma tête pour le socialisme (...)*» (7) Paroles en l'air ? Le dirigeant cubain avait déjà envisagé son départ dans le passé en évoquant l'année 1998, centenaire de la victoire des indépendantistes cubains sur les armées espagnoles, une victoire frustrée par l'intervention américaine. Un défi délicat pour Washington où l'on s'interroge sur l'opportunité d'opérer une transition sans le «leader maximo» : Cuba n'est pas Haïti, les traditions rebelles du peuple cubain ne sont plus à démontrer, et Fidel Castro n'est certainement pas — malgré sa formation jésuite — le Père Aristide. ★

28 septembre 1994

5) A.Alonso *op.cit.*

6) A.Alonso *Op. cit.*

7) El Nacional. Caracas. 25/9/1994

La fiction du pacte social

Depuis la victoire électorale du Congrès national africain (ANC) l'Afrique du Sud est entrée dans un long processus de réformes de son appareil d'Etat. La mise en place du gouvernement d'unité nationale, les complexes dosages pour la composition des cabinets ministériels, la réorganisation parlementaire, la mise en place des exécutifs provinciaux ne constituent que l'aspect le plus visible d'une profonde restructuration dont l'objet est d'accommoder les vieux rouages de l'appareil d'Etat à la prise de responsabilité de l'ANC.

Peter BLUMER

Des débats significatifs ont émergé à l'occasion de ces multiples ajustements et réformes. Depuis plusieurs mois, l'Afrique du Sud a été le théâtre de grèves massives dans l'automobile, le commerce, les transports et les services publics. Ces discussions, conflits et coups de théâtre témoignent de contradictions importantes entre la dynamique sociale que portait l'ANC jusqu'à une période récente et le réalisme qu'il s'efforce d'appliquer aujourd'hui aux commandes de l'Etat.

Cette contradiction apparaîtra progressivement aux secteurs qui se montrent encore attachés au vieux jargon radical de l'ANC et du Parti communiste sud-africain (SACP). Mais elle était déjà clairement identifiable lorsque l'ANC a publié, avant les élections, son programme d'orientation pour les cinq ans à venir.

Ce Programme de reconstruction et de développement (RDP) est un document d'une très grande importance. Non seulement parce qu'il est censé guider la politique de l'ANC, mais parce que ce type de programme exprime une tendance profonde, largement hégémonique, de par le monde, dans les conditions actuelles, au sein de divers mouvements radicaux, anti-impérialistes, voire post-révolutionnaires.



Son étude comparative avec des élaborations similaires faites dans d'autres pays constituerait un bon travail pour appréhender l'air du temps.

Ce qui fait du RDP un document particulièrement intéressant, c'est qu'il permet deux lectures parallèles totalement contradictoires. Il sert d'oriflamme à ceux qui espèrent une sortie de crise grâce au consensus social. Mais il sert aussi à ceux qui entendent obtenir la satisfaction immédiate de leurs revendications. Nous verrons, après avoir traité du RDP, quelle est l'attitude du nouveau pouvoir par rapport à la réalité sans fard des contradictions sociales.

Reconstruire la Nation

Le RDP est aujourd'hui présenté comme le programme fondamental de l'ANC pour rompre avec l'apartheid, la pauvreté et les inégalités raciales. Il fut en réalité à l'origine une exigence du COSATU, principale fédération syndicale du pays et membre du bloc politique constitué autour de l'ANC. Le COSATU voulait obtenir un engagement clair de l'ANC sur des objectifs sociaux qui puissent justifier sa pleine participation sur la liste électorale. Celui-ci s'était montré incapable, depuis l'ouverture des négociations, de produire un projet économique et social

qui ait une certaine cohérence. Finalement, après un long travail d'écriture, la version définitive fut présentée comme le texte de base de la future politique gouvernementale de l'ANC.

Ce programme reflète donc les compromis conclus au cours de son élaboration. Mais il exprime surtout une stratégie politique que partagent, chacune à sa manière, les trois directions composant l'Alliance, celles de l'ANC, du Parti communiste et du COSATU.

Le terme de «reconstruction» renvoie, tout à la fois, à la notion de destruction occasionnée par l'apartheid et à l'idée de construction d'une «nouvelle nation». Le RDP est donc conçu pour satisfaire tous les secteurs de la société. Aucun membre de l'actuel gouvernement d'unité nationale, notamment du Parti national, n'aurait de mal à trouver dans le RDP des arguments pour dénoncer et limiter toute politique sociale jugée trop audacieuse. Inversement, en ne prenant en considération qu'une partie du document et en ignorant sa méthodologie générale, des secteurs radicalisés n'ont pas de difficultés à y trouver des objectifs revendicatifs de première importance (le logement, l'éducation, la question de la terre ou de la santé, la place des femmes dans la société, etc.). Ce document contient tout et son contraire. On ne peut certainement pas reprocher au RDP de ne

«Réforme agraire» (extraits)

«Le programme agraire a deux aspects : la redistribution des terres résidentielles et productives à ceux qui en ont besoin, et la restitution des leurs à ceux qui les ont perdues en vertu des lois de l'apartheid (...) Pour réparer les souffrances causées par la politique de déplacement de la population, le gouvernement démocratique devra mettre en place un tribunal de la terre, et restituer la terre aux Sud-africains dépossédés (...) Ce tribunal devra être accessible aux pauvres et aux illettrés. Il devra établir un processus lui permettant d'adopter des décisions rapides».

Cette règle juridique pose beaucoup de problèmes face à la spontanéité des mouvements. Joe Slovo a du déclarer que le gouvernement «ne légalisera pas les actions qui sapent les droits et les attentes de telles communautés, et ne légitimera pas le processus de resquillage» (South African Labour Bulletin, 10 juin 1994).

«Logement et service»

(extraits)

«Environ 50 000 logements ont été construits en Afrique du Sud en 1992. Ce chiffre devrait atteindre plus de 300 000 unités par an, vers la fin de la 5ème année du RDP. Au minimum, un million de logements à bon marché seront construits sur les cinq ans»

Cette promesse a déjà fait couler beaucoup d'encre. Le premier ministre de la région de Johannesburg-Prétoria affirme qu'il veut pour sa région 150 000 logements en 5 ans, ce que certains libéraux ont qualifié de «rêve millénariste». Le ministre du logement Joe Slovo a préféré annoncer 50 000 logements nationalement la première année et les 300 000 prévus pour l'an 2001.★

P.B

pas fixer dans le détail des objectifs sociaux et économiques précis. Rares sont, en effet, les programmes qui, comme celui-ci, prennent soin de proposer, chiffres à l'appui, la satisfaction des besoins les plus urgents de la population noire. Il fixe des objectifs quantitatifs en matière de logements, d'électrification et

d'école ; il n'omet dans aucun domaine de proposer une politique de discrimination positive en faveur des Noirs en général et des femmes en particulier. Avec un pareil engagement gouvernemental en main il n'est pas étonnant que de nombreux activistes, dans les syndicats ou les «civics», aient saisi la balle au bond pour exiger du gouvernement qu'il applique le RDP, tout le RDP, comme promis. Cette forme détaillée et chiffrée de programme est, en effet, un bon exemple de ce qui peut motiver un mouvement social et le radicaliser à partir de choix concrets.

Mais le RDP ne s'arrête pas là. Tant de détails, tant de promesses sociales soulèvent immédiatement d'autres questions. Comment réaliser ce programme ? Sur quelles forces sociales s'appuyer ? Comment le financer ? Autour de ces points charnières l'ensemble du document bascule et révèle un objectif politique tout à fait contradictoire avec les promesses sociales qu'il contient.

L'apartheid, un détour incongru ?

Parce qu'il traite implicitement de l'ensemble des rapports socio-économiques du pays et qu'il prétend être un projet de transition post-apartheid, le RDP se doit de fournir une analyse de l'ancien système. Or, son analyse de l'après-apartheid constitue le premier problème. Il s'agirait de mettre fin aux «distorsions» que l'apartheid aurait introduites dans l'économie sud-africaine. Le terme de distorsion renvoie à une notion de modèle ; comme si l'apartheid avait été un fonctionnement abstraitement vertueux du capitalisme.

C'est en tout cas ce que laissent entendre des phrases comme celles-ci : «Le système d'apartheid a sérieusement déformé le système financier sud-africain, une poignée de grandes institutions financières étroitement liées aux trusts dominants, centralisent la plupart des ressources financières du pays». En d'autres termes ce serait l'apartheid, et non les tendances inhérentes au capitalisme, qui aurait favorisé la monopolisation du système économique et financier.

Avec la même méthode, le RDP évoque les «distorsions raciales» de la société. Un euphémisme qui permet d'aborder la répartition des revenus et des richesses comme s'il s'agissait de simplement combler un «décalage» temporaire. Aucune référence n'est ainsi faite aux rapports sociaux qui perdurent évidemment au-delà de la disparition des lois de ségrégation. La notion de distorsion est très à la mode dans l'ANC.

Il y a quatre ans déjà ce terme avait été employé par Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste, pour décrire la «distorsion» du socialisme en Europe de l'Est. Cette formulation avait permis à son auteur de ne jamais aborder le fond du problème sur la nature sociale et les déterminismes politiques du régime stalinien.

Adaptée aujourd'hui à l'apartheid cette terminologie permet de passer outre le rapport structurel qui liait l'apartheid et les besoins de mise en valeur du capital. L'ANC confirme, ainsi, ses anciennes analyses : l'apartheid aurait été une sorte d'anachronisme par rapport aux besoins mêmes d'une économie de marché. C'est cette analyse qui permettait à l'ANC de prôner une alliance avec des secteurs éclairés de la grande bourgeoisie financière face aux «Boers» arriérés, sans doute porteurs de la fameuse «distorsion».

Cette vieille théorie se maintient dans le RDP. Elle consiste à ne rien dire sur les rapports de production fondamentaux qui ont structuré l'histoire de l'apartheid et à renvoyer la responsabilité du passé à des facteurs contingents. C'est ainsi que prédomine dans le RDP l'approche mécanique traditionnellement opérée par le SACP dans sa «théorie» du «colonialisme d'un type spécial» : «Nous ne devons pas perpétuer la division de notre société en un "premier monde" et un "tiers monde", qui serait une forme déguisée de maintien de l'apartheid». Cette juxtaposition fort peu dialectique de «deux mondes» conduit à la conclusion qu'une des deux sociétés en présence doit avoir le droit de «rattraper» l'autre. Comme s'il s'agissait d'un simple décalage historique ou d'un déficit démocratique ayant empêché une partie de la population de bénéficier des potentialités du «premier monde». Les tâches de l'heure nécessiteraient au contraire la plus grande clarté sur les processus politiques survenus depuis vingt ans. Si les luttes de masse ont joué un rôle clef dans la modification des rapports de force et dans les débats au sein des classes dirigeantes, d'autres éléments très importants sont intervenus pour que s'amorce, à partir de la fin des années 80, la transition actuelle.

Une mutation complexe

Aux puissantes mobilisations sociales des années 80, sont venues s'ajouter :

► une récession dès 1981, c'est-à-dire avant même l'explosion sociale ;

► une économie mondiale en pleine mutation s'accompagnant de pressions grandissantes pour de nouveaux rapports commerciaux dégagés de tout protectionnisme. C'est pourquoi, au cours des années 80, des secteurs intelligents du

pouvoir et de l'industrie ont compris que ces changements internationaux nécessiteraient, de gré ou de force, une modification des rapports entre l'Afrique du Sud et le marché mondial, c'est-à-dire moins de protectionnisme, plus d'échanges, d'autres mécanismes monétaires, etc. L'apartheid (marché de travail spécifique, protectionnisme très développé, fort secteur public, faible demande intérieure.) était devenue anachronique par rapport aux besoins du capital, à la différence des années 50 et 70 ;

Une situation politique mondiale qui change à partir de 1985, notamment avec le régime Gorbatchev, s'accompagnant d'une perspective de règlements négociés des divers conflits régionaux. Ces changements jouent alors contre les mouvements de libération et en faveur de De Klerk. Ce dernier, dans son fameux discours du 2 février 1990, déclare d'ailleurs : «*Le développement dynamique au niveau de la politique internationale a créé des nouvelles possibilités pour l'Afrique du Sud aussi. Des progrès importants ont été enregistrés, entre autres dans nos rapports avec l'extérieur, notamment, où ils étaient auparavant interdits par des considérations idéologiques*».

La classe dirigeante sud-africaine savait donc qu'elle devrait opérer un tournant, mais les luttes des années 80 limitaient encore grandement ses moyens. C'est le recul du mouvement de masse, dès 1987, et les changements internationaux qui finalement permirent au pouvoir de saisir une opportunité et de prendre l'initiative. Passer en revue tous ces événements est absolument nécessaire pour comprendre la réalité actuelle. Cela n'enlève rien à la centralité des luttes de masse des années 80 ni à l'importance intrinsèque de l'actuel changement politique et institutionnel. Mais faire l'impasse sur les autres éléments aboutit à une simplification qui permet de justifier l'actuelle politique d'union nationale. Ceux qui, en 1990, expliquaient l'ouverture des négociations officielles par «*la victoire du mouvement de libération*» et la préparation à un «*transfert du pouvoir*» ne peuvent plus retracer cette histoire sans se déjuger. L'ANC et le Parti communiste qui, par le passé, justifiaient l'auto-limitation de leur stratégie par un recours à une analyse économique fautive de l'apartheid («*arriération*» supposée de ce mode d'accumulation dans le contexte sud-africain des années 50 et 70), évitent aujourd'hui toute référence à des facteurs structurels pour expliquer les événements politiques des quatre dernières années. Tout ne relèverait finalement que de la puissance du mouvement de libération et de la maestria de

l'ANC.

La fidélité du RDP à cette vieille méthode permet à ses auteurs de proposer de sortir de l'apartheid en sortant de la récession, et de sortir de cette dernière grâce à une relance de la consommation intérieure et à la réduction des inégalités.

Un faux réalisme

Pour cela, le RDP utilise les indicateurs macro-économiques traditionnels de l'économie libérale : croissance, productivité, compétitivité, etc. Tous sauf un : celui de profit. A aucun moment, ni implicitement ni explicitement, il n'est dit que la garantie de certains investissements, et celle du grand contrat social que vise le RDP, supposent préalablement que les détenteurs de capitaux se voient assurer d'un taux de profit lui aussi croissant ! Ce profit qui reste fondé sur un partage nécessairement inégal des richesses produites et sur du travail productif non payé. Cette impasse sur le facteur essentiel du fonctionnement capitaliste n'est pas ici un oubli pudique ou tactique, mais un acte conscient. C'est bien parce que le profit escompté est la référence de base de l'investisseur privé qu'il ne peut y avoir de contrat social vertueux qui satisfasse, durablement et tout à la fois, les salariés et ceux qui les emploient. Le secteur privé qui accepte le RDP comme un exercice nécessaire mais conjoncturel de l'ANC a, pour sa part, émis beaucoup de doute sur la possibilité de satisfaire aussi bien les besoins sociaux de millions de personnes que les profits industriels. Un économiste de la Rand Merchant Bank a pu comme d'autres, signaler que le RDP «*ne prend pas en considération une pré-condition majeure pour la création d'emplois, c'est-à-dire un investissement substantiel des capitaux dans le secteur privé, et l'épargne qui précède de tels investissements*» (1). *Le Financial Mail* du 9 septembre, après avoir signalé que les grèves de cette année se soldent par des «*pertes*» de 3 milliards de rands, lance cette mise en garde : «*Une croissance — pour ne pas parler du RDP — ne pourrait se maintenir avec de telles pertes. La stabilité sociale, et un gouvernement dirigé par l'ANC ne pourraient pas se maintenir non plus.*»

Dans les rapports de classes actuels de l'Afrique du Sud, le gouvernement devra chercher à garantir un haut niveau de profit pour obtenir un bon rythme d'investissement privé. Il lui faudra donc faire face au problème du coût du travail. Or le RDP ne clarifie pas ce qu'il entend par «*améliorer la capacité du secteur financier, afin de mobiliser davantage de ressources et d'impulser les activités indiquées dans le*

La couleur de l'argent

Selon une étude récente (*Weekly Mail and Gardian* du 17 juin 1994), les dépenses d'un Noir ne constituent en moyenne que 11 % de ce que dépense un Blanc. Les Blancs, qui ne représentent pas plus de 13 % de la population, totalisent 54 % des dépenses des ménages.

Par ailleurs les grèves récentes ont permis à certains journaux de rappeler l'inégalité des salaires dans les entreprises. Les membres de la direction de l'Anglo-American gagnent à peu près 62 fois le salaire ouvrier. Ce rapport passant à 96 fois chez ABSA et à 126 fois chez Murray&Roberts.★

RDP (...). Cela ne pourra se faire que par un apport considérable de l'Etat pour créer les conditions de rentabilité des investissements productifs et par un taux d'exploitation suffisant de la force de travail. C'est aux antipodes de ce qu'affirme Alec Erwin, ex-dirigeant de l'ex-gauche syndicale et aujourd'hui secrétaire d'Etat aux Finances : «*Nous venons juste de sortir d'une société d'exploitation et n'avons pas l'intention d'y revenir (2).*»

Et il poursuit : «*On nous conseille constamment de maintenir des bas salaires pour être compétitif à l'échelle de l'économie mondiale. C'est une conception étroite qui révèle une incompréhension de ce qui est en train de se passer dans cette économie.*» C'est ainsi qu'Erwin, l'un des principaux avocats du RDP, et ses collègues, évitent de reconnaître que la question primordiale pour les capitalistes est celle du coût du travail et du taux d'exploitation. Ils préfèrent l'utilisation du terme vague de «*compétitivité*» qui cache pudiquement l'âpreté du conflit sur le prix de vente de la force de travail. Pourtant à l'occasion de la grande vague de grève des derniers mois, beaucoup de dirigeants syndicaux ont dû rappeler ce problème essentiel. Parmi eux, Enoch Godongwana, le nouveau secrétaire général du syndicat de la métallurgie et de l'automobile (NUMSA) : «*Le problème clé est constitué par les anomalies des salaires dans l'industrie. Nous aurions voulu les supprimer en l'espace de deux ans, les patrons ont parlé de quatre ans, nous avons accepté trois. Les patrons se préoccupent des répercussions sur les*

1) *Weekly Mail and Gardian*, 8 juillet 1994.

2) *South African Labour Bulletin*, janvier 1994.

coûts de revient (...) Les patrons nous ont opposé des exigences en matière de flexibilité, d'heures supplémentaires obligatoires et de clauses antigèves, ils voulaient durcir la formulation des accords. Qu'est-ce que nous allons dire à nos membres ? Quoi de neuf pour eux (3) ?».

La «volonté politique» plus ou moins passagère ne surmontera pas les mécanismes traditionnels de l'organisation capitaliste du travail. S'il est, par exemple, tout à fait intéressant que le RDP propose une double discrimination positive en faveur des Noirs et des femmes, ceci se heurtera aux besoins du marché. Le fractionnement des statuts, la manipulation de toutes sortes de préjugés, voire la simple concurrence entre les salariés permettant de contenir la demande sur les salaires. La fin de l'apartheid ne signifiera donc pas la fin des ségrégations selon la couleur de peau, le sexe, la région ou l'âge. Les lois du marché seront suffisantes pour maintenir en partie les discriminations raciales : prix des logements dans certains quartiers en ville, prix de certaines terres cultivables, accès inégal au crédit, privatisation de certains enseignements.

Le modèle européen

La philosophie de «croissance» du RDP s'inspire, sans le dire, de la période des années 50 et 60 en Europe de l'Ouest (ce que l'on a appelé les «trente glorieuses»). Durant cette période, tout à fait singulière dans l'histoire du capitalisme, il y eut une croissance concomitante de la productivité du travail, des profits, des salaires ouvriers et de la consommation de masse. Les socio-démocrates virent dans la progression des revenus salariaux le seul moteur de la croissance. C'est cette approche qui structure aujourd'hui le RDP avec l'espoir d'un grand contrat social vertueux, susceptible de canaliser toutes les forces vers la «reconstruction» du pays. Mais prendre pour modèle théorique cette période particulière du capitalisme européen est une absurdité : la place de l'Afrique du Sud dans l'économie mondiale actuelle n'a rien à voir avec des Etats hautement industrialisés dans l'Europe de l'après seconde guerre mondiale. Ces pays eux-mêmes sont désormais sortis de cette forme d'accumulation, sans possibilité d'y revenir.

Toujours inspiré par le modèle keynésien, le RDP propose une vigilance législative de l'Etat afin d'éviter les effets exagérés du marché. C'est encore Alec Erwin qui dit les choses avec plus de clarté : «Le RDP n'est pas du tout hostile au marché, il accepte d'une façon réaliste l'idée selon laquelle le marché est incapable de réali-

ser une réforme structurelle majeure (...) Le RDP se force de créer les conditions pour que les forces du marché soient plus efficaces dans le cadre d'une économie plus large et restructurée.» Mais la nature même de cet Etat — comme maître d'œuvre des conditions générales de la production marchande — limite toutes les prétentions de réformes radicales des lois du marché. Le capitalisme a évidemment besoin d'une régulation étatique sans laquelle il se serait réduit à une confrontation chaotique des initiatives privées. La nécessité de cette médiation centrale de l'Etat est aussi vieille que le capitalisme ; aucune société capitaliste n'a jamais fonctionné sur la base du «marché pur». L'Afrique du Sud est depuis longtemps un bon exemple du rôle central de l'Etat pour mettre en œuvre les conditions optimum de l'accumulation capitaliste. Le problème est donc ailleurs : quel Etat et quels objectifs sociaux donner à son intervention ? Or le RDP reste un document très peu satisfaisant au regard même de ces prétentions. Son projet de politique antitrust, très éloigné de ce qu'était en la matière la Charte de la liberté, n'atteint même pas le niveau formel qui est le sien aux Etats-Unis ou en Allemagne, avec l'efficacité qu'on lui connaît dans ces pays ! Le problème ne se résume donc pas à cet énoncé du RDP : «Nous sommes convaincus que ni un système central de planification de commandement, ni un système de libre marché sans aucune contrainte, ne représentent une solution adéquate (...)» Il est d'ailleurs assez piquant de voir certains anciens supporters du modèle stalinien utiliser un tel argument pour proposer une troisième voie, une intervention vertueuse de l'Etat, étonnamment indépendante des rapports de forces sociaux qu'il est chargé de reproduire.

Normalisation et verticalisme

Le RDP souhaite, d'autre part, que la «société civile» s'implique et renforce l'application des réformes. Cette terminologie est nouvelle pour l'ANC, le Parti communiste et le COSATU. Pour des raisons évidentes qui tenaient à l'oppression raciale, l'ANC n'a jamais usé d'une expression aussi floue qui gomme la question nationale. Quant au Parti communiste, il faisait grand cas de la centralité de la classe ouvrière au sein des populations noires opprimées. A quoi correspond au juste ce nouveau concept ?

Le RDP multiplie les ambiguïtés en décrivant cette «société civile», tantôt limitée aux organisations populaires de base, tantôt élargie à toutes les formes de

regroupements, associations patronales incluses. Ailleurs dans le texte la «société civile» concernerait aussi les divers forums de négociations qui se mirent en place à partir de 1990 et qui rassemblèrent, entre autres, des représentants de l'ancien régime, du patronat, des syndicats et de l'ANC. C'est ainsi que le RDP propose que ces forums (pour peu qu'ils perdurent) «continuent à rechercher un consensus sur la politique industrielle et commerciale. En particulier ils doivent tenir compte des besoins des secteurs industriels qui doivent procéder à des réajustements, et de la question de savoir comment partager les coûts des réajustements ; comprendre les nouvelles exigences économiques de la compétitivité ; développer des aspects de la politique industrielle et commerciale et aborder les problèmes d'infrastructure en rapport avec les besoins fondamentaux».

Cela n'a donc rien à voir avec un appel à l'auto-organisation, indépendante et démocratique, afin de favoriser la vigilance populaire dans une phase délicate et tactique de la transition. Ni contre-pouvoir volontaire, ni mouvement de base indépendant : ce qui est proposé consiste, au contraire, à imposer aux organisations de masse issues des luttes des années 80 un face-à-face stérilisant avec le patronat. La «société civile» est appelée à participer à l'application du RDP sans indépendance politique et sociale particulière. L'objectif est celui d'un fort verticalisme par lequel les organisations de masse et les organisations non-gouvernementales (ONG) seraient durablement «solidaires» de la politique de l'ANC dans le gouvernement.

Plusieurs événements sont déjà venus illustrer cette perspective. L'un des plus significatifs est sans doute la réaction des dirigeants face à des mouvements d'occupation de terre. Alors qu'une accélération de ces actions se produisait dans la région de Pretoria et Johannesburg, Joe Slovo, principal dirigeant du Parti communiste et ministre du logement, expliquait que, dans certains cas, ces occupations sont orchestrées «par des axes outsiders qui ne se préoccupent pas des intérêts réels des squatters, mais stimulent de telles actions dans leurs propres intérêts et pour un but politique (...), nous avons des listes d'attente, et des négociations se développent à propos d'une stratégie globale pour le logement, ce qui impliquera un projet d'indemnisations des hypothèques pour encourager les prêts par les banques, une banque nationale d'aide au logement et un système d'aide réorganisé» (4). Un autre problème a surgi à propos des ONG qui

3) Financial Week, 11 août 1994.

4) Weekly Mail and Gardian, 10 juin 1994.

vont être amenées à participer à des projets liés au RDP. Ces organisations sont fort nombreuses en Afrique du Sud et certaines peuvent avoir tendance à vouloir capter à tout prix une part du «marché» de la «reconstruction». Mais l'intervention que l'ANC a entreprise, à ce propos, a été très marquée par l'autoritarisme et par l'espoir d'une normalisation politique. Toutes choses contradictoires avec une valorisation de la «société civile» !

Patrons et employés

Reste, enfin, la question de la «démocratisation» des entreprises. Là encore, la voie proposée par le RDP est à mille lieues de la réalité bien connue du rapport capital-travail. Plutôt que de partir de plusieurs expériences menées dans le pays au cours des dernières années, comme les cercles de qualité ou l'actionnariat ouvrier (ESOPs), l'ANC et surtout des directions du COSATU persistent à proposer pour les entreprises une utopique «co-responsabilité» ou un «co-management» entre employés et patrons (5). «*La législation, précise le RDP, doit faciliter la participation et la prise de décision des ouvriers dans le monde du travail (...), des mesures d'action positive doivent être introduites pour mettre fin à la discrimination raciale et sexuelle et surmonter la disparité des pouvoirs entre les travailleurs et les dirigeants.*»

Là encore, l'inspiration vient du modèle européen, voire plus spécifiquement du modèle allemand. Mais la confusion est entretenue entre un élargissement des droits syndicaux dans l'entreprise et la responsabilisation des organisations ouvrières dans des décisions de gestion. Or, en Europe même, le droit d'accéder à la comptabilité générale des entreprises ou le droit de donner un «avis» sur les plans de restructuration n'ont jamais permis aux organisations ouvrières de déterminer (ou même de co-déterminer !) les choix industriels. Comment pourrait-on faire mieux dans un pays comme l'Afrique du Sud où la question raciale dans les rapports de travail n'est pas près d'être résolue ?

Pour qui la facture ?

Mais la démarche du RDP est d'autant plus équivoque et dangereuse qu'une partie du patronat espère pacifier le champ social par des mesures de cooptation et de bureaucratiation du mouvement syndical. Plusieurs tentatives sont ainsi faites de promouvoir des participations syndicales au capital de l'entreprise (*Union shareholders*) et de proposer aux travailleurs des primes pour non-grève. Il reste les besoins

sociaux, immédiats et concrets, que l'ANC propose, de toute manière, de satisfaire. Dès lors, qui va payer pour financer le RDP ? Le montage financier qui est mis en place est celui d'un fonds spécial devant théoriquement couvrir les besoins du RDP pour les cinq prochaines années, auquel s'ajoute une contribution modeste du budget gouvernemental. Le fonds devrait s'élever à 37,5 milliards de rands sur cinq ans. Pour l'année fiscale en cours le «coup de pouce» du gouvernement s'élève, pour sa part, à 2,5 milliards de rands.

Les raisons de cet arrangement sont multiples. Mais la principale consiste à ne pas vouloir «imposer» ce fardeau aux finances de l'Etat. Le faire impliquerait, en effet, d'aller puiser dans les profits des grandes entreprises et de s'affronter aux riches en modifiant radicalement le système fiscal. Or le gouvernement d'union nationale n'est crédible aux yeux du Parti national et de la droite que parce que l'ANC a décidé de ne pas s'attaquer aux grands équilibres sociaux. Au cours des trois dernières années fiscales, le déficit budgétaire de l'Etat a été successivement de 4,3 %, 8,3 % et 6,9 % du Produit intérieur brut (PIB). Il pourrait être de 6,6 % pour l'année fiscale 1994-1995. Le financement direct du RDP par le budget gouvernemental, combiné à une nécessaire maîtrise du déficit public, imposerait donc une vaste redistribution de revenus en faveur de l'Etat et des travailleurs et au détriment du capital.

Le financement du RDP s'apparentera plutôt à un appel au «mécénat» international et national : gouvernements et institutions étrangères, entreprises et épargne nationales, investisseurs internationaux sont appelés à contribuer. Pour les besoins de la cause certains cadres de l'ANC ont rappelé leur aversion pour une société qui serait trop encadrée par l'Etat. Le financement hors-budget du RDP serait, selon eux, lié à un refus de toute perspective d'«économie de commandement». La réalité est cependant plus prosaïque. La politique économique qui se met en place est une politique libérale et monétariste. La Banque centrale n'a d'ailleurs pas tardé à évoquer les risques de pression inflationniste et Alec Erwin, aujourd'hui secrétaire d'Etat au Finances, a expliqué que les privatisations devaient être sérieusement prises en considération pour réduire la dette publique (6). A ne prendre en compte que les grands indicateurs financiers et monétaires, en dehors de toute considération sur les rapports entre les classes, on ne peut évidemment qu'arriver à ces conclusions ! La vague de grèves des derniers mois a été une parfaite illustration des

contradictions sociales de la transition actuelle. Déjà entre janvier et juin 1994, c'est-à-dire avant les élections et juste après celles-ci, il y a eu 1,4 millions de journées de grève, soit le double de l'année précédente. Le *Sunday Times* du 24 juillet écrit : «*Cette semaine, le flux des arrêts de travail a risqué de se transformer en une vague sans précédent d'action de grève, le COSATU luttant pour réaffirmer son autorité. Après le départ du secrétaire général Jay Naidoo et d'environ 60 autres leaders qui ont accepté des tâches gouvernementales, les travailleurs frustrés ont commencé à prendre les choses en main. Et pour l'instant ils ont choisi de se lancer dans des grèves, des grèves et encore plus de grèves.*»

Dans un passé récent les travailleurs se voyaient opposer la récession à leurs revendications. Aujourd'hui que le cycle économique semble inversé et qu'ils réclament un rattrapage on leur oppose des critères de compétitivité à l'exportation et les défis qu'impose le GATT en terme de réduction des taxes protectionnistes. Résultat, la pression sur les salaires s'est aggravée et les licenciements se poursuivent. Les travailleurs espéraient, par ailleurs, des changements significatifs de leur statut après la victoire électorale de l'ANC. Mais, le racisme s'est maintenu sur les lieux de travail, tout comme la disparité salariale qui épouse elle aussi les segmentations raciales. La grève dans la chaîne de magasins Pick'n Pay a illustré cela d'autant que les grévistes ont été, comme par le passé, violemment attaqués par la police. Or, au congrès du COSATU qui s'est tenu début septembre, Nelson Mandela n'a pas hésité à culpabiliser les travailleurs en les opposant non pas aux patrons mais aux plus pauvres qu'eux. Il leur a demandé de ne pas se focaliser sur des intérêts sectaires étroits et de prendre en considération les cinq millions de chômeurs (7). Plus franc, le journal *Cape Times* commentait sous le titre «*Bien dit*» : «*Le RDP ne peut pas être construit dans le chaos économique. Le meilleur effort, la patience et la compréhension aussi bien des travailleurs que des managers sont nécessaires pour assurer l'harmonie productive* (8).»

5) Cette notion de co-management est apparue à la fin des années 80 et au début des années 90 dans l'ex-gauche syndicale, c'est-à-dire essentiellement autour de la direction du NUMSA et dans l'ANC. Voir Geof Schreiner, *South African Labour Bulletin*, juillet/août 1992. Aussi la proposition, en 1992, de «co-détermination» du syndicat des mines (NUM). Ou encore débat sur l'instauration d'un plan négocié de «Total and Quality» chez P.G. Bison, *South African Labour Bulletin*, janvier 1992.

6) *Business Day*, 14 septembre 1994.

7) *Business Day*, 8 septembre.

8) *Cap Times*, 9 septembre 1994.



Reconstruire l'indépendance syndicale

Beaucoup de militants ont vu le RDP comme un moyen de mieux légitimer les revendications. Plutôt que de dénoncer sans crédibilité les «traîtres» du pouvoir, ne faudrait-il pas organiser divers mouvements sociaux pour l'application stricte des promesses du RDP, et éclaircir ainsi le débat politique ? Cette voie doit certainement être suivie. Mais il faut se garder de toute illusion sur la fin de l'état de grâce et la reconstruction d'une alternative politique de masse à la gauche de l'ANC et du SACP. L'issue des grèves récentes illustre cela. Ni les travailleurs de Pick'n Pay ni ceux de l'automobile n'ont obtenu une victoire. Le travail a repris dans l'automobile alors que la presse patronale pavait : «*Malgré le triomphalisme affiché à propos de leur décision d'accepter l'offre finale d'une augmentation des salaires de 10,5 % faite par les patrons et de reprendre le travail au cours de la même semaine, l'état d'esprit dans le local central du syndicat est loin d'être optimiste (9).*» Le poids des directions politiques et syndicales et l'hégémonie idéologique de l'ANC entravent profondément les possibilités d'une clarification rapide. Le risque est grand de voir le mouvement revendicatif s'épuiser avant que n'apparaisse le début d'une alternative de direction. Beaucoup d'attention doit être apportée à ce qui se passe dans le mouvement syndical et dans le Parti communiste. Mais les potentialités resteront modestes, compte tenu à la fois de la bureaucratisation accélérée des organisations et de la situation politique internationale.

Plusieurs dizaines de dirigeants natio-

naux des syndicats ont été nommés dans le gouvernement national ou dans des gouvernements régionaux. Ceci contribue, pour le moment, à une semi-intégration du mouvement syndical dans les rouages de l'Etat. Plusieurs faits récents soulignent la tendance en cours. Parmi les plus spectaculaires, il y a celui du projet de consortium regroupant les fédérations syndicales COSATU et NACTU ainsi que les associations patronales noires (Nafcoc et Fabcoc) pour envisager un investissement de capital dans les casinos de l'entreprise sud-africaine *Sun International*. Pour le COSATU, il s'agirait d'un moyen pour se procurer des ressources qui lui venaient auparavant de donations étrangères. C'est l'opinion émise par John Coppelyn, dirigeant du syndicat du textile, ex-animateur de la gauche syndicale au début des années 80, devenu député ANC et aussi «*Cosatu investment advisor*» ! Côté *Sun International* l'objectif serait de se garantir ainsi des licences lucratives auprès des gouvernements régionaux et locaux dans lesquels le COSATU disposerait d'une forte influence. Mais que deviennent les travailleurs syndiqués de *Sun International* ? Autre cas, celui d'un vague projet de Centre de conférences internationales à Durban pour lequel se serait mis en place un lobby où se retrouvent des dirigeants locaux de l'ANC, le ministre des travaux publics, des dirigeants du COSATU mais aussi des gens de l'Inkhata. Jeff Rabele, le ministre des travaux publics, a eu le culot de dire que ce projet (évalué à 200 millions de rands) était conforme au RDP. Une compagnie a été créée dans laquelle se retrouvent l'ancien trésorier de l'ANC pour le sud-Natal, Mzi Khumalo, et un dirigeant d'Inkhata (10).

L'affairisme s'accélère alors que de nombreux cadres de l'ANC sont intégrés dans les pools de directions de certaines grandes entreprises. Les premières lignes de fracture qui apparaîtront risquent donc de ne pas être celles qui partageraient les tenants de la politique actuelle et des secteurs radicaux. La probabilité est plus grande de voir des conflits entre deux formes partiellement antagoniques de bureaucratisation, celle du pouvoir d'Etat avec ses réseaux d'affaires et celle du mouvement syndical encore très dépendant de son assise de masse. Entre les deux l'espace sera étroit pour dégager une force indépendante. ★

Septembre, 1994

Publicité

Le numéro 8 de *Politis*, la revue sera en kiosque le 14 octobre.

Au sommaire :

- ▶ Un dossier sur la famille : son évolution, ses transformations, sa place, son rôle, les nouveaux liens de parentés, la place de la femme, etc.
- ▶ Un sous-dossier sur les limites de la planète avec Jean-Luc Bennhamias, Pierre Rousset, Jérôme Sulim.
- ▶ Un prologue de René Dumont sur l'Afrique.
- ▶ Des hors champs :
 - La huitième sœur : Madelaine Rifaud.
 - Réflexions sur une recomposition particulière : Michel Ducommun et Charles-André Udry.
 - Le social au cœur de la crise algérienne : Sami Naïr.
 - Agir ensemble contre le chômage : C. Aguiton et J. Desessard.

9) *Financial Mail*, 9 septembre 1994.

10) *Weekly Mail and Guardian*, 19 août 1994.

1994 : avant et après

1- En juillet 1993 à La Havane, à Cuba, les représentants de plus d'une centaine d'organisations de la gauche latino-américaine et des Caraïbes ont écouté une longue intervention de Fidel Castro qui, entre autres choses, se demandait - et demandait : «Croyez-vous que messieurs les impérialistes vont nous laisser accéder au pouvoir ? Ne pensez-vous pas que, alors que nous discutons, ils sont en pleins préparatifs ?»

En novembre de cette même année, au Honduras, s'est engagé le plus long et le plus important marathon électoral du sous-continent, qui prendra fin le 27 novembre prochain avec les élections générales en Uruguay. Ce qui apparaissait alors comme une possibilité de commencer à changer la réalité au bénéfice des secteurs populaires et des plus démunis de nos pays, notamment par le biais d'éventuelles victoires des forces de gauche et démocratiques, s'éloigne comme perspective et nous oblige à réfléchir sur le passé et sur l'avenir.

2- En décembre dernier se sont tenues des élections générales au Venezuela. L'ancien dirigeant social-chrétien Rafael Caldera a été élu à la présidence grâce à une gigantesque fraude électorale qui a conduit, entre autres, à ce que Causa Radical, qui apparaissait comme la deuxième force, soit reléguée au quatrième rang avec 40 députés et 10 sénateurs. Au mois de mars dernier, au Salvador, Armando Calderón Sol, de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), dont émanent les sinistres escadrons de la mort, a obtenu plus de 65 % des voix au second tour, l'abstention atteignant presque 50 %. Le FMLN est arrivé en deuxième position derrière le candidat de l'ARENA. A peine un mois plus tard, en mai, une crise a éclaté dans ses rangs, dont les principaux protagonistes sont Joaquín Villalobos et Eduardo Sancho, dirigeants respectifs de l'Expression rénovatrice du peuple (ERP, ancienne armée révolutionnaire du peuple) et de la Résistance nationale (RN). Au cœur de cette crise se trouvent les divergences sur le bilan de 10 années de guerre civile, la signification des accords de paix et le rôle du FMLN. Au mois de mai, en Colombie, lors d'élections dans lesquelles seul un faible secteur de la population s'est senti concerné, l'Alliance démocratique M19 (AD-M19), qui avait recueilli près d'un million de voix il y a trois ans, a presque totalement disparu. Entre août et

novembre, les courants démocratiques et de gauche au Mexique, au Brésil et en Uruguay vont être soumis à l'épreuve de vérité. Pour le premier de ces pays, les résultats sont déjà connus et sont largement analysés dans d'autres articles de cette édition d'*Inprecor*. Pour ce qui est du Brésil, les sondages indiquent actuellement que, dans le meilleur des cas, le Parti des travailleurs (PT) pourra être présent au second tour, mais ne gagnera pas les élections. En Uruguay, vu l'état actuel des choses, on peut envisager un «match nul technique» entre les deux candidats des partis traditionnels, et le Frente Amplio et son candidat Tabaré Vázquez.

3- Lula, candidat du PT et du front Brasil Popular, lors d'un meeting à Divinópolis, le 22 septembre, a parlé de la «mexicanisation» du processus électoral brésilien, en dénonçant ainsi la scandaleuse utilisation des ressources de l'Etat au bénéfice de la candidature de Fernando Henrique Cardoso pour le porter, à tout prix, à la présidence du Brésil. Permettre que les élections apparaissent comme une confrontation démocratique quand, en réalité, il n'en est rien, est un objectif central des classes dominantes non seulement au Brésil mais aussi au Venezuela, au Salvador, en Colombie, bien évidemment au Mexique, etc.

4- Le «quatrième pouvoir», le puissant et omniprésent monopole de la télévision privée au Mexique, TELEVISIA, a joué un rôle central avant, pendant et après les élections d'août dernier, en favorisant la désinformation, la crainte et la tromperie au détriment du candidat de l'Alliance démocratique nationale (ADN), Cuauhtémoc Cárdenas. De même, au Brésil, l'autre grand monopole de télévision en Amérique latine, la Red O Globo, joue la carte du candidat des barons de l'argent, Henrique Cardoso ; il a fallu les gaffes du ministre des Finances, Rubens Ricúpero, qui a reconnu publiquement que le gouvernement manipule en toute illégalité les résultats du plan «Real» au bénéfice de Cardoso, pour qu'il soit obligé de démissionner du gouvernement. Aujourd'hui, à défaut d'un contrôle démocratique de la société sur les moyens de communication de masse, il est impensable de participer à des élections, ou même à un débat de quelque importance, dans des conditions d'égalité.

5- Le soulèvement armé de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le 1^{er} janvier dernier, a produit la plus grave crise du système de domination politique depuis 1928, et par là-même, celle du régime du parti-Etat que représente le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Mais il n'a pas réussi à diviser ceux d'en haut, pas plus que n'a pu le faire la candidature de Cárdenas. Les grands capitalistes, parmi lesquels on compte 24 des multimillionnaires les plus riches au monde, ont soutenu résolument Ernesto Zedillo, candidat imposé à la dernière minute pour assurer la poursuite du projet néolibéral qui accable le pays depuis 1982.

Au Brésil, après plusieurs années de divisions internes qui ont failli lui coûter le gouvernement en 1989, la bourgeoisie en a tiré les leçons et soutient maintenant sans faille son candidat Cardoso. En témoignent la façon dont a été remplacé Ricúpero, afin d'éviter une crise grave, et son soutien (non sans marchandages) au plan «Real». Près de là, en Uruguay, les capitalistes se dressent également comme un seul homme pour condamner le Frente Amplio.

6- Le cynisme dont font preuve les bourgeoisies latino-américaines dépasse toutes les bornes et a une incidence directe sur les processus électoraux. Les politiques de restructuration capitaliste engagées depuis 1982 ont fait de l'aggravation de la pauvreté le facteur le plus «dynamique» du développement dans cette région. Entre 1980 et 1990, elle a progressé de 4 % par an en moyenne, et au début de la présente décennie quelque 196 millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté (de l'ordre de 46 % des habitants de l'Amérique latine) (1). Les programmes de «lutte contre la pauvreté» s'avèrent être l'un des meilleurs négoce politiques. Au Mexique, Salinas de Gortari a créé le programme national de solidarité (Pronasol) et a su en faire un instrument formidable de clientélisme qui a porté ses fruits lors des élections, le 21 août dernier. Au Brésil, Cardoso a joué à merveille avec la pauvreté des gens et la mise en œuvre du plan «Real». Il a d'abord laissé l'inflation s'emballer jusqu'à 40 % par mois et, à partir du mois de juillet, il a mis en route un programme d'ajustements économiques : il a freiné temporairement la progression de l'inflation, ce qui a conduit les pauvres, en bonne logique, à penser qu'ils pour-

raient maintenant résoudre leurs problèmes. Il en est de même en Bolivie, où le gouvernement libéral a fermé les mines, obligeant les gens à se déplacer vers les zones de culture des feuilles de coca, dans la région de Chapare. Et c'est le gouvernement lui-même qui demande maintenant aux paysans déplacés de reconverter leurs cultures vers d'autres produits d'exportation, avec le soutien, etc. des Etats-Unis. L'apartheid social qu'ont provoqué les barons de l'argent et leurs représentants au pouvoir est revêtu des habits de la solidarité dans les périodes électorales.

7- Avant même la réunion de la Havane, un débat important avait lieu dans la gauche latino-américaine sur les moyens d'affronter les échéances électorales et les politiques d'alliance à promouvoir. Pour les uns, il fallait d'abord choisir ses alliés et ne travailler qu'ensuite sur un programme de gouvernement (en fonction de ces alliés) ; pour d'autres, moins nombreux, il fallait inverser cette logique : définir ce que nous voulons changer et les moyens d'y parvenir, et, partant de là, chercher une politique d'alliances. La logique à laquelle conduit la première option est facile à mettre en évidence : cela suppose un discours modéré, situé au «centre», «crédible», et qui refuse toute polarisation propre à effrayer ; les propositions de changement se réduisent en proportion directe du nombre des éventuels alliés et de leur capacité à gagner des voix, peu importe à quel prix. Pour le deuxième choix, incontestablement plus délicat, la question centrale est de créer une option de rupture crédible, capable d'attirer la majorité de la population mais avec une claire priorité, ceux qui seront les premiers bénéficiaires du changement, ces millions d'hommes et de femmes victimes de l'apartheid social qui sévit actuellement. Une première analyse des programmes de gouvernement proposés à ce jour tend à indiquer que la première option a été privilégiée, avec les résultats que nous avons mentionnés.

Au Mexique, ceux qui ont soutenu cette première option se plaignent maintenant que Cárdenas ait accepté de rencontrer l'EZLN avant les élections, qu'il se soit déclaré favorable à la création de la Convention nationale démocratique (2), et réclament à corps et à cris une négociation immédiate avec le gouvernement du PRI. Au Brésil, il y a encore quelques semaines, les courants les plus à droite du PT, qui soutiennent également cette option, réclamaient un accord avec le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) de Cardoso. Comment pourront-ils expliquer que Cardoso mène sa campagne en multipliant

les attaques contre le PT et son candidat, Lula, et qu'il ait choisi comme principal allié un parti de droite, le Parti du front libéral (PFL) ? On pourrait citer des cas similaires au Salvador avant les élections (plusieurs déclarations de Rubén Zamora, le candidat du FMLN à l'élection présidentielle, vont dans ce sens).

8- Les Etats-Unis ne se sont pas tenus à l'écart des élections en Amérique latine. A La Havane, Shafick Handal, secrétaire du Parti communiste salvadorien et coordinateur général du FMLN, est intervenu pour expliquer comment le gouvernement Clinton introduisait des changements dans la politique suivie par ses prédécesseurs vis-à-vis de la gauche. Si cette appréciation est correcte en général, elle se prête à deux lectures possibles.

Par exemple, en décembre dernier, Rubén Zamora a déclaré que *«pour les Etats-Unis, après la chute du mur de Berlin, la distinction gauche-droite est de moins en moins pertinente sur notre continent. Ce qui intéresse Washington, c'est le libre commerce, le développement économique et la stabilité politique interne (3)»*.

Une autre lecture possible découle de faits comme le soutien immédiat offert au gouvernement mexicain au lendemain de l'assassinat de Colosio, le 23 mars, quand les Etats-Unis ont ouvert une ligne de crédit de six mille millions de dollars, qui devaient théoriquement servir à empêcher toute spéculation contre le peso mexicain, mais qui en réalité étaient destinés à faire passer le message qu'ils soutiendraient jusqu'au bout le gouvernement de Salinas.

Au Brésil, James Carville, l'un des assesseurs du président Clinton, participe directement en tant que conseiller à la campagne présidentielle du candidat Henrique Cardoso, tandis que divers porte-parole du Département d'Etat nord-américain se sont chargés de faire savoir qu'un éventuel gouvernement de Lula serait mal vu par les capitalistes.

L'intervention des Etats-Unis en tant qu'«arbitres» dans les élections frauduleuses en République dominicaine, dans les élections en Colombie, etc. (et évidemment aussi à Haïti et à Cuba, même s'il ne s'agit pas d'élections) nous convie à impulser un autre type de réponse que celles que nous avons avancées jusqu'à présent.

9- L'année qui s'écoule a vu se produire des explosions sociales comme on n'en voyait plus depuis longtemps. Cela a commencé avec les soulèvements qui ont touché les provinces de la Rioja et de Santiago del Estero en Argentine, en décembre dernier, quand le gouvernement Menem a essayé d'imposer une politique

de licenciements massifs et de relèvement des impôts. Il y a eu ensuite le soulèvement en armes de l'EZLN au Mexique qui, comme nous l'avons souligné, a provoqué la crise la plus grave de l'Etat mexicain depuis 1928. Fin janvier, des protestations sociales ont également éclaté en Equateur contre la politique d'augmentation des prix (essentiellement ceux des combustibles), qui ont culminé dans une grève générale. Ce fut ensuite au tour du Paraguay, avec la première grève générale depuis 1952. Les mobilisations ont touché de nouveau l'Argentine au mois de juillet quand, à Buenos-Aires, la «marche fédérale» de plusieurs milliers de personnes a fait ravalier à Menem ses déclarations comme quoi, dans ce pays, «il n'y a aucun risque d'explosion (4)». Ce fut au tour de l'Uruguay fin août, quand la population a répondu non aux réformes constitutionnelles proposées par Lacalle. Et c'est maintenant le gouvernement de Sánchez Lozada qui doit faire face, en Bolivie, aux milliers de producteurs de feuilles de coca qui refusent, pour ne pas mourir de faim, les politiques de reconversion de leurs cultures. Ce qui est significatif, dans la majorité des cas, c'est que ces luttes se sont déroulées en dehors du cadre électoral, sans le contrôle ni la direction d'aucun parti politique (5). Ainsi, la nécessité d'utiliser le mécontentement social pour impulser des changements radicaux, en donnant à chaque forme de lutte le terrain qui lui revient, sans que cela soit contradictoire, est une question qui reste à résoudre.

10- Une politique d'abstention, ou qui ne se poserait pas le problème de la participation aux élections, ne répondrait pas aux défis que doit résoudre la gauche latino-américaine. Mais on ne peut pas continuer à participer aux élections si les règles de l'affrontement électoral ne sont pas préalablement modifiées, et il va sans dire que c'est quelque chose qu'il faudra imposer, qu'on ne recevra pas en cadeau. Rapeler que la participation aux élections est pour les révolutionnaires une question tactique, c'est utile mais insuffisant. Il est certain qu'il faudra, dans les prochains mois, revenir calmement sur ce problème, l'une des questions clé du travail dans le cadre institutionnel. Nous n'avons voulu présenter ici que quelques pistes d'analyse. ★

Alfonso MORO
le 28 septembre 1994

1) Statistiques de la CEPAL (novembre 1993).

2) Cf. l'appel de la CND, dans ce numéro d'*Inprecor*.

3) Entrevue accordée à *El País*, le 2-12-1993.

4) Entrevue accordée à *El País*, le 9-2-1994.

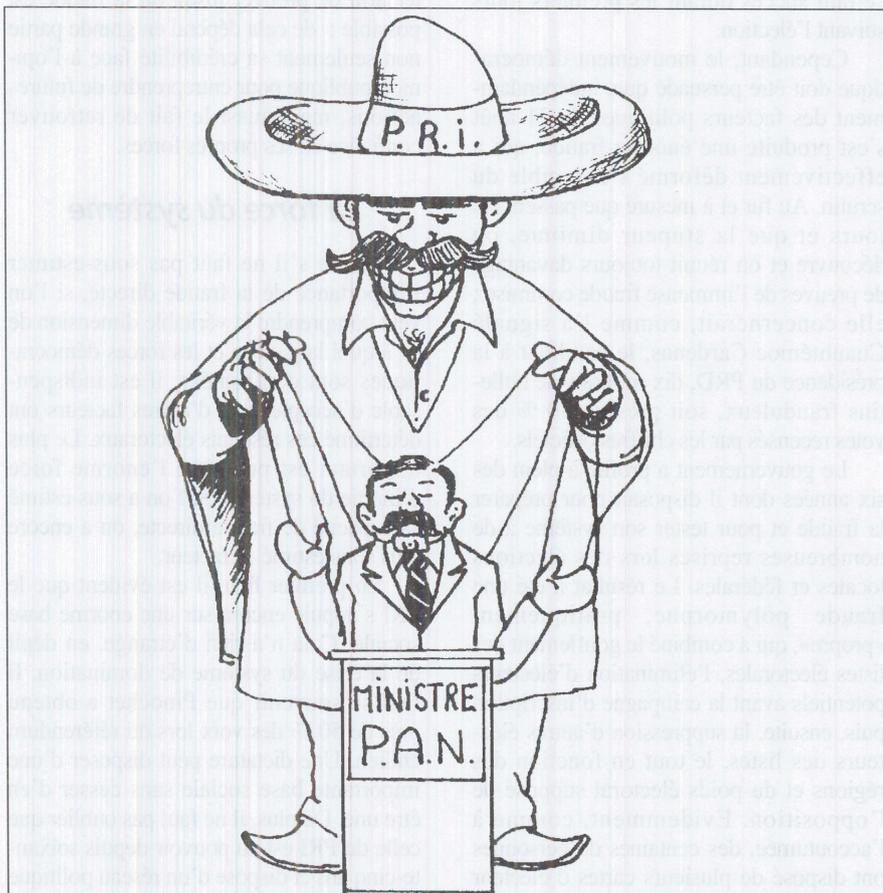
5) Le cas de l'EZLN est différent, de plusieurs points de vue (cf. *Inprecor*, n° 377, 379 et 383).

Les raisons d'une défaite

En dépit de toutes les espérances de la gauche et en dépit de la profonde crise traversée par l'Etat mexicain, les élections du 21 août n'ont pas pris la tournure escomptée. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) s'est proclamé vainqueur de l'élection présidentielle et des élections législatives avec un peu moins de 50 % des voix ; le Parti d'action nationale (PAN), parti de la droite confessionnelle, a remporté pratiquement 30 % des voix alors que le Parti de la révolution démocratique (PRD) de Cardenas n'en recevait que 16 %. Ainsi, l'espoir de changement pacifique par la voie des urnes a été frustré. En chercher les raisons n'est pas un simple exercice intellectuel, mais une nécessité indispensable pour un mouvement démocratique de gauche qui était relativement sûr d'avoir enfin trouvé sa voie

Hector de la CUEVA

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur un point : le 21 août, le système sexagénaire de parti-Etat a pesé de tout son poids sur les élections mexicaines. Ce scrutin tant attendu a donné paradoxalement, le résultat le plus inattendu. Mais personne ne peut célébrer cela, car, au-delà des difficultés pour le démontrer, il est évident que le « triomphe » du parti-Etat se base sur une fraude gigantesque, à travers l'utilisation la plus éhontée des ressources de l'Etat, ainsi que sur le vote conservateur, sur le contrôle corporatiste, sur la peur et sur le chantage. Personne ne peut fêter cela, car de tels résultats ne peuvent que reporter et rendre plus difficile la transition vers la démocratie et la sortie d'une dictature qui, bien que disposant d'une réelle base sociale, devient chaque fois



plus oppressive, y compris pour la majorité de ceux qui ont voté pour son maintien.

On ne peut évidemment pas passer sous silence les très graves erreurs commises dans le camp des démocrates, qui contribuèrent aussi à ces résultats. Il faudra tirer de nombreuses leçons. Ainsi, dans certains secteurs du mouvement démocratique se fait jour l'idée que, dans un système de parti-Etat, des élections libres sont irréalisables et que les forces démocratiques ne peuvent espérer triompher, du moins pas avant d'avoir au préalable brisé les mécanismes de contrôle et imposé d'autres règles du jeu.

En tout cas, il a été démontré que la transition vers la démocratie si souvent évoquée sera un processus plus long et complexe que prévu. La transition, interrompue par la voie électorale, du moins par cette voie électorale là, trouvera d'autres chemins. La Convention nationale démocratique (CND), fondée au Chiapas sous l'impulsion de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), devra

jouer un rôle fondamental dans ce domaine. La CND représente le dernier barrage populaire face au rouleau compresseur de l'Etat. La consolidation et l'élargissement de la Convention en tant que pôle de référence sociale, l'organisation de la résistance à la fraude, tout comme la proposition en parallèle d'un programme de lutte dépassant la conjoncture, la recomposition des forces démocratiques et de gauche en tirant les leçons de cet échec, autant de choses qui peuvent permettre d'empêcher d'avaliser ce nouveau gouvernement illégitime ou, au moins, de raccourcir les délais d'ici la rupture démocratique qui remettra à nouveau en cause la dictature du PRI.

Gigantesque fraude

Une bonne partie du calcul stratégique du PRI visait non seulement à s'assurer un triomphe relatif mais à emporter la majorité absolue de manière décisive, en reléguant l'opposition réelle à une lointaine

troisième place et, de cette manière — à travers un mensonge si grand qu'il paraît se révéler — faire taire l'opinion publique et semer la démoralisation au sein des rangs de l'opposition. Cette stratégie, appuyée sur une avalanche de «sondages» préalables, a remporté indéniablement un certain succès durant les premiers jours suivant l'élection.

Cependant, le mouvement démocratique doit être persuadé que, indépendamment des facteurs politiques, le 21 août s'est produite une énorme fraude, qui a effectivement déformé l'ensemble du scrutin. Au fur et à mesure que passent les jours et que la stupeur diminue, on découvre et on réunit toujours davantage de preuves de l'immense fraude commise ; elle concernerait, comme l'a signalé Cuauhtémoc Cardenas, le candidat à la présidence du PRD, dix millions de bulletins frauduleux, soit près de 30 % des votes recensés par les chiffres officiels.

Le gouvernement a profité à plein des six années dont il disposait pour préparer la fraude et pour tester son système à de nombreuses reprises lors des élections locales et fédérales. Le résultat a été une fraude polymorphe, pratiquement «propre», qui a combiné le gonflement des listes électorales, l'élimination d'électeurs potentiels avant la campagne d'inscription puis, ensuite, la suppression d'autres électeurs des listes, le tout en fonction des régions et du poids électoral supposé de l'opposition. Evidemment, comme à l'accoutumée, des centaines de personnes ont été disposées de plusieurs cartes d'électeur et ont été transportées d'un bureau à l'autre le jour du vote afin de voter pour le parti officiel ; on a introduit plus de bulletins que de votants ; on a acheté les votes ou l'on a intimidé directement les électeurs. Par ailleurs, la manipulation informatique des chiffres après le scrutin a donné lieu à des résultats qui ne coïncident pas avec les procès verbaux des bureaux de vote. Mais il n'y a eu ni violence, ni vol éhonté d'urnes, ce qu'attendaient les observateurs locaux et internationaux, qui se laissèrent ou voulurent bien se laisser duper.

En revanche, l'opposition démocratique, elle, n'a pas mis à profit de la même manière les six années de «salinisme», non seulement en matière politique, mais aussi en termes de prévention de la fraude. Elle a fait preuve de beaucoup de naïveté et a trop fait confiance aux mesures purement politiques. Cela vaut y compris pour l'Alliance civique — Observation 94, le principal groupement de citoyens organisé pour veiller sur les élections —, qui a consacré trop peu de temps à la mise sur pied d'un système efficace pour répertorier

toutes les formes de fraude et, surtout pour la prévenir.

Les preuves de la fraude sont maintenant en train d'apparaître au grand jour, bien qu'avec difficulté et lentement. Le mouvement démocratique a comme première tâche de les réunir et de les démontrer afin de prouver jusqu'où la fraude est possible ; de cela dépend en grande partie non seulement sa crédibilité face à l'opinion publique pour entreprendre de futures actions, mais aussi le fait de retrouver confiance en ses propres forces.

La force du système

Même s'il ne faut pas sous-estimer l'importance de la fraude directe, si l'on veut comprendre la véritable dimension de ce à quoi la gauche et les forces démocratiques sont confrontées, il est indispensable d'accepter que d'autres facteurs ont déterminé ces résultats électoraux. Le plus important est peut-être l'énorme force d'inertie du système. Si l'on a sous-estimé sa capacité de fraude directe, on a encore plus sous-estimé ce facteur.

En premier lieu, il est évident que le PRI s'appuie encore sur une énorme base sociale. Cela n'a rien d'étrange, en dépit de la crise du système de domination. Il faut se souvenir que Pinochet a obtenu près de 50 % des voix lors du référendum chilien. Une dictature peut disposer d'une importante base sociale sans cesser d'en être une. De plus, il ne faut pas oublier que celle du PRI est au pouvoir depuis soixante-cinq ans et dispose d'un réseau politique et social complexe.

Au-delà de cette base réelle, et malgré le racornissement de l'appareil de domination, le système a montré que les mécanismes de contrôle corporatistes continuent à peser lourd dans de larges secteurs de la société. De nombreux votes pour le PRI sont venus de citoyens encore en retard sur le plan idéologique ou de la coercition directe exercée par ses mécanismes de contrôle corporatistes qui, en dépit des avancées du discours sur la liberté du vote, n'ont pas disparu de la vie quotidienne de nombreux Mexicains.

On doit y ajouter la corruption — en soixante cinq ans de dictature du PRI, elle a traversé et rongé l'ensemble de la société — et le clientélisme, qui ont également fourni une proportion importante des votes. Outre ces achats directs de voix, les promesses de faveurs et d'améliorations en termes de logement, de terre et de crédit ont porté leurs fruits. Il est par ailleurs très net que les programmes clientélistes créés par Salinas de Gortari sous couvert de lutte contre la pauvreté, le Programme national de solidarité (Pronasol) et le Programme

de solidarité pour la campagne (Procampo), ont eu un effet.

Tels furent peut-être les atouts du «salinisme». Mais il ne faut pas sous-estimer les transformations profondes que le «salinisme» et sa stratégie néolibérale ont réussi à introduire dans la société mexicaine. Différentes analyses ont fréquemment admis ce fait, mais n'avaient pas pris en compte ses possibles retombées politiques. De plus, pour sa «victoire», le PRI a compté sur d'impressionnants investissements de l'Etat, de plusieurs milliards de dollars. Nous n'évoquons pas uniquement les fonds scandaleusement utilisées directement dans la campagne, qui devraient choquer un minimum la bonne conscience des visiteurs étrangers qui se sont dépêchés de déclarer les élections «propres».

L'aspect le plus cynique et le plus offensant du «triomphe» du priiste Ernesto Zedillo est que ce succès a été obtenu après avoir élevé la misère du pays à des niveaux désespérants afin, ensuite, de profiter de cette misère et de ce désespoir pour acheter les votes grâce à la corruption et à des promesses.

Le vote réel

L'explication des résultats du 21 août ne peut cependant se limiter à ce qui précède. Il est indispensable de comprendre et d'assumer à fond les motivations de ce que nous pourrions appeler le vote réel, c'est-à-dire le vote des citoyens effectivement et légalement déposé dans les urnes. En ce domaine, on pourrait effectuer deux opérations distinctes : soit ajouter les votes du PAN et du PRD, et il en ressortirait alors qu'une majorité s'est prononcée pour le changement ; soit — et c'est l'opération qui nous semble la plus juste — ajouter les votes du PRI et du PAN. Si la fraude empêche de savoir si ce dernier choix a été effectivement majoritaire et ce, jusqu'à quel point, il nous paraît clair que, dans une large mesure, le vote s'est dirigé vers ces deux partis, en tant que vote conservateur, vote qui ne se prononce pas pour l'élimination radicale du système de parti-Etat.

Nous tenons pour acquis qu'on doit inclure dans ce vote le vote réel dérivé de la base naturelle du PRI, du poids idéologique et de la perméabilité sociale que maintient encore le système corporatiste. Mais il faut y inclure les votes pour le PAN, pris en considération par le régime lui-même dès le début du processus comme un obstacle au changement réel.

Le PAN a effectivement réussi à capter une énorme quantité de votes. Indépendamment du fait que la base traditionnelle de ce parti est de nature idéologique

conservatrice, sa stratégie gradualiste et l'alliance politique de sa direction avec le régime donnent un sens spécifique aux voix qu'il a obtenues. Surtout depuis le débat télévisé entre les candidats à la présidence du PRI, du PAN et du PRD, le 12 mai dernier, où celui du PAN eut le rôle majeur et réussit à prendre une grande quantité de voix au cardénisme. Le système exploita à fond ces nouvelles circonstances. Il existe même des témoignages du fait que, dans certains endroits, la fraude aurait également favorisé le PAN. On peut dire qu'il s'agissait soit d'un vote pour le changement, mais en faveur d'un «atterrissage en douceur» vers la démocratie, comme l'on fait quelques analystes, soit du triomphe du gradualisme, comme l'ont affirmé d'autres. Cependant, objectivement, le vote PAN a empêché la défaite du parti-Etat et représente une aide à sa continuité ou, dans le meilleur des cas, à son autocorrection partielle. En ce sens-là aussi, c'est un vote conservateur.

Les explications du vote réel pour le PRI et le PAN peuvent être nombreuses. Pratiquement tout le monde est d'accord pour dire qu'il s'agit d'un vote de peur, de peur envers ce qui aurait pu se passer si le changement avait triomphé. Mais, à partir de là, des divergences apparaissent quand on demande : peur de quoi ? Cecilia Soto, la candidate à la présidence du petit Parti des travailleurs (PT), qui a grossi électoralement durant ce sexennat, à l'ombre de Carlos Salinas, a déclaré que le sous-commandant zapatiste Marcos a apporté beaucoup de votes à Zedillo.

Semer la confusion

On retrouve sur la même voie tendancieuse ceux qui, au sein même des rangs cardénistes, disent que Cardenas a perdu des voix et a été affecté par son rapprochement avec les zapatistes, surtout par sa visite à l'EZLN dans le site d'Aguascalientes, dont la CND a pris le nom. On prétend ainsi suggérer que les gens ont eu peur de la «violence» des zapatistes et, par conséquent, de celle de Cardenas, et que celui-ci aurait dû suivre une ligne plus modérée, alors qu'en réalité, c'est la confusion provoquée durant toute une période par ses discours modérés qui a été responsable d'une partie du résultat électo-

ral.

Voilà le type de confusions que voudraient diffuser les secteurs enclins à la conciliation avec le régime. En réalité, comme cela a été largement reconnu, le soulèvement zapatiste a bénéficié d'un important mouvement de sympathie et a donné une impulsion énorme au mouvement pour le changement ; quasiment à la fin de la campagne électorale, il lui a donné encore plus d'air avec la réalisation de la CND.

Non, ceux qui ont donné des votes à Zedillo, ce sont les assassins de Luis Donaldo Colosio, le premier candidat à la présidence du PRI, abattu le 23 mars lors d'un meeting de campagne. Ce sont eux qui, ont commencé à faire planer l'ombre de la violence d'Etat et des actions terroristes des mafias politiques et qui, se sub-



stituant en tant que groupes civils de pression intermédiaires, ont aidé à créer la psychose de la violence imminente, ont semé des doutes sur la viabilité d'un renversement du parti-Etat et réduit à néant les espoirs de «rapprochement civilisé» des différents pôles.

Les gens n'ont pas eu peur de Cardenas ou des zapatistes, mais de la réaction violente de l'Etat, du terrorisme mafieux, du boycott des grands industriels et du capital nord-américain. Ce qui a fonctionné à nouveau, c'est le chantage des puissants. On dit que le résultat des élections mexicaines, c'est le Nicaragua à l'envers, mais en réalité c'est la même chose. Les sandinistes au pouvoir ont organisé des élections libres et les les ont perdues. Mais

ils ont perdu pour les mêmes raisons qui expliquent que beaucoup de gens n'ont pas voté pour Cardenas : la peur du chantage sur la nation. Vaincre cette peur de la réaction, cette peur du chantage est le grand défi des forces démocratiques et révolutionnaires du continent si elles veulent accéder au pouvoir.

Les erreurs de la gauche

Toutes ces considérations politiques ne doivent pas conduire à minimiser les graves erreurs qui ont contribué à ce que la campagne de Cardenas n'obtienne pas toute la force d'entraînement attendue, le vote massif impossible à contenir, suffisant pour l'emporter sur la fraude, qui avait été prévu, de manière erronée.

Dès le départ, personne n'assuma réellement ce que Cardenas avait répété à diverses reprises : 1994, ce n'est pas 1988. L'«effet Cardenas» qui, en 1988, prit par surprise le système et qui produisit une marée électorale convaincue que sa candidature représentait le moyen d'en finir avec le PRI et la crise qui étouffait le pays, n'allait pas se répéter automatiquement. Dans un pays, ayant vécu et en train de vivre de grandes transformations, la bataille pour les votes se présentait comme plus difficile dans différents domaines. Malgré cela, le triomphalisme s'est transformé rapidement en un mécanisme paralysant. Nous ne faisons pas référence à la conviction qu'un triomphe était possible, mais au fait qu'il commençait à être donné pour acquis que le vote populaire était garanti et qu'il s'agissait simplement de lever les obs-

tacles pour sa reconnaissance. Ce fut une erreur de se préoccuper davantage du veto que du vote lui-même. On s'est plus occupé de convaincre les secteurs les plus réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur du pays de ne pas empêcher le triomphe démocratique — préoccupation légitime — que de conquérir un vote populaire majoritaire. Durant quelques mois, le discours et les activités de Cardenas se sont dirigés principalement vers ces secteurs et ont été très ambigus, ce qui a créé une grande confusion quant au programme et aux objectifs du mouvement cardéniste. On oublia que l'on ne peut négocier avec les puissants qu'à partir, tout d'abord, de la conquête de l'appui populaire majoritaire, et que la meilleure manière d'attirer les

secteurs de la population ayant des doutes ou des craintes était d'adopter une attitude décidée.

Par ailleurs, on a assisté à une perte progressive du profil social qui avait initialement voulu être imprimé à la campagne, quand avait été conçu un scénario de polarisation non seulement politique, entre des partis, mais aussi entre des blocs sociaux. La candidature de Cardenas était l'expression du bloc populaire majoritaire et devait englober un large spectre social, à travers des comités sociaux et des citoyens organisés et pas seulement à travers les organisations politiques. Cette vision a été reléguée au second plan. Le discours a perdu sa force de proposition, apportant peu d'alternatives, fuyant l'engagement clair en faveur de thèmes sociaux qui ne soient pas uniquement démocratiques.

Ce qui coûta également beaucoup, ce fut la signature, le 27 janvier, du pacte des partis, ce qui donna un peu d'air au gouvernement et lui permit de gagner du temps au moment où il en avait le plus besoin, alors qu'il était secoué par les effets du soulèvement zapatiste. Ensuite, Cardenas a changé de cap, refusant d'évaluer une nouvelle concertation avec le gouvernement, mais cela s'est fait dans le cadre d'un affrontement public avec Porfirio Muñoz, le président du PRD.

Le PAN revient

L'erreur la plus grave de la campagne de Cardenas fut, sans aucun doute, le débat télévisé du 12 mai qui, en dépit de toutes les nuances que nous pourrions apporter, a eu des conséquences catastrophiques très difficiles à rattraper. Ce débat montra avec acuité la capacité de manipulation politique que possède actuellement la télévision. Sa conséquence la plus grave fut de permettre au PAN de revenir sur le devant de la scène, la compétition électorale ayant à nouveau lieu entre trois candidats, éliminant la polarisation entre le PRI et Cardenas.

Au-delà des détails du débat, derrière la tactique employée durant celui-ci, on retrouvait la ligne ambiguë à laquelle nous nous sommes déjà référés et l'approche erronée des relations avec le PAN et de son rôle.

Des erreurs furent également commises dans le choix des candidatures aux postes de députés et de sénateurs. Le PRD perdit beaucoup de prestige à cause de la manière dont furent désignés ses candidats et cela eut un impact sur toute la campagne électorale. L'engagement pris en public sur le pourcentage de candidatures réservé aux alliés du PRD (elles devaient être distribuées entre les organisations

constituant l'Alliance démocratique nationale) ne fut pas respecté ; on assista au spectacle lamentable des débats internes et c'est finalement une vision myope et bureaucratique du choix des candidats qui s'imposa.

Durant les deux derniers mois, la campagne a été réorientée vers la mobilisation politique, vers la prise de contact avec la population et vers un discours social plus engagé. Mais c'était trop tard.

L'évolution de la situation politique et ses leçons

Cette année, la situation politique nationale a connu toute une série de retournements et de surprises, et cette période n'est pas achevée.

Le 1er janvier, le soulèvement armé de l'EZLN a déplacé l'ensemble de la scène politique nationale vers la gauche, entraînant une radicalisation et un espoir que le régime du PRI puisse arriver à sa fin. La droite n'est pas restée les bras croisés et a cherché à modifier le rapport de forces par la voie des faits. L'assassinat de Colosio, indépendamment de ses objectifs particuliers liés aux divisions internes du pouvoir, a déplacé à nouveau la scène vers la droite en injectant une bonne dose d'incertitude, de peur et de conservatisme.

En fait, l'assassinat de Colosio n'a été que la manifestation la plus violente des profondes divisions et de la décomposition existant au sein du pouvoir et a renforcé la perte de prestige du PRI aux yeux de l'opinion publique.

La crise flottant dans l'air, le régime était acculé. Bien que l'opposition démocratique ait toujours conservé une position énergique pendant ces moments, avec le recul il est clair aujourd'hui qu'elle n'a pas su profiter de cette conjoncture extraordinaire. C'était le moment de ne rien accepter sinon un changement radical des règles du jeu, y compris comme condition à la participation aux élections. Non par radicalisme, mais parce que c'était possible. Le calcul qui a consisté à vouloir participer à tout prix, dans l'attente que le vote massif balaye la fraude, fut une erreur.

Ce qui est douloureux, c'est que les zapatistes, eux, sont « allés au charbon », et ont joué leur rôle pour créer les conditions alors que le mouvement démocratique des

citoyens ne jouait pas le sien. Au moment des élections, tant sur les terrains économiques que politiques, le régime



avait réussi à récupérer un certain contrôle de la situation et à

désarmer les éléments les

plus explosifs. La permanence souterraine de divisions entre différents secteurs du pouvoir, d'un côté, et la réalisation de la CND, de l'autre, ne réussirent plus à influencer de manière décisive l'état d'esprit et la conscience des secteurs les plus larges de la population.

Les résultats sont connus, mais le fait de supposer que cette situation est à tout jamais figée, que le régime jouira d'une nouvelle période de stabilité, serait une grave erreur d'appréciation. Le terrain sur lequel se déplace le parti-Etat est encore miné de conflits et les tâches de démocratisation qui ont marqué cette période sont toujours autant à l'ordre du jour.

Tâches et perspectives

Ce qui apparaît clairement après le 21 août, c'est que la transition vers la démocratie, la fin et l'effondrement de la dictature du PRI sera un processus plus complexe et plus long que prévu. Mais c'est un processus en marche. Le triomphe de Cardenas aurait épargné beaucoup de problèmes et aurait raccourci les délais historiques. C'est ainsi que le comprennent ceux qui, comme nous, depuis les rangs de la gauche révolutionnaire, avaient décidé d'appuyer sa candidature. C'est ainsi que le comprennent les zapatistes qui, à la différence des sectaires et des ultra-gauchistes, savaient que l'on ne pouvait pas et que l'on ne devait pas mettre de côté l'aspect électoral, et que ses conséquences nous engloberaient tous, même si nous voulions fermer les yeux. A la différence de ceux qui ont opté pour une vision gradualiste de la transition, nous croyons que, pour ouvrir la voie à une transition réelle,

Appel de la Convention nationale démocratique

Journée nationale pour la démocratie et la paix dans la dignité
12-14 octobre 1994, San Cristobal de las Casas, Chiapas.

Le 1er janvier 1994, le Mexique et le monde entier ont été secoués par un impressionnant soulèvement indigène qui a déclaré la guerre à l'Etat mexicain, après 500 ans d'injustice et d'humiliation. La scène s'est déroulée au Chiapas, un des états du sud-est du Mexique où la misère, la domination des caciques, la corruption et l'impunité des gouvernants et des propriétaires terriens ont été les plus violents et les plus acharnés.

Le pays entier a été ébranlé par les prises de position et l'action de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Cela a provoqué un nouveau réveil de la société civile qui s'est organisée et mobilisée pour empêcher que la riposte gouvernementale ne provoque un massacre au Chiapas. Répondant à l'appel de l'EZLN, la population civile a formé un cercle de solidarité pour protéger les négociations des rebelles avec le gouvernement.

Convaincus que la seule solution réelle pour le Chiapas et pour tout le Mexique, la seule voie pour construire la paix dans la dignité, c'est un pays juste et démocratique, avec des milliers de Mexicains nous avons décidé de conjuguer nos efforts et nos volontés au sein de la Convention nationale démocratique (CND). La CND a été organisée à l'initiative de l'EZLN, et c'est une démonstration claire de son engagement à lutter, au côté de la société civile, pour conduire notre Mexique vers la démocratie par la voie pacifique. La CND a été constituée formellement le 9 août 1994 à Aguascalientes, dans le Chiapas, territoire zapatiste, par plus de 6 000 délégués provenant de toute la République, représentant des dizaines de milliers de Mexicains.

Cette assemblée constitutive de la CND a décidé de faire siennes les demandes de l'EZLN, qui sont celles de tout le peuple : travail, terre, logement, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice et paix. Par là-même, elle s'est engagée à lutter dans tout le pays contre le système du parti-Etat, pour une transition pacifique à la démocratie et pour la promulgation d'une nouvelle constitution.

La tenue d'élections transparentes au niveau fédéral et national a été considérée comme l'une des premières exigences pour la transition pacifique à la démocratie. Au Chiapas, l'élection du gouverneur a eu lieu en même temps que celle du président, des députés et des sénateurs au niveau national. La gigantesque fraude électorale organisée dans tout le pays au bénéfice du parti-Etat (le PRI) a pris sa forme la plus scandaleuse au Chiapas, où a été déclaré vainqueur le candidat du gouvernement, en violation de la volonté populaire et au milieu de provocations organisées par les propriétaires terriens pour créer les conditions de menées répressives.

Face à un Etat rendu plus arrogant par sa victoire illégitime, garantir la paix et le respect de la volonté populaire au Chiapas est un élément essentiel pour la résistance civile et l'organisation de la transition démocratique dans l'ensemble du pays. C'est pourquoi, tout en travaillant pour renforcer son influence dans tout le pays et tous les secteurs et en poursuivant sa lutte à l'échelle nationale pour la transparence des élections, la CND a décidé de convoquer une Journée nationale pour la démocratie et la paix dans la dignité, les 12, 13 et 14 octobre prochains, au terme de 502 années de résistance des peuples de notre continent.

Pour le Chiapas et pour le Mexique, la participation de délégations internationales à cette journée est de la plus haute importance. L'objet de cette déclaration est de vous adresser un appel fraternel et une cordiale invitation à nous rejoindre et à participer à ces activités qui se tiendront à San Cristobal de las Casas, au Chiapas. S'il ne vous était pas possible d'être présents ou de vous faire représenter au Mexique, nous vous serions reconnaissants de nous adresser un message (Présidence de la CND — fax 52-5848130 et 2082062). Convaincus que vous comprendrez l'importance de cette initiative et de ses répercussions internationales pour des millions de Mexicains, engagés dans la lutte pour rendre sa dignité à notre patrie, nous vous demandons également de vous efforcer de réaliser, à la même date, dans votre pays, une initiative pour la démocratie et la paix dans la dignité au Chiapas. Si cela vous semble possible, veuillez nous le faire savoir en précisant le type d'initiative prévu. Nous vous communiquerons le programme dans les plus brefs délais.

En vous remerciant fraternellement pour votre soutien

Rosario Ibarra

Présidente de la CND

José Alvarez Icaza, Luis Javier Garrido et Antonio Hernández

Vice-présidents de la CND

une rupture est tout d'abord nécessaire. A court terme, la possibilité de cette rupture était contenue dans le triomphe de Cardenas. Maintenant, la rupture a été reportée, mais non le processus de transition, non la crise et la décomposition de la dictature du PRI, uniquement le point de rupture. Trouver les voies pour s'approcher à nouveau de ce point, voilà le grand défi.

Les progrès dans la démonstration de l'illégitimité des élections, le maintien du mouvement de la démocratisation contre le parti d'Etat, la possibilité qu'éclatent de plus grands scandales financiers et qu'apparaissent de nouvelles évidences des crimes dans lesquels sont impliquées les mafias du pouvoir, l'expression de nouvelles divisions et de fractures dans la «famille» décadente du PRI constituent une menace permanente pour le régime. Le tout dans un cadre général où, malgré la croissance et la stabilité présentées comme le «triomphe» du PRI, le «salinisme» a miné des secteurs clés de l'économie et a créé un grand malaise y compris dans certains secteurs industriels, pour ne pas parler de la majorité de la population pour qui les importants taux de croissance du sexennat n'ont signifié qu'augmentation de la misère et du chômage.

Le nœud le plus aigu du conflit reste au Chiapas, où l'imposition des résultats par la fraude a plus de possibilités d'être renversée et où l'on reste au bord de la guerre civile. Il est clair que le résultat des élections n'a pas profité à l'EZLN, mais sa présence locale et nationale ne peut être effacée par le gouvernement. De fait, au-delà de la question du Chiapas, l'existence d'organisations armées est un obstacle permanent pour l'Etat.

Nous nous trouvons donc dans un schéma de poursuite de la lutte frontale contre la dictature du parti-Etat. Le gradualisme a montré son échec, car en échange de quelques concessions mineures, il n'a réussi qu'à donner une bouffée d'oxygène à la dictature.

De plus, sur tous les fronts, et pas seulement sur le terrain électoral, il faudra avancer des initiatives qui se dirigent vers le démantèlement du parti-Etat. Pour cela, il est nécessaire de politiser davantage la lutte sociale elle-même dans les syndicats, les quartiers, les campagnes, etc.

Durant cette période, il y aura sans doute des changements dans le rapport et le poids des différents acteurs sociaux et politiques qui luttent contre le parti-Etat. Avec les résultats du 21 août, il est possible que nous soyons en train d'assister au déclin du leadership cardéniste dans cette lutte. Non pas que Cuauhtémoc Cardenas n'ait pas fait preuve d'une grande intégrité et d'un grand courage pour continuer, mais

parce que la nouvelle scène politique est en train de recomposer le rôle des forces politiques. Si la scène pré-électorale — avec la présence du mouvement social et citoyen, des zapatistes, des forces intermédiaires, de la campagne cardéniste — était une scène inévitablement partagée, la scène post-électorale l'est encore plus. Une question clé sera d'assumer cela et d'apprendre à combiner, à coordonner et à synchroniser les différents acteurs sociaux et politiques.

La Convention nationale démocratique née à Aguascalientes, dans le Chiapas, devra jouer un rôle fondamental en ce sens. Vue sous un angle défensif, la CND représente le dernier barrage des prétensions hégémoniques du régime. Sa préservation est vitale pour tous. Mais, vue à moyen terme et sous un angle positif, la CND devra être l'espace qui combine et unifie l'action des différents acteurs politiques et sociaux dans la lutte contre la dictature du parti-Etat et, en une période de crise des formes politiques traditionnelles, un large pôle de référence sociale pour la transition.

La CND ne peut plus laisser de trêve au régime. Les objectifs pour lesquels elle a été fondée sont plus que jamais valides et doivent guider à tout moment son action : un gouvernement de transition et une Assemblée constituante. Les voies, les formes et les délais pour l'atteindre peuvent être très divers. Mais il est démontré aujourd'hui que l'unique façon de vaincre le système expérimenté et étendu de parti-Etat passera par un large pouvoir social dont l'actuelle CND peut être le germe. ★

Mexico, 9
septembre
1994



DOCUMENT

Etat d'alerte rouge

Nous publions ci-dessous l'appel du Appel du Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

DOCUMENT

Communié du comité clandestin révolutionnaire indigène - Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale, Mexique.

Au peuple du Mexique

Aux peuples et gouvernements du monde

A la presse nationale et internationale
Hermanos,

Le Comité clandestin révolutionnaire indigène - Commandement général de l'EZLN rend publics et dénonce les faits suivants :

► Premièrement. Monsieur Salinas de Gortari abuse l'opinion publique nationale et internationale avec sa prétendue volonté de dialogue. Le gouvernement suprême prépare la solution militaire en augmentant les effectifs de ses troupes et le matériel militaire sur le terrain des opérations, en intimidant la population civile et en réprimant et assassinant les militants du mouvement populaire par le biais de ses escadrons paramilitaires.

► Deuxièmement. Les forces armées du maudit gouvernement ont déjà accumulé 10 divisions dans un encerclement qui prétend étouffer la voix digne des zapatistes dans le sud-est du Mexique. Avec ces effectifs supérieurs à 50 000 fédéraux, le gouvernement suprême prétend intimider la révolte de l'EZLN face à la fraude et au pouvoir illégitime qu'on prétend instaurer, avec l'aval des monopoles des moyens de communication sur le territoire mexicain.

► Troisièmement. Les troupes fédérales qui occupent les communes d'Ocosingo, Altamirano et Las Margaritas, ont commencé à patrouiller au-delà de leurs positions actuelles et à se diriger vers le territoire zapatiste dans l'intention de provoquer nos troupes, d'intimider la population civile et de provoquer une rupture du cessez-le-feu.

► Quatrièmement. L'aviation fédérale a repris ses vols nocturnes, et s'est livrée à

des manœuvres en rase-mottes au-dessus de populations civiles. Le 12 septembre 1994, à la nuit tombée, le jour même où le pouvoir usurpateur menaçait de réprimer la population du Chiapas, des avions de combat de l'Armée fédérale se sont livrés à des manœuvres d'intimidation au-dessus d'agglomérations de la commune de Las Margaritas, et dans la commune d'Ocosingo.

► Cinquièmement. Dans les hautes sphères gouvernementales, on a déjà pris la décision d'une solution militaire du conflit et on n'attend plus que le moment opportun pour donner l'assaut aux positions zapatistes.

► Sixièmement. L'EZLN s'adresse aux officiers supérieurs de l'armée fédérale, aux officiers, aux gradés et aux soldats pour leur demander que, puisque ils ont déjà choisi de répondre par l'affrontement armé à nos demandes de démocratie, de liberté et de justice, ils se comportent conformément à l'honneur militaire et qu'ils combattent en respectant la population civile. Dans l'ensemble du territoire national, nos troupes sont d'ores et déjà prêtes pour repousser l'assaut et ont reçu l'ordre de défendre nos terres jusqu'au sacrifice ultime. Nous combattons dans l'honneur et la dignité.

► Septièmement. La rupture du cessez-le-feu de la part des troupes fédérales, et le déclenchement de la guerre qui s'ensuivra, résultent d'une intrigue de l'usurpateur Salinas de Gortari afin de créer une situation favorable à sa volonté de se perpétuer au pouvoir.

► Huitièmement. Pour répondre à l'attitude belliqueuse de l'usurpateur du pouvoir exécutif fédéral, l'EZLN a décrété l'état d'Alerte rouge pour toutes ses troupes sur le territoire national.

► Neuvièmement. L'EZLN réaffirme sa décision de maintenir sa demande de :

Liberté !

Justice !

Respectueusement.

Des montagnes du sud-est du Mexique.

Comité clandestin révolutionnaire indigène - Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale. ★

Le 15 septembre 1994

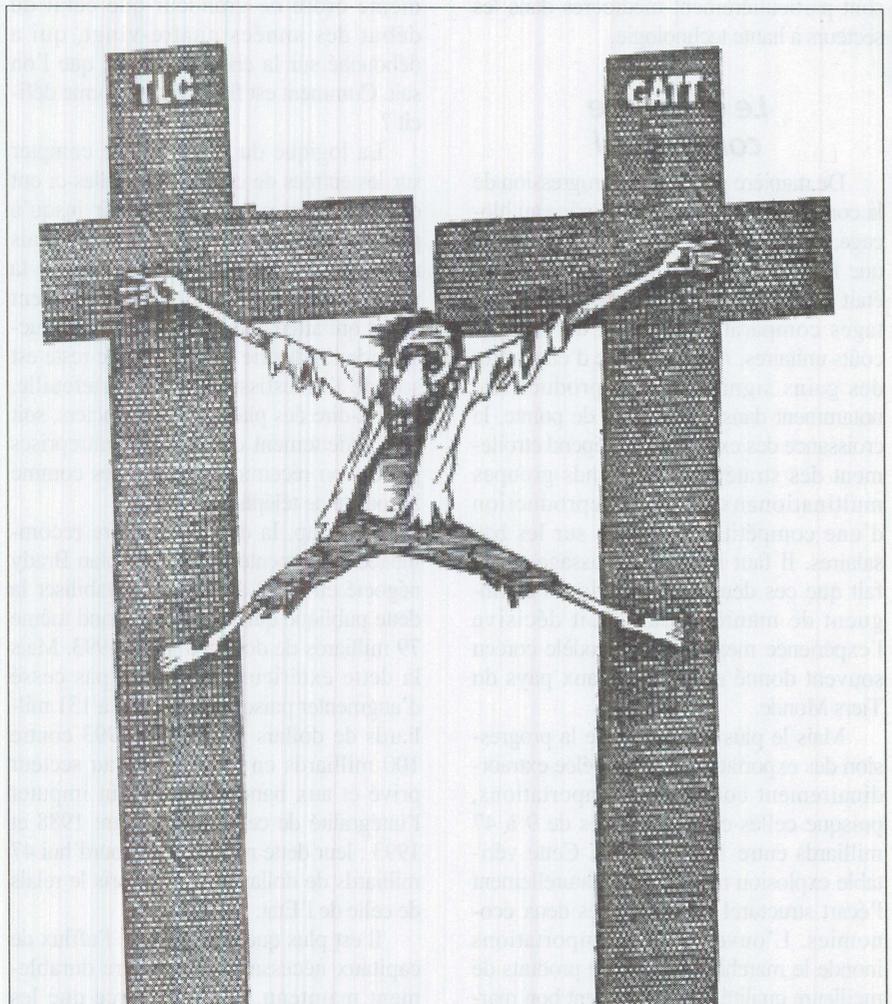
Le Mexique face à l'ALENA

Zedillo, le nouveau président mexicain, s'inscrit dans une parfaite continuité avec la politique de son prédécesseur en matière économique. Son élection est donc une bonne occasion de tirer un premier bilan de l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA en français, NAFTA en anglais, TLC en espagnol) conclu entre les gouvernements des Etats-Unis, du Canada et du Mexique.

Commençons d'emblée par dissiper une idée fausse. La ratification du Traité n'ouvre pas une ère nouvelle, comme si on partait dans le cas du Mexique d'une situation de parfaite autarcie. On peut considérer au contraire que la signature du Traité représente l'achèvement d'un processus de restructuration du capitalisme mexicain, qui démarre au lendemain même de la crise financière de 1982.

Maxime DURAND

L'ampleur de cette crise a posé la question d'un nouveau régime d'accumulation prenant le relais d'un modèle assez classique de substitution d'importations. Il devint assez vite évident pour la direction du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) qu'un projet alternatif ne pouvait tirer sa cohérence que d'une perspective d'intégration accrue avec l'économie des Etats-Unis, centrée sur l'objectif de développement des exportations industrielles. Et c'est dès 1983 que s'amorce le processus de modernisation du capitalisme mexicain. Le tournant vers la libération des échanges proprement dit a été pris entre 1985 et 1987. En juin 1985, la quasi-totalité de la production est encore protégée de manière non tarifaire par des permis d'importation. En décembre 1985, cette proportion est réduite de moitié et, en 1990, le taux de



protection est réduit à 18 % et concerne pour l'essentiel les secteurs du pétrole, de l'agro-alimentaire et de l'automobile. La tendance est la même en ce qui concerne les taxes à l'importation dont le taux moyen est passé de 28 à 12 % entre 1985 et 1990.

Au cours de cette même période, la loi sur l'investissement étranger a été en grande partie vidée de son contenu, le Mexique a adhéré au GATT dès 1986, toute tentative de moratoire unilatéral sur la dette a été repoussée : tout concorde donc pour montrer que le Traité se situe dans la continuité d'une politique menée avec constance depuis plusieurs années. Il n'est donc pas trop tôt pour établir un premier bilan.

La priorité donnée aux exportations a été suivie d'effet. Quelques chiffres suffisent à mesurer l'ampleur des transformations : en 1967, 56 % des exportations

mexicaines se réalisent dans la filière agro-alimentaire ; en 1980, le pétrole en représente la moitié ; aujourd'hui plus des deux tiers des exportations proviennent de l'industrie manufacturière. On peut donc parler de véritable boom, puisque les exportations de marchandises hors pétrole passent de 7 à 25 milliards de dollars entre 1983 et 1992. Le marché des Etats-Unis joue dans ce processus un rôle croissant, en absorbant 80 % de ces exportations. Trois filières contribuent pour l'essentiel à l'essor des exportations : ce sont l'agro-alimentaire, l'automobile et la construction électrique et électronique, qui se caractérisent par l'importance de l'industrie *maquiladora* (les zones franches de la frontière Nord), ainsi que par la densité des échanges à l'intérieur des grands groupes multinationaux. Ces succès indéniables ont cependant un coût aussi bien économique que social. Ce modèle de croissance

est instable et il a des effets sociaux extrêmement dommageables.

La manière même dont ont été obtenues ces performances n'est pas saine. Les deux tiers des exportations sont réalisées par des industries de moyenne technologie, et les performances de productivité sont particulièrement médiocres dans les secteurs à haute technologie.

Le dérapage commercial

De manière générale, la progression de la compétitivité a été assurée grâce au blocage, voire au recul, du salaire réel, tandis que l'intégralité des gains de productivité était affectée à la reproduction des avantages comparatifs du point de vue des coûts unitaires. Au total, faute d'engendrer des gains significatifs de productivité notamment dans les secteurs de pointe, la croissance des exportations dépend étroitement des stratégies des grands groupes multinationaux, et de la reproduction d'une compétitivité fondée sur les bas salaires. Il faut insister au passage sur le fait que ces deux caractéristiques distinguent de manière tout-à-fait décisive l'expérience mexicaine du modèle coréen souvent donné en exemple aux pays du Tiers Monde.

Mais le plus grave est que la progression des exportations s'est révélée extraordinairement coûteuse en importations, puisque celles-ci sont passées de 9 à 47 milliards entre 1983 et 1992. Cette véritable explosion reflète assez naturellement l'écart structurel qui sépare les deux économies. L'ouverture aux importations inonde le marché mexicain de produits de meilleure qualité, et relativement bon marché compte tenu de la politique de peso fort. Ainsi, en 1993, 15 % des biens de consommation étaient importés, contre 6 % dix ans plus tôt. C'est le secteur où les importations ont progressé le plus vite puisqu'elles ont été multipliées par neuf, mais ce sont les biens intermédiaires et les biens d'investissement qui représentent le gros des importations.

Du point de vue de la théorie libérale orthodoxe, l'effondrement d'industries jusque-là protégées et brutalement confrontées à la concurrence, est l'exemple-type des bienfaits du libre échange. Les consommateurs bénéficient effectivement d'une offre de meilleure qualité, même si cette possibilité ne concerne évidemment pas de la même manière toutes les couches de la population. Mais la contrepartie en est la déstructuration de secteurs entiers de l'industrie traditionnelle mexicaine, et une pression terrible sur l'emploi. Le déficit commer-

cial représente dans ces conditions une ponction énorme, de l'ordre de 20 milliards de dollars sur les dernières années. Il faut y ajouter les intérêts qui continuent à courir pour 7 à 8 milliards de dollars par an, ce qui conduit à un déficit de la balance courante de 7 à 8 % du PIB. C'est le même ordre de grandeur que celui du début des années quatre-vingt, qui a débouché sur la crise financière que l'on sait. Comment est financé cet énorme déficit ?

La logique du Traité est de compter sur les entrées de capitaux, et celles-ci ont effectivement permis de couvrir jusqu'à présent ce besoin de financement. Mais une partie seulement, bien moins de la moitié, correspond à un investissement direct qui augmente les capacités productives de l'industrie locale. Tout le reste est soit de l'investissement en portefeuille, c'est-à-dire des placements financiers, soit de l'endettement des grandes entreprises privées ou récemment privatisées comme la société de téléphone Telmex.

Du coup, la dette extérieure recommence à augmenter. Certes, le plan Brady négocié en 1990 a permis de stabiliser la dette publique qui représente quand même 79 milliards de dollars à la fin 1993. Mais la dette extérieure totale n'a pas cessé d'augmenter puisqu'elle s'élève à 131 milliards de dollars à la fin de 1993 contre 100 milliards en 1988. C'est au secteur privé et aux banques qu'il faut imputer l'intégralité de cette hausse entre 1988 et 1993 : leur dette représente aujourd'hui 47 milliards de dollars et a ainsi pris le relais de celle de l'Etat.

Il est plus que douteux que l'afflux de capitaux nécessaire pourra être durablement maintenu. D'abord parce que les entrées récentes correspondaient en partie au retour de capitaux spéculatifs sortis au cours des années quatre-vingt ; ensuite, parce que les entrées de capitaux récentes sont réversibles : rien ne les empêchera de repartir dès lors qu'apparaîtraient une baisse de rentabilité ou des tensions sur le change. Cette fragilité est devenue manifeste au début de 1994, avec le soulèvement zapatiste et l'assassinat de Colosio, le candidat officiel. Il a fallu immédiatement rassurer les détenteurs de capitaux en portant les taux d'intérêt à des niveaux intolérables très longtemps. Ainsi, en juin 1994, le taux bancaire de référence s'élevait à 18 % pour un taux d'inflation de l'ordre de 10 %.

Reste alors l'investissement international direct qui a probablement atteint un maximum, d'autant plus que les garanties économiques et politiques offertes par le Mexique sont en train de s'effriter. On touche là une des limites essentielles de la

logique du Traité vue du côté mexicain : le différentiel de salaires ne peut pas drainer un flux illimité de capitaux à hauteur du déficit commercial. C'est la clé du problème mexicain des années à venir : les marchandises américaines arrivent beaucoup plus vite que les capitaux et il faudra bien d'une manière ou d'une autre ajuster ces différents flux. De graves difficultés monétaires et financières se profilent donc à l'horizon, dont le ralentissement de l'économie mexicaine est un signe avant-coureur.

Ces tensions sont en effet d'autant plus graves que les capacités d'exportations sur le marché américain sont en train de saturer, et que l'on a assisté à un très net ralentissement de la croissance, complètement déphasée par rapport à la conjoncture aux Etats-Unis, dont on attendait pourtant qu'ils tirent l'économie mexicaine. Après avoir fluctué autour de 3 ou 4 % entre 1989 et 1992, la croissance du PIB a péniblement atteint 0,4 % en 1993, ce qui veut dire que le revenu moyen a recommencé à reculer. Sur l'ensemble du sexennat, la croissance moyenne aura été de 2,4 %, correspondant à un simple maintien du revenu moyen par tête. Mais avec quelles inégalités !

La régression sociale

Sur le plan intérieur, le projet modernisateur s'est incarné en de multiples réformes visant toutes à défaire pièce par pièce le modèle issu de la Révolution et de la période cardéniste. De nombreux tabous ont été brisés, notamment celui du nationalisme qui faisait des Etats-Unis une sorte d'ennemi héréditaire alors qu'ils apparaissent aujourd'hui comme un partenaire naturel. La production mexicaine a été relancée, l'inflation contenue, les finances publiques assainies, l'appareil productif réorienté, et le niveau de vie a cessé en moyenne de reculer. Mais, dans le même temps, c'est tout un modèle social qui est ébranlé dans ses fondements, qu'il s'agisse de la paysannerie, du syndicalisme corporatiste, de la prise en charge par l'Etat d'un certain nombre de services collectifs. Dans tous ces domaines, le Traité a servi d'outil de légitimation des politiques menées.

Dans la plus pure tradition libérale, l'Etat a ainsi vendu une partie importante du secteur public industriel et bancaire : compagnie aérienne, téléphone, mines, etc. Il grignote un peu plus chaque année ses dépenses sociales, le droit au travail est démantelé, la Constitution peu à peu remaniée pour s'accorder à l'air du temps. Le tout à l'exportation a eu des effets particulièrement désastreux sur l'économie paysanne et s'est accompagné d'une offensive

vigoureuse, y compris au niveau légal et constitutionnel. *L'ejido*, ce mode de propriété hérité de la réforme agraire menée notamment par Cárdenas père à la fin des années trente, a été vidé de son contenu, de manière à rendre de nouveau possible la concentration des terres. Les prix de garantie ont été baissés ou supprimés, et les paysans sont confrontés aux importations de maïs des Etats-Unis à des niveaux de coûts par rapport auxquels ils ne sont plus compétitifs. Alors ils quittent la terre pour les grandes villes, où ils vont gonfler le fameux secteur informel.

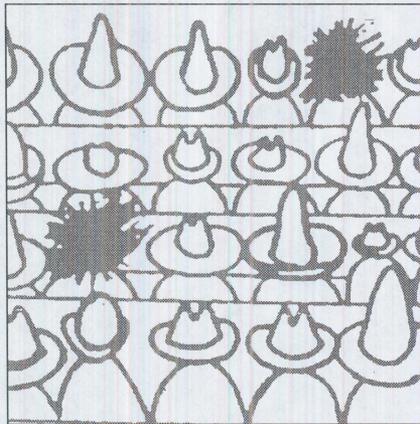
D'une certaine manière, tout ce qui est bon du point de vue de la capacité à attirer l'investissement international, à savoir les bas salaires et la forte productivité, accroît les tensions sociales internes. Le maintien des bas salaires, nécessaire pour ne pas voir disparaître l'avantage comparatif, implique une stagnation durable du marché intérieur et du niveau de vie de la majorité de la population. Le salaire industriel a certes connu une certaine progression entre 1990 et 1992, années de croissance plus soutenue, mais il reste encore inférieur d'un quart au niveau qu'il avait atteint avant la crise de 1982. Quant au salaire minimum il a perdu 60 % de son pouvoir d'achat depuis 1980 et il représente de moins en moins (heureusement !) une référence pour la fixation des salaires.

Les emplois peu rentables par rapport aux normes du marché mondial sont supprimés et ne sont pas remplacés par ceux qui sont créés dans les secteurs exportateurs. Ces évolutions font bouler de neige, puisque l'austérité salariale et les faibles créations d'emplois tendent à freiner la croissance du marché intérieur. Et l'un des problèmes majeurs des années à venir est que l'orientation prise par l'économie mexicaine implique un faible contenu en emplois de la croissance, alors même que la population active continue à croître à un taux supérieur à 3 % l'an : c'est environ un million d'emplois qu'il faudrait créer chaque année, et l'on en est très loin.

Une polarisation aggravée

Du coup, de très profondes tensions sociales sont en train de s'accumuler, et le gouvernement aura beaucoup de mal à colmater les brèches en saupoudrant les zones sensibles de subventions sur le budget du Pronasol (Programme national de solidarité). La leçon de choses du Chiapas est là pour le montrer. La structure sociale très inégalitaire et polarisée du Mexique ne date pas d'aujourd'hui, mais elle s'aggrave. Toute la logique du modèle actuel conduit en effet à dissocier la partie la plus

pauvre du Mexique du reste de la société. La mise en place progressive d'un espace commercial peu à peu débarrassé de toute entrave représente sans doute la seule voie disponible aujourd'hui au gouvernement mexicain, mais c'est une voie semée d'embûches. Contrairement à l'imagerie officielle, un tel mode de croissance est en effet fondamentalement déséquilibré. Plutôt que d'unifier et d'harmoniser un espace économique et social, il accentue, de manière combinée, les distorsions économiques externes et les différenciations sociales internes. Les modalités d'un développement harmonieux ne sauraient naître par génération spontanée de l'établisse-



ment du Grand Marché, ni, de manière plus générale, du respect aveugle des lois du marché.

De ce point de vue, le Mexique est un cas d'école. Les effets sociaux de l'orientation néo-libérale sont en effet limpides : la société mexicaine, déjà profondément inégalitaire, est soumise à un processus de polarisation sociale accélérée. La répartition du revenu fait apparaître de grandes inégalités : en 1992, les 20 % de ménages les plus riches concentrent 54,2 % du revenu, alors que les 40 % les plus pauvres n'en reçoivent que 12,7 %. Ces chiffres tout-à-fait officiels, sont tirés d'une enquête menée régulièrement par l'Institut de Statistique. Ils montrent aussi que cette inégalité s'est creusée dans le temps puisque ces deux mêmes pourcentages étaient respectivement de 49,5 et 14,4 % en 1984. La division des études économiques et sociales de Banamex, l'une des principales banques, désormais privée, a mené des calculs qui éclairent encore mieux cette évolution régressive. Ils montrent que seuls les 30 % de ménages les plus riches ont vu leur revenu par personne progresser entre 1984 et 1992, avec une augmentation record de 25 % pour les 10 % les plus riches. Les autres ont eu moins de chance : leur revenu réel a baissé, à l'exception des 10 % de très pauvres

qui ont bénéficié des mesures du Pronasol, et cette baisse est d'autant plus marquée que le revenu de départ était faible.

La pauvreté définie par rapport à un niveau de revenu par personne inférieur à 60 dollars par mois est passée de 16,6 % en 1980 à 22,6 % en 1989, l'extrême pauvreté (revenu inférieur à 30 dollars) a bondi quant à elle de 2,5 à 7,3 % sur la même période. Ces données émanant d'un rapport de la Banque mondiale consacré à l'Amérique latine et paru en 1993 livrent donc un diagnostic clair et net sur l'évolution du phénomène de pauvreté, même s'ils en sous-estiment l'ampleur. D'autres évaluations tendent à établir que 40 millions de Mexicains, sur 95, vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Vers de nouvelles crises

Que le Mexique soit donné en exemple d'une politique d'ajustement structurel réussie montre à quel point le capitalisme contemporain fonctionne de manière régressive. L'expérience mexicaine montre au contraire les extrêmes limitations d'un tel modèle. Même du point de vue strictement économique, les succès remportés du côté des exportations et sur le front de l'inflation sont compensés par un dérapage extravagant du déficit extérieur, par une reprise de l'endettement et par l'accumulation de tensions catastrophiques sur la monnaie. Toutes ces contradictions ne déboucheront pas forcément sur une nouvelle crise financière explosive semblable à celle de 1982, mais elles interdisent absolument de parler de modèle stable : c'est à une véritable fuite en avant que l'on assiste.

Sur le plan social, c'est l'équité qui est mise à mal. Ce qui domine, c'est bien, comme un peu partout dans le monde, la figure du fractionnement entre le Mexique qui gagne et celui qui perd, entre les 24 milliardaires en dollars et les paysans du Chiapas. Cela pose au régime mexicain un problème majeur qu'il ne semble pas en mesure de résoudre : la logique néo-libérale implique le sabotage de sa base sociale traditionnelle, sans qu'il ait les marges de manœuvre suffisantes pour s'en dégager une nouvelle. Bien des péripéties de la vie politique mexicaine, et notamment l'assassinat de Colosio, peuvent s'interpréter à la lumière de cette contradiction qui est lourde, dans les années à venir, de crises sociales de grande ampleur. ★

Paris, Septembre 1994

Anatomie d'un génocide

Plus d'un million et demi de morts, plus de deux millions de réfugiés, des centaines de milliers de malades et de blessés — sur une population estimée à 7,5 millions de personnes. La guerre, la guerre civile, les massacres racistes, la famine, les épidémies, etc. On n'ose imaginer les conséquences du drame rwandais, à court et à long terme, pour les individus et pour la société, pour le pays et pour l'Afrique. L'analyse «rationnelle» des événements n'est pas facile. Mais elle est nécessaire. Car derrière ce chaos indescriptible et cette misère absolue, se cachent des responsabilités politiques.

François VERCAMMEN



Ce drame est complètement incompréhensible, disent certains collaborateurs d'organisations non-gouvernementales qui connaissent le Rwanda depuis de longues années. D'autres commentateurs, pleins d'assurance, épinglent les causes «naturelles» : la cruauté congénitale de l'être humain ou les rivalités ethniques ancestrales. La mentalité coloniale affleure souvent dans les réflexions, on évoque l'arriération des noirs, leur évangélisation trop superficielle (1). Mais le plus grave est que, comme le dit Alain Desteché, secrétaire général de Médecins sans frontières (MSF), le génocide est nié, la responsabilité internationale est occultée et la culpabilité des auteurs se dilue dans le malheur général (2).

Un génocide

Personne ne peut échapper à cette conclusion, le Rwanda a été le théâtre du génocide de la communauté tutsie : 500 000 morts en six semaines selon la Croix rouge, plus d'un million après trois mois selon le coordinateur adjoint du Bureau de l'ONU au Rwanda (3). Ces

gens ont été massacrés systématiquement (à 90 % en-dehors des villes) sur la base de leur appartenance ethnique. Leurs biens ont été volés. Leurs maisons ont été pillées et incendiées. Il s'agissait de citoyens et citoyennes désarmés : il n'y a pas eu d'affrontement de guerre ou de guerre civile. Enfants, femmes enceintes ont été particulièrement visés. Aucun lieu ne servait de refuge, certainement pas les hôpitaux et les églises. Les assassins voulaient une solution finale.

La comparaison avec le génocide des juifs par Hitler est pleinement valable. Il n'y a que deux différences : le nombre absolu de victimes (les nazis ont exterminé 6 millions de juifs) et le fait que les nazis usèrent de l'infrastructure d'un pays industrialisé moderne. Le clan Habyarimana, lui, a dû se contenter de moyens de destruction artisanaux et d'armes de petit calibre. Mais le but, comme dans l'Allemagne nazie, était bien la solution finale, un génocide, c'est-à-dire la destruction planifiée d'une collectivité entière par le meurtre de masse ayant pour but d'en empêcher la reproduction biologique et sociale (4). Aucune comparaison n'est possible avec les exactions que des

membres du FPR ont commises et commettront peut-être encore à l'avenir. Ces exactions contre les Hutus sont évidemment répréhensibles, même s'il s'agit d'actes de vengeance.

Le génocide des Tutsis n'est ni un hasard, ni une explosion de violence spontanée. On ne peut pas parler non plus de violence de guerre — même si une guerre était en cours au moment des faits et si le génocide en fait partie (comme le massacre des juifs par les nazis). On peut encore moins parler de retour vers le moyen-âge. Le génocide des Tutsis ne relève pas de l'atavisme, c'est un phénomène moderne, un indice de la barbarie qui monte au fur et à mesure que le marché libre se généralise et que la crise sociale s'approfondit.

Le 6 avril, d'une façon très professionnelle, un avion est abattu dans le ciel de Kigali : les présidents du Rwanda et du Burundi meurent dans l'attentat. Dans l'heure qui suit, la garde présidentielle — noyau dur de l'armée rwandaise — prend

1) *Le Soir*, 26/7/1994, Dirk Thijs, Knack, 10/8/94.

2) *Libération*, 8/8/1994.

3) *De Standaard*, 25/8/1994.

4) Frank Chalk, Kurt Jonassohn, *The History and Sociology of Genocide*, Yale Univ. Press, pp 16-17.

la capitale en main. La troupe, accompagnée des escadrons de la mort, entre dans certaines maisons. Des gens bien sélectionnés sont abattus, sur la base de listes préétablies.

En quelques heures, des barrages sont dressés sur les routes. Tout Rwandais qui passe est contrôlé et on lui demande de présenter sa carte d'identité (qui mentionne l'appartenance ethnique). Les cadavres s'amoncellent sur le bord des chemins. Un carnage massif est déclenché dans tout le pays en quelques heures. De façon délibérée et planifiée.

Assassinats politiques et génocide

Au cours des premières heures, on tue autant de Hutus que de Tutsis. Ne s'agirait-il donc pas de violence ethnique ? Si, mais les motivations des assassins sont évidemment politiques : ils veulent empêcher l'application des accords d'Arusha. Parce que ces accords signifient le démantèlement du pouvoir et des privilèges du clan Habyarimana. Le génocide commence donc par une série d'assassinats politiques au sein de la communauté hutue. Il s'agit d'éliminer les dirigeants hutus disposés à former un gouvernement de réconciliation nationale avec les Tutsis. Sont ainsi massacrés le premier ministre du gouvernement de transition, Agathe Uwilingiyimana, cinq autres ministres, le président de la cour constitutionnelle, les présidents hutus de divers partis d'opposition, des hommes d'affaires oppositionnels. De la sorte, toute alternative à la clique Habyarimana est quasiment éliminée. Et le choix politique devient un choix «purement ethnique» : gouvernement hutu ou gouvernement tutsi. Le génocide a reçu sa perspective politique.

Les assassins, à ce stade, doivent encore surmonter deux obstacles importants :

► le mélange entre ethnies sur les plans social, professionnel et familial doit être éliminé ;

► le refus naturel de tuer en masse ses frères et ses sœurs humains doit être éliminé.

Ces obstacles se retrouvent dans tous les cas de génocide. C'est pourquoi tout génocide s'accompagne (presque) toujours de massacres visant la partie du peuple qui refuse de collaborer. Pour cela, un climat de terreur est indispensable. Il faut créer une situation dans laquelle les adversaires du génocide au sein de la communauté sont confrontés en permanence, quotidiennement, à une insécurité mortelle : tuer avec les autres ou être tué soi-même doit devenir le choix. Avec le risque d'être tué par les deux camps : par l'ethnie rivale ou

par les bandes de sa propre ethnie. Seules cette insécurité terrible et — étape suivante — la collaboration passive ou active (sous la contrainte) à un carnage ethnique permettent de créer les conditions extrêmes au sein desquels l'humain est détruit en l'être humain. Le récit du massacre à l'hôpital de Butare est un bon exemple : le personnel hutu fut forcé par la soldatesque hutue de participer à l'élimination de leurs collègues tutsis, pour prouver qu'ils étaient de vrais hutus.

A ce moment-là, l'ethnie devient le seul havre de solidarité «primaire». Ainsi, le courant pro-génocide extrémiste peut l'emporter au sein de son propre peuple. Et l'organisation systématique du génocide peut commencer.

Imposer la loyauté et la purification ethniques comme moyen d'une cohésion sociale soudée dans le sang du génocide signifie une gigantesque régression sociale qui a des conséquences à long terme dans les relations sociales, dans la mémoire collective et dans la mentalité individuelle.

Ainsi la shoa a-t-elle eu de grandes conséquences sur le peuple juif et dans le monde, sur les relations des juifs avec les autres peuples, notamment avec le peuple palestinien. Ainsi, aussi, la «question de la culpabilité» refait-elle constamment surface en Allemagne, cinquante ans après les camps d'extermination nazis.

La négociation et la signature des accords d'Arusha en août 1993 ont convaincu le clan Habyarimana que le génocide était le seul moyen de se maintenir au pouvoir. Le génocide ne tombe pas du ciel. Il intervient dans le cadre d'une profonde crise qui développe des aspects sociaux, ethniques et économiques. En septembre 1990, déjà, une série d'organisations de défense des droits de l'homme se sont constituées pour dénoncer le nombre croissant de disparitions, d'arrestations arbitraires, d'agressions individuelles et de massacres collectifs.

L'offensive du Front Patriotique (FPR), qui perce très rapidement jusqu'aux portes de Kigali, n'est pas la cause de cette crise. Mais elle met en lumière le caractère chancelant du régime. Celui-ci va réagir en se durcissant et en se cramponnant au pouvoir, par la répression et le racisme.

La base sociale du régime s'est réduite à sa plus simple expression. L'affairisme des années fastes de la décennie 70 et de la première moitié des années 80 est monopolisé par le clan Habyarimana, originaire du Nord-Ouest. Il a réussi à accumuler un bas de laine de quelque deux milliards de francs.

Les hommes d'affaires hutus du reste du Rwanda (souvent des régions plus

pauvres) ne sont pas invités au partage du gâteau. C'est ce qui explique le succès rapide des partis hutus d'opposition. De plus, le clan Habyarimana, après son coup d'Etat réussi de 1973 (la soi-disant révolution morale, censée prolonger la soi-disant révolution sociale de 1959), a éliminé politiquement et physiquement l'autre aile de l'élite hutue au pouvoir, autour de Grégoire Kayibanda (5).

A noter qu'une conférence de la diaspora tutsie se tient à New York en 1990. Elle demande de négocier un retour pacifique des réfugiés de 1959. La demande reste sans réponse.

Habyarimana survit à la crise de la fin de l'année 1990 uniquement grâce à l'aide française (avec un appui belge qui sera de courte durée). A partir de ce moment-là, la situation est dominée par la préparation de la guerre contre le FPR. L'armée passe de 5 000 à 34 000 hommes et est équipée jusqu'aux dents d'armes modernes. La France prend le pays en mains.

Le plan du génocide

Les contradictions sociales et politiques sont extrêmement vives (on compte déjà, à l'époque, un million de réfugiés). Pour les tenir sous contrôle, Habyarimana décide d'aviver les contradictions ethniques ; les quotas sont introduits à tous les niveaux, les contrôles de l'appartenance ethnique (inscrite sur le passeport) se multiplient, une propagande raciste se développe. Ce scénario a été remis en œuvre délibérément (6).

A partir de la deuxième moitié de 1992, le quotidien *Karigura* commence une campagne de propagande visant à diaboliser, à déshumaniser l'ethnie tutsie : exaltation de la pureté raciale hutue, dénonciation de la rapacité des Tutsis qui veulent tout accaparer, droit des Hutus de s'armer pour assurer leur autodéfense, etc.

Le pilier idéologique du génocide est ainsi mis en place. Mais cette campagne fascistoïde se couvre du manteau de la respectabilité : on publie de grandes photos du président Habyarimana serrant la main de François Mitterrand ; c'est au nom de la démocratie occidentale que l'exclusion des Tutsis et la domination exclusive de la majorité hutue sont «justifiées».

C'est à la même époque (1992) que sont fondées les fameuses bandes armées Interhamwe (ceux qui combattent ensemble) et Inpuzamugambi (ceux qui ont le même but). A partir de 1993, on instaure des quotas, une milice par préfecture,

5) F. Reyntjens, *L'Afrique des grands lacs en crise, Rwanda-Burundi, 1988-1994*, Karthala, pp 30-31.

6) Stephen Smith, *Libération*, 28/5/1994.

composée chacune de 200 citoyens armés (7). Le projet d'autodéfense du peuple, que le gouvernement prépare depuis août-septembre 1991, entre dans la phase de la réalisation pratique. Des listes noires sont dressées et circulent : elles mentionnent, dans l'ordre, les noms des personnalités qui doivent être assassinées. Les escadrons de la mort multiplient les pogroms : début 1993, on compte déjà plus de 2 000 personnes massacrées (8).

La création de la radio libre des *mille collines* est la touche finale de cette préparation de la solution finale. La radio multiplie en effet les appels au meurtre : «Allez, sortez, il faut se réchauffer». Plus clair encore : «la tombe n'est qu'à moitié pleine, qui nous aidera à la remplir» ? (9). *Radio mille collines* diffuse aussi des consignes pratiques, comment envahir une maison, comment rassembler ses habitants (10).

En janvier 1993, la Fédération rwandaise des droits de l'homme publie un rapport qui dit explicitement : les prémisses du génocide existent (11).

Qui tire les ficelles ?

Comme dans un régime fasciste classique, le génocide repose sur une double structure, une structure légale institutionnalisée et une structure clandestine illégale. La première est la couverture et la légitimation de la seconde.

La centralisation des deux structures est réalisée, au Rwanda, dans la famille Habyarimana : Habyarimana est le président, sa femme et son beau-frère dirigent le Réseau zéro, lui-même dirige l'appareil d'Etat, civil et militaire. La garde présidentielle, qui lui est «personnellement» fidèle, est le noyau dur de l'armée. L'administration civile forme un réseau bien fourni qui encadre la population : gouverneurs, préfets et bourgmestres (12).

Quand le génocide entre dans sa phase finale (après le 6 avril), c'est cet appareil d'Etat officiel qui joue le rôle majeur, les bourgmestres arment la population, ont les listes noires, vont de maison en maison avec les autorités militaires locales et les bandes armées «illégales» pour exécuter leur sinistre besogne. Ce sont eux également qui, face à l'avancée du FPR, organisent la politique de la terre brûlée et forcent la population à les suivre vers la frontière zairoise et les camps de réfugiés. Et ce sont ces institutions étatiques officielles, déplacées (avec y compris la caisse de l'Etat) qui, dans les camps, continuent d'encadrer la population et, par la terreur et la contrainte, empêchent le retour vers le Rwanda. La structure illégale, à l'initiative avant le 6 avril 1994, est dirigée à partir de

la synagogue, comme on appelle la villa du beau-frère du président. Le frère d'Agathe Habyarimana, Protais Zigiranyi-raza, surnommé Monsieur Z, avait déjà été condamné au Canada pour des violences contre des étudiants rwandais. De sa villa, il planifie, avec son staff, les pogroms, les massacres, les assassinats individuels, les achats et les transports d'armes clandestins. C'est de la synagogue aussi qu'est dirigée la campagne de haine de *Radio mille collines*. Dans celle-ci, un rôle important est joué par Fernand Nahimana, chef de la propagande du régime (13). Un Belge, «Monsieur George», tient le micro. Mais le beau-frère est le principal actionnaire (14).

Le tournant vers le génocide

Le vrai tournant vers le génocide se produit en décembre 1993. Les derniers soldats français «officiels» quittent le pays (officiels parce que l'encadrement informel de l'armée rwandaise et des escadrons de la mort continue). Un premier volet des accords d'Arusha est appliqué : entre Noël et le Nouvel an, le FPR peut caserner 600 hommes à Kigali (car, comme le fait remarquer le professeur Reyntjens, les Tutsis rwandais, contrairement aux Tutsis burundais, n'ont aucun moyen de se défendre contre les violences de l'Etat hutu) (15). L'application des accords est sabotée et ralentie, mais la pression augmente de toutes parts. C'est alors que, le dos au mur, le régime décide de lancer le génocide.

En premier lieu, on élimine le centre politique. Tous les partis hutus d'opposition sont brutalement scissionnés, sous pression de la campagne d'ethnisation du régime (pour ou contre le FPR). Une partie cherche un rapprochement avec le FPR sur la base des accords d'Arusha. Au mois de décembre 1993, l'entourage du président, dit Colette Braeckman, distribue ouvertement des armes à la population (16). Les massacres «incontrôlés» se multiplient. Les milliers de jeunes déracinés qui sont le produit de la crise sociale, forment les troupes de choc, les SA locales. Une nouvelle étape est franchie en février 1994 quand, après un nouveau massacre qui fait plus de quarante victimes, les casques bleus de l'ONU reçoivent l'interdiction d'intervenir. Cette interdiction lève un obstacle psychologique et politique important chez les assassins, selon le témoignage d'un coopérant (17).

En mars, la garde présidentielle commence à encercler Kigali. Les négociations ont repris à Arusha. Les accords sont confirmés une nouvelle fois. L'attentat

contre le Fantom 50 présidentiel est-il la réponse de la clique au pouvoir ? En tout cas, la mort d'Habyarimana fournit le pré-texte idéal.

Un comité de crise de l'armée rwandaise (ou d'une partie de celle-ci ?) prend le pouvoir. C'est un coup d'Etat militaire. Un gouvernement intérimaire est formé. Il comporte uniquement des Hutus durs. C'est le gouvernement du génocide. En font partie une série de personnalités qui ont dirigé la révolution de 1959 et qui ont été écartées en 1972. Ceci éclaire les conflits internes et la nervosité récente au sommet de l'armée et au sein de la garde présidentielle. Il semble qu'une nouvelle alliance se soit formée entre les durs du régime Habyarimana et les dirigeants hutus radicaux de 1959, alliance par rapport à laquelle Habyarimana aurait pu constituer un obstacle, selon un militant hutu des droits de l'homme, Casana Ndéba (18). Ceci éclaire aussi la question, paradoxale entre toutes : pourquoi Habyarimana a-t-il, selon toute probabilité, été assassiné par sa propre garde présidentielle ?

Le génocide n'a rencontré aucune résistance. La fameuse «communauté internationale» est restée absente. Personne n'est intervenu au moment où il était encore temps de le faire. Certainement pas la France, elle est depuis 1990 aux côtés des assassins, par l'entremise notamment du lieutenant colonel Chollet, détaché au Rwanda (19). Les soldats belges ne sont pas intervenus non plus, même pas quand le premier ministre Agathe Uwilingiyimana et les paras belges qui la protégeaient ont été abattus. Pourquoi ? Personne n'est prêt à dire que les gouvernements (grâce à leur services de renseignement) et l'ONU (grâce à ses rapports officiels) savaient que le génocide était planifié depuis des mois. Tous avaient intérêt à se taire. ★

Bruxelles, septembre 1994

7) Colette Braeckman, *Chronique d'une tragédie annoncée*, dossier du Grip, 1994, p.13.

8) Rapport de la Commission internationale sur la violation des droits de l'homme au Rwanda.

9) Els Temmerman, *De Morgen*, 14/4/1994.

10) Stephen Smith, *Libération*, 28 mai 1994.

11) *Le Point*, 30 juillet 1994.

12) Reyntjens in *Knack*, 20/7/1994.

13) Par ailleurs, auteur d'une thèse de doctorat très intéressante, publiée comme livre sous le titre : *Rwanda, émergence d'un Etat*, l'Harmattan 1993.

14) *Le Soir*, 18/4/1994.

15) *Le Soir*, 11/4/1994.

16) *Le Soir*, 8/4/1994.

17) témoignage d'un coopérant d'une ONG, Dominique Evrard, *Le Soir*, 25 avril 1994.

18) Un complot bien orchestré, *L'Express*, 21/4/1994, p.14.

19) *Libération*, 18 mai 1994.

Créer les conditions de la victoire

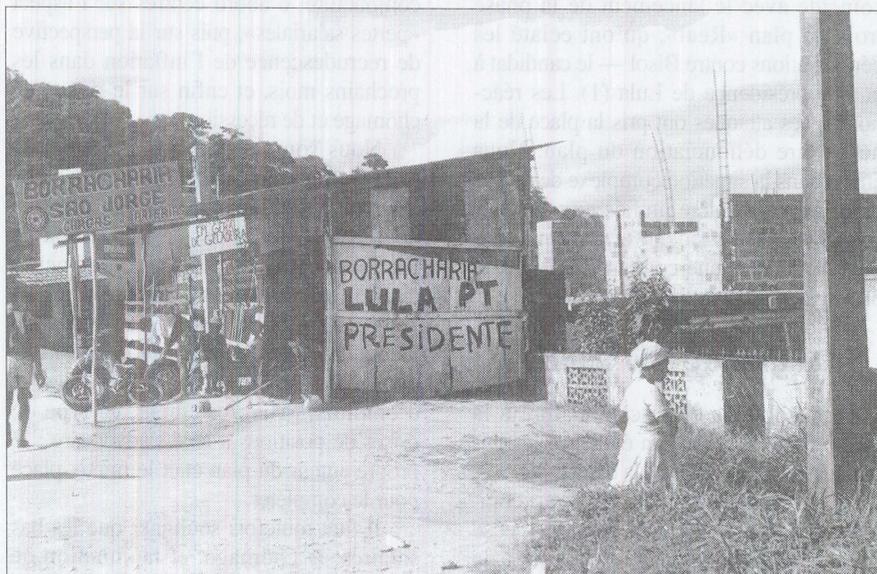
Les conditions de la bataille présidentielle se sont profondément modifiées et la campagne de notre parti, le PT, n'est pas encore à la hauteur des enjeux — bien qu'elle ait connu des changements positifs. Le cadre électoral nous montre que la classe dominante a retenu la leçon de 1989 (année de la dernière élection présidentielle). Elle s'est maintenant rassemblée dans une large alliance, dont la référence programmatique se situe clairement dans le projet néo-libéral. Son candidat «transformiste» a un passé progressiste, il tente d'occulter son passage dans le camp bourgeois et dispose d'une bonne image auprès de la population car lui et son parti ne se sont jamais compromis.

Carlos HENRIQUE ARABE et José CORREA LEITE

Lorsque Fernando Henrique a été nommé ministre des Finances, c'était déjà en tant que candidat potentiel capable de battre Lula.

Son plan de stabilisation monétaire, mis en place pour combattre l'inflation, est inspiré du modèle proposé par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ; il repose principalement sur l'ouverture de l'économie brésilienne, sur les privatisations et le renoncement à la souveraineté nationale, exprimé dans l'adoption du dollar comme véritable monnaie.

En l'absence d'un combat effectif contre ce plan, et si aucune alternative claire n'est avancée par nous, il sera perçu comme bienfaisant par la population puisqu'il a permis, momentanément, de stabi-



liser les prix. Le gouvernement, ainsi que Fernando Henrique (qui a démissionné tout de suite après le lancement du plan pour se consacrer à la campagne électorale), ont réussi faire croire qu'ils représentaient un espoir pour le peuple brésilien. Naturellement, il s'agit ici pour le puissant de verser des larmes de crocodile sur le sort du plus faible, mais cela donne des résultats.

La candidature de Fernando Henrique est une démonstration de la puissance de la bourgeoisie brésilienne. Elle montre que la perspective de victoire facile de Lula que l'on pouvait avoir au cours du premier semestre 1994 était une illusion : la classe dominante ne cédera pas le pouvoir sans une lutte acharnée. Cela montre enfin que notre adversaire est dangereux, et que pour le vaincre il va falloir plus de tact et d'adresse que nous n'en avons fait preuve tant en 1989 que jusqu'à maintenant.

Le climat euphorique

La bataille électorale a pris une nouvelle tournure lors de l'avènement du plan «Real». La candidature de Lula fluctuait, jusque-là, aux alentours de 40 % des intentions de vote (comme en mai ou en juin 1994). Ce pourcentage était dû à l'absence de bataille politique et au fait que sa candidature monopolisait l'attention.

De là est apparue l'idée que même une campagne qui ne démarrait pas pouvait aboutir à un succès électoral. L'idée a

commencé à se répandre que cette victoire serait relativement facile, avec peu de conflits et peu polarisée, et que ce n'était donc pas la peine de chercher à l'articuler avec les autres terrains de radicalisation sociale potentielle du pays.

Avec le sentiment d'une victoire quasiment assurée, la préoccupation de la «gouvernabilité» a ressurgi et a fait naître des prises de positions contradictoires sur le «futur gouvernement».

Tout au long de cette période, et cela jusqu'en juin 1994, la campagne a combiné deux aspects : d'une part, les caravanes de Lula se sont rendues dans les régions les plus reculées du pays, et à cette occasion, les questions sociales ont été directement discutées avec la population. Ces caravanes ont eu le mérite de toucher des secteurs habituellement imperméables à nos discours et à nos propositions. Mais, d'autre part, elles étaient le lieu d'un discours général qui tentait de concilier toute la nation brésilienne, qui tout en privilégiant les pauvres, ne s'attaquait pas directement aux riches, qui ne plaçait pas Lula dans l'optique d'un programme politique de transformation profonde et de remise en cause des privilèges. La tonalité du discours ne correspondait pas à celle annoncée dans les résolutions des 8^e et 9^e rencontres nationales du Parti des travailleurs (PT). L'autonomie du processus de la bataille présidentielle par rapport aux élections dans les Etats et le manque de synchronisation entre la campagne de Lula et

celle des candidats gouverneurs d'État a renforcé cette stratégie de moindre confrontation. Cette orientation de la campagne n'a pas permis de mobiliser les militants. De fait, ce qui a prévalu, c'est la ligne du «on a déjà gagné». C'est à un moment crucial de la campagne, qui a coïncidé avec le lancement de la phase trois du plan «Real», qu'ont éclaté les dénonciations contre Bisol — le candidat à la vice-présidence de Lula (1). Les réactions à ces attaques ont pris la place de la nécessaire dénonciation du plan. Nous étions dans la situation complexe de ne pas répondre de manière unifiée aux attaques contre le vice-président, et nous n'avons pas su articuler une contre-offensive à la principale initiative de l'adversaire.

De grandes difficultés

Le problème de la candidature à la vice-présidence a mis en évidence les faiblesses de la direction de la campagne.

Les dénonciations de Bisol ont commencé dans la presse le 26 juin 1994, et se sont développées dans les médias à la manière d'une véritable guerre organisée contre le parti. En comparaison, la place occupée par les dénonciations contre le candidat à la vice-présidence de Fernando Henrique, Guilherme Palmeira — sur lequel pesaient des accusations beaucoup plus sérieuses — montre, comme s'il en était besoin, de quel côté sont les médias. Le dossier a occupé une place croissante à cause de la désunion croissante du PT face aux attaques dont il était victime. Le summum a été atteint lorsque le groupe des députés fédéraux du parti a fait l'éloge de la presse, alors que celle-ci nous frappait. La note distribuée par le groupe affirme «qu'accomplissant son rôle d'investigatrice la presse exige légitimement des changements dans le système d'élaboration budgétaire. Nous examinons certaines de ses critiques sur la valeur et les finalités de certains amendements, dont les nôtres, et nous réestimons la position que nous avons adoptée sur la question du budget 1994».

Le long et épuisant dossier concernant Bisol a eu pour dénouement son remplacement par Aloizio Mercadante, l'appréciation plus précise de cette décision n'a pas sa place ici, mais doit faire l'objet d'un bilan dans le parti après les élections.

Le plan «Real» a été élaboré et mis en place par le gouvernement depuis près d'un an, sa phase décisive correspond à la veille des élections. La direction du PT avait déjà exprimé son opposition ferme à ce plan, malgré les hésitations de la fraction parlementaire du parti. Au plus fort de la campagne, le Plan a été dénoncé comme

étant du «tape-à-l'oeil électoral», mais aucune conséquence pratique n'en a été tirée. Le parti n'a débattu qu'en mai-juin 1994 de la nécessité de présenter sa vision alternative du combat de l'inflation.

Le fait est que nos arguments sur le plan «Real» ont varié en fonction de la conjoncture, d'abord centrés sur l'aspect «pertes salariales», puis sur la perspective de recrudescence de l'inflation dans les prochains mois, et enfin sur le risque de chômage et de récession.

Nous sommes parfois littéralement tombés dans une véritable embuscade. Pour ne pas donner l'idée que nous ne nous préoccupions pas de la question de l'inflation, il nous est arrivé d'admettre que le real serait une monnaie forte — légitimant ainsi le discours de Fernando Henrique — et d'insister sur ce qui manquait au plan (les questions salariales, et d'emplois). Manifestement, ce type de prises de positions a aidé l'adversaire : le propre auteur du plan était le mieux placé pour le compléter.

Il faut toutefois souligner que les bas salaires, le chômage, et la situation de crise sans précédent en matière de santé et d'infrastructure publique constituent la précondition de cette nouvelle monnaie et non pas des éléments qu'elle n'aurait pas pris en compte.

Une analyse lucide indique que le gouvernement dispose d'instruments pour contenir l'accroissement de l'inflation durant quelques mois, sans récession ou explosion du chômage. Les signes de perte de vitesse du plan «Real» ne seront probablement visibles qu'à la fin de l'année.

Cela implique une réponse adéquate à ce plan, qui n'a pas encore été donnée et qui exige une concentration de toutes nos énergies pour redynamiser notre campagne.

Une nouvelle orientation

Le fruit le plus dramatique de la combinaison de ces problèmes (l'«affaire» Bisol et le plan «Real»), a été la perte d'initiative du PT et le retournement de situation durant cette campagne présidentielle.

Dans les délais qu'il nous reste, reprendre l'offensive exige que nous accélérions et concentrons les changements importants que nous devons entreprendre dans cette campagne.

L'aspect positif des modifications de la campagne tient à la polarisation contre Fernando Henrique, qui a mis en évidence le caractère conservateur de l'alliance qui le soutient, et à la nécessité de s'adresser

au peuple pauvre. Il y a ainsi un début de modification de notre discours, avec une reprise de nos propositions de réformes structurelles, et un appel au militantisme pour une campagne au «corps-à-corps».

Mais pour consolider ce nouvel axe de campagne et pour raviver la confiance enthousiaste dans la lutte pour la victoire, il est nécessaire pour nous de changer totalement, et cela de manière rapide et homogène.

Avant tout, il n'y a pas de polarisation politique sans polarisation sociale. Pour attaquer Fernando Henrique, il est nécessaire d'attaquer les élites qui le soutiennent. Il faut ainsi rallumer le désir de justice chez les pauvres en reprenant leur dû chez les riches. Il n'y aura pas d'amélioration pour le peuple si on ne fait pas en sorte que ceux qui gagnaient jusqu'à présent commencent à perdre. Cela ne nous intéresse pas d'atténuer les antagonismes de classe, pas plus que nous ne souhaitons délaisser les secteurs moyens qui auront des avantages, et même beaucoup, avec notre gouvernement. Pour donner un exemple, la revalorisation des services publics profitera aussi à ceux qui aujourd'hui sont obligés de rogner sur le budget de leur ménage à cause du coût exorbitant de l'enseignement privé, ainsi que les contrats d'assurance privés pour la santé, etc.

C'est dans ce contexte que l'ensemble des réformes structurelles que nous proposons prennent leur force. Le sens de la révolution démocratique que nous voulons provoquer doit ainsi être présent dans l'âme populaire.

Indiquons donc avec clarté les cinq ruptures que nous jugeons nécessaires et qui sont l'opposé de ce que propose Fernando Henrique :

► rompre avec la privatisation de l'État par les grandes compagnies, entreprises et banques, et dont la corruption est le symptôme le plus criant ;

► rompre avec la spéculation financière qui, utilisant le service de la dette publique, rend le budget de l'État chaque jour toujours plus dépendant des banques et le contraint chaque jour un peu plus à réduire les dépenses sociales ;

► rompre avec les accords de la dette extérieure et la soumission au FMI, qui empêchent l'État d'être souverain et d'avoir une politique de développement et de redistribution des richesses ;

► rompre avec les intérêts des grands propriétaires fonciers et du grand capital dans les campagnes, qui empêchent la

1) Eduardo Bisol est dirigeant du Parti socialiste brésilien, une petite organisation social-démocrate qui fait partie du Front Brésil populaire.

réforme agraire et toute politique agricole tournée vers le marché intérieur ;

► rompre avec l'exclusion sociale et politique.

Nous ne pouvons pas dans cette bataille, contourner le problème du plan «Real». Celui-ci a déjà coûté assez cher à la société et il faut s'attaquer à ce qui fonde son existence même :

► le salaire minimum est au plus bas de son histoire, alors que les prix des produits de base sont à leur plus haut niveau ;

► le chômage s'est développé et a même été promu tout au long de la gestion de Fernando Henrique au ministère des Finances ;

► la destruction des services publics a été exécutée sur l'ordre de Fernando Henrique qui continuait ainsi l'œuvre de Collor ;

► l'absence d'un système fiscal progressif et l'allègement des dettes des grands propriétaires fonciers ;

► le renoncement à la souveraineté nationale avec le real qui, plutôt qu'une monnaie «forte», n'est que l'ombre du dollar.

Le plan a renforcé la dépendance du pays, et l'avenir de la nation est plus qu'incertain. Dans le débat sur l'orientation de la campagne, l'évaluation de l'efficacité électorale comparée des postures «modérée» ou «radicale» constitue un problème récurrent. Là nous devons défendre une position claire, mettre en évidence les antagonismes sociaux sous-jacents à chaque candidature et susciter le débat sur les différents projets de réorganisation de la nation brésilienne.

La différence entre Lula et Fernando Henrique ne peut se résumer à une divergence de «style de gouvernement». Face aux potentialités de la coalition conservatrice soutenant Fernando Henrique et aux enjeux sans précédents de cette bataille électorale, le combat pour notre victoire est un chemin difficile qui rassemble des énergies qu'il faut raviver pour avancer et vaincre.

Il est nécessaire de mobiliser les militants du PT et l'ensemble des mouvements sociaux pour enclencher un ample mouvement social et politique en faveur des réformes profondes.

Le chemin de la victoire dans la bataille présidentielle consiste à susciter une situation suffisamment polarisée pour galvaniser l'insatisfaction, l'espérance et la volonté de changement de la majorité des Brésiliens.★

São Paulo, 2 septembre 1994

Le nécessaire combat contre le plan «Real»

Les acquis les plus importants de la bataille électorale restent l'identification de la candidature de Lula avec les intérêts de la grande majorité de la population, la force de notre militantisme et nos liens avec les acteurs de la lutte sociale. Mais nous avons commis d'importantes erreurs qui nous rendent aujourd'hui cette tâche plus difficile. Dans un premier temps, la tendance a été de ne pas attaquer trop durement le plan «Real», dans l'illusion d'une possible alliance avec le Parti de la social-démocratie brésilienne : au moment où le plan a été lancé, le groupe de députés fédéraux du PT était occupé à obtenir une autorisation de la direction du parti pour empêcher une révision constitutionnelle et présenter des propositions pour le Fonds social d'urgence. Depuis, ce qui a dominé dans nos rangs, c'est une sous-estimation grossière des répercussions possibles du Plan.

Nous avons critiqué le plan «Real» en dénonçant l'effet «tape-à-l'œil» électoral, mais, dans les faits, nous n'avons pas pris au sérieux les dangers qu'impliquait cette caractérisation.

Il est vrai que plusieurs économistes du PT nous ont signalé le risque que comportait ce plan dans le déroulement de la campagne électorale : malgré ses faiblesses et son orientation conservatrice, il aurait la capacité de faire baisser l'inflation pendant quelques mois.

Ils défendaient la nécessité que la candidature de Lula aille de l'avant, en présentant de façon réfléchie sa proposition de plan de stabilisation, combiné au développement économique et à la redistribution des richesses, et en faisant des critiques du plan «Real» avant que ses premiers effets surgissent.

Deux types de difficultés nous ont empêchés de prendre l'initiative sur ce terrain, difficultés qui ont de fait réduit notre audience électorale à cause de l'impact de la nouvelle monnaie : les divergences entre les économistes, et la tendance, pour une grande partie de la gauche, à sous-estimer le poids de la question de l'inflation auprès de la population.

Ces divergences, au-delà du fait qu'elles rendent difficile une articulation plus achevée de nos propositions de combat contre l'inflation, ont contribué à renforcer la tendance à sous-estimer la question. De nombreux économistes affirment que le plan «Real» était le fait d'incompétents et qu'il échouerait dès mars 1994 voire en juillet 1994, avec une inflation équivalente à celle qui existait avant la mise en place du real. La confusion et la difficulté de faire une évaluation plus précise du plan, ont persisté après le 1er juillet 1994. De nombreux économistes ont eu tendance à exagérer l'érosion des salaires (phénomène pourtant significatif pour les travailleurs dont les salaires ont été convertis en URV). De même, beaucoup d'économistes avaient prévu une grave récession à partir de juillet, sous-estimant ainsi la marge de manœuvre du gouvernement qui a mené une politique de baisse graduelle des taux d'intérêts. De même, ils ont sous-estimé les effets de la réduction radicale de la ponction inflationniste sur la relance de la demande, et l'accroissement des ventes à crédit qu'entraînent la stabilisation monétaire et la possibilité de crédits nominaux beaucoup plus bas.

Ces erreurs d'évaluation se sont accompagnées de l'idée selon laquelle la réaction favorable de la population face au plan «Real» était due à la propagande massive en sa faveur. La propagande a effectivement eu un poids important, mais elle s'est appuyée sur des faits réels même si c'est à court terme.

Ce qui a rendu notre positionnement sur cette question difficile c'est la forte tendance de la part de la gauche à sous-estimer l'inflation et à traiter cette question avec une certaine complaisance. Cela résulte de l'héritage des débats des années 50 et 60, lorsque les conservateurs insistaient sur la priorité du combat contre l'inflation alors que les progressistes défendaient la priorité au développement. Le contexte était alors très différent et l'inflation annuelle était de 20 à 30 % et n'a jamais dépassé 100 %. Cette vision ne prend pas en considération le fait que l'inflation a un caractère de classe des plus pervers : bien supportée et même avantageuse pour les couches supérieures de la société, elle est très cruelle pour les plus pauvres.

Notre programme a donné une place raisonnable à la question de l'inflation, de son impact sur la misère du peuple et à la nécessité de la combattre. Mais du fait des divergences entre différentes sensibilités, et combinée à la sous-estimation des conséquences du plan «Real», elle a fini par jouer un rôle secondaire dans notre campagne.

Cela a finalement permis au gouvernement et à Fernando Henrique de faire passer l'idée que Lula et le PT ne se préoccupaient pas de cette question et n'avaient pas de proposition pour en finir avec l'inflation.★

João MACHADO

Vers un consensus anti-impérialiste

Dans l'entretien que nous publions ci-dessous, Pat Mc Keown, un membre de la direction nationale de Sinn Féin, en expliquant le cadre de la décision historique prise par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) d'annoncer le cessez-le-feu, cherche à démontrer que la stratégie à haut risque dans laquelle ils se sont engagés n'affectera pas l'engagement du parti envers le socialisme. Le leitmotiv de cette stratégie, c'est l'établissement d'un nouveau «consensus nationaliste» avec, aux côtés du Sinn Féin, le Parti social démocrate (SDLP) bourgeois du Nord, et le parti encore plus bourgeois du Sud Fianna Fail (le parti dominant dans le gouvernement de coalition de Dublin), sans parler du soutien de l'administration Clinton.

Comme l'admet Mc Keown, cela implique de travailler avec des politiciens très à droite. Le contre-poids qu'il propose, c'est l'établissement d'un consensus anti-impérialiste.

● **INPRECOR** : *Le 31 août, l'IRA a annoncé une cessation complète de ses activités militaires. Qu'est-ce qui, de l'avis de Sinn Féin, a causé cette annonce historique ?*

Pat Mc KEOWN : C'est complexe parce qu'il y a toute une série de choses qui se sont passées ces deux dernières années. Un consensus a été réalisé dans le camp nationaliste en Irlande, il n'y a aucun doute là-dessus. Il serait faux de dire que c'est un consensus sur toutes les questions, mais au moins il y a consensus sur le fait que le peuple irlandais a droit à



son autodétermination. Comment cela se déroulera, c'est encore à déterminer.

Ceci a conduit à une situation où la question irlandaise est présentée avec une certaine unité. Dans ces circonstances, l'IRA dit simplement qu'il y a un potentiel pour faire évoluer la situation dans le cadre de la négociation et du dialogue, et évidemment, il faut essayer. C'est maintenant à Sinn Féin de faire avancer les choses.

Il y a eu beaucoup de changements ces quatre ou cinq dernières années, au point que le gouvernement de Dublin se décide enfin à s'intéresser à l'Irlande du nord ; il y a aussi le gouvernement américain, qui s'intéresse enfin à la question irlandaise. Toutes les conditions sont donc réunies pour faire pression sur les Britanniques et les obliger à bouger. C'est dans ce cadre que l'IRA a pris sa décision.

● **Est ce que les développements en Afrique du Sud et en Palestine ont eu une influence, positive ou négative, sur la décision de s'engager dans le «processus de paix» ?**

Certainement. L'Afrique du Sud plus que la Palestine. Les développements en Afrique du Sud ont eu une influence sur les Républicains, comme ils en ont eu, internationalement, sur tous les mouvements de libération. Je pense que la forme de lutte sud-africaine nous a fourni une voie qui avait été masquée par la lutte armée. Nous disons à notre peuple, la lutte n'est pas finie, nous en sommes seulement à la première étape de la résolution du conflit. Ce que nous avons vu en Afrique

du Sud ces dix dernières années, c'est là où nous en sommes ici, et nous devons faire évoluer la lutte de façon politique.

Une cessation des opérations militaires ne signifie pas la fin des revendications progressistes. En fait c'est le contraire. Les leçons de l'ANC, et sa capacité à réaliser un consensus des noirs sud-africains, c'est quelque chose que nous essayons de reprendre ici. Si nous parvenons à une unité et à un consensus nationaliste, nous serons plus forts pour avancer.

● **Serait-il juste alors de dire que la lutte armée a été remplacée par une stratégie politique centrée autour de l'«unité nationaliste» ?**

L'unité du camp nationaliste est primordiale en ce moment. Mais je ne pense pas que ce soit une solution en soi, parce qu'en Irlande, l'unité nationaliste signifie travailler avec des politiciens de droite. Cela ne signifie pas que nous partageons la même vision de l'Irlande que nous voudrions construire. Donc, bien que l'unité nationaliste soit importante en ce moment, ce n'est absolument pas la seule clé du problème. Je pense que la clé, c'est de s'appuyer sur la détermination politique dont notre peuple a fait preuve depuis 25 ans.

● **Mais y-a-t-il suffisamment de convergences parmi les nationalistes aujourd'hui pour qu'ils présentent au gouvernement britannique une espèce d'«ulti-**

matum politique» en ce qui concerne l'avenir de l'Irlande ?

Ce sera le travail du *Forum pour la paix et la réconciliation*, d'édifier tout cela. Il y a des intérêts communs dans la communauté nationaliste. Où cela nous mène, c'est ce qui devra être discuté dans le Forum. Son rôle est de garantir les intérêts de la communauté nationaliste, mais aussi de ceux qui se considèrent actuellement comme des Unionistes.

Le consensus chez les nationalistes aujourd'hui est qu'un accord ne pourra intervenir que quand les Britanniques commenceront à se retirer. Tous les partis nationalistes sont en faveur de l'unité de l'Irlande, alors nous leur disons : si c'est votre programme, alors il faut commencer à le mettre en oeuvre. Et jusqu'à un certain point, nous avons réussi à les faire bouger dans ce sens.

● Ce que nous savons sur le document de travail Londres-Dublin pour un règlement durable semble pointer vers une assemblée de Stormont qui détiendrait le pouvoir. Quelle est la réponse de Sinn Féin à un tel document ?

Le consensus nationaliste, c'est qu'il n'y a pas de solution interne au Nord. Cette question est très clairement traitée dans ce qui est connu sous le nom de déclaration «Hume-Adams». Ce document n'est pas public, mais les principes du document le sont, et il indique très clairement qu'il n'y a pas de solution interne. Une assemblée à Stormont ne pourrait pas devenir un corps de gouvernement pour les six comtés, comme cela était le cas dans le passé. Il devra faire partie d'un cadre plus large. Nous avons dit que le document était négociable. Rien n'est gravé dans la pierre. De même, nous avons dit que la déclaration de Downing Street (1) contenait des points sur lesquels nous étions en désaccord et qu'il fallait renégocier. Donc nous arrivons avec certains points d'accord, pas un accord complet, mais au moins sur certains points-clés, dont l'un est qu'il n'y a pas de solution interne à l'Irlande du nord.

● Vous avez commencé une campagne de mobilisation autour des questions des droits civiques et de la sécurité : pensez-vous que le SDLP soutiendra de telles campagnes ?

Je pense qu'il sera de plus en plus difficile pour le SDLP de rester en dehors.

Par exemple, le RUC (2) est inacceptable pour tous les nationalistes, pas seulement pour les partisans de Sinn Féin. Quand nous dénoncerons l'occupation des quartiers nationalistes par le RUC, le SDLP sera bien obligé de s'attaquer au problème aussi. Je ne pense pas qu'ils viendront faire des piquets devant les casernes du RUC, un parti de la classe moyenne n'ira pas jusque là. Mais je pense que la dynamique des piquets et d'autres manifestations de protestation les obligeront à prendre une position plus ferme, au point qu'ils devront avancer à nos côtés, au lieu de suivre leur propre programme.

● Etes-vous prêts à chercher des alliés dans la gauche socialiste ?

Une partie de notre stratégie doit être de rechercher non seulement un consensus nationaliste, mais aussi un consensus anti-impérialiste. Que les autres partenaires du consensus nationaliste l'apprécient ou non, notre parti se bat pour une république socialiste et démocratique. Nous ne cachons pas que c'est ce que nous voulons. Aussi, il est essentiel que tout en luttant contre la présence britannique au Nord, nous construisions un mouvement qui crée une nouvelle société dans toute l'Irlande. Dans le passé, un des problèmes que nous avions avec la gauche large, c'est que certains étaient en désaccord avec la lutte armée. La question est réglée. Il n'y a plus d'excuses, et nous disons : «allons-y», parce que si nous voulons créer une force politique pour le socialisme, c'est notre responsabilité à tous.

● Une nouvelle situation politique signifie un nouveau défi électoral pour Sinn Féin. Comment le parti va-t-il se différencier du SDLP ou de Fianna Fail ?

Si vous regardez les 26 comtés, voyez bien où se trouve notre retard. Au Nord, nous avons une base électorale solide, bien que minoritaire et nationaliste. Nous pensons que nous pouvons l'élargir en mettant les vrais problèmes à l'ordre du jour. D'une certaine manière, quand la lutte armée était le moteur, nous ne nous attaquions pas à tous les problèmes qui concernaient la population, même nationaliste. Sinn Féin n'a pas toujours été le porte-parole de tous les nationalistes. Je pense que nos perspectives sont plus grandes maintenant. Dans les 26 comtés, il y a toutes sortes de possibilités. Les républicains, au Sud, étaient paralysés par la lutte armée. Ils voyaient leur rôle principalement comme soutien à la lutte armée au

Nord. Donc Fianna Fail et les autres avaient le champ libre avec très peu d'opposition. Je pense qu'il y a une alternative viable en terme de parti de gauche progressiste. Je pense que les républicains sont habilités à le diriger, à faire partie de la direction d'un tel parti. D'une certaine façon la situation s'est complètement transformée. Jusqu'à l'année dernière, Sinn Féin était un parti qu'on entendait jamais parce que nous étions censurés par les médias. Maintenant, non seulement les gens connaissent nos positions sur la réunification nationale, mais aussi sur les questions économiques et sociales. Nous sommes différents des partis qui existent actuellement en Irlande et je pense qu'il existe un énorme potentiel pour nous.

● Nous entrons maintenant dans un terrain politique inconnu, beaucoup de choses pourraient mal se passer, est-ce que Sinn Féin a une position de repli si cela arrive ?

Nous sommes engagés dans une stratégie particulière mais ce n'est absolument pas la seule option dans notre lutte contre la Grande-Bretagne, sans parler de notre lutte dans l'ensemble de l'Irlande. Ce dont nous sommes certains, et là nous sommes confiants, c'est que nous avons des gens qui ont vécu 25 ans de combat très dur et très difficile et qui sont restés fidèles. Nous ne doutons pas de l'intégrité de notre base. Aussi nous disons à notre base : si nous nous trompons, si cette direction prend le mauvais chemin, vous devrez la chasser et mettre à sa place celle qui répondra à votre vision de la situation. La seule raison qui nous a permis d'aller si loin c'est la force de notre base, qui avance toujours de nouvelles idées, de nouvelles initiatives et de nouvelles stratégies. A chaque étape de la stratégie actuelle nous ferons ce que nous avons toujours fait ; nous reverrons notre position et nous ferons le point. Si nous pensons que nous sommes sur la mauvaise voie, nous nous retournerons d'abord vers notre base et nous commencerons à chercher comment construire des alternatives.★

Propos recueillis par Paul Flanagan

Rectificatif :

Une erreur s'est glissée dans le n° 381, page 13 de l'article de Livio MAITAN. Il fallait lire, «la région de Naples», au lieu de «Naples».

1) Royal Ulster Company : forces de police en Irlande du Nord ; leurs liens avec des groupes armés unionistes ont été dénoncés publiquement.

2) Cette déclaration a été signée en décembre 1993 par les gouvernements de Londres et de Dublin. Elle définissait le cadre de futures discussions dans l'éventualité d'un cessez-le-feu proclamé par l'IRA.

Quelle transition ?

Pendant de longues décennies, la problématique de la transition fut abordée par le mouvement révolutionnaire dans l'optique de la construction du socialisme et, selon les approches critiques les plus radicales. Cette construction n'aurait pu être menée à bien sans une rupture des mécanismes et des instruments institutionnels des sociétés bureaucratiques existantes (une «révolution politique» d'après les marxistes révolutionnaires, une «révolution culturelle» d'après les versions apologétiques du maoïsme de gauche).

Livio MAITAN

Aujourd'hui, les termes du problème se sont inversés : la question qui se pose est de savoir par quels moyens, et quelles formulations idéologiques, il sera possible de restaurer le capitalisme. Même des courants politiques, provenant d'anciens partis communistes, qui se sont opposés aux gouvernements pro-capitalistes et ne rejettent en bloc le passé, acceptent l'idée selon laquelle une étape d'«économie de marché», de privatisations plus ou moins importantes est absolument inévitable, voire souhaitable. On pourrait presque avoir le sentiment d'assister à une réédition renversée du fameux débat entre bolcheviks et mencheviks, mené au début du siècle !

Deux interprétations erronées

L'évolution de la Chine a représenté jusqu'ici une variante substantiellement différente. Le pouvoir politique est resté aux mains de ce que l'on peut appeler la bureaucratie politique centrale, agissant au travers de mécanismes de contrôle et d'hégémonie propres au parti-Etat. L'idéologie officielle réaffirme périodi-

quement que l'objectif final est la construction du socialisme et aux anciens dirigeants de l'URSS on reproche justement de ne pas avoir défendu l'Etat socialiste, d'un côté, par le maintien du cadre institutionnel existant, et de l'autre, par l'adoption à temps de réformes économiques plus radicales. C'est justement à cause d'une telle spécificité que l'analyse de l'expérience chinoise est d'une importance majeure, non seulement pour mieux comprendre les tendances qui opèrent dans l'ancienne URSS, dans les pays d'Europe orientale et savoir si ces tendances sont réversibles, mais aussi pour juger de la dynamique de la situation mondiale plus généralement.

Deux hypothèses, diamétralement opposées, ayant par ailleurs des partisans plus ou moins avoués, sont le plus souvent avancées :

► selon la première, les processus déclenchés déboucheront, graduellement et par approximations successives, sur une restauration du capitalisme ;

► selon la deuxième, la voie chinoise permettrait, pour la première fois, de donner une réponse positive aux problèmes posés par la transition tourmentée du capitalisme au socialisme. A notre avis, les deux interprétations sont inacceptables.



Tout d'abord, l'expérience des dernières années — non seulement en URSS et par la suite en Russie, mais aussi dans un pays comme la Pologne — confirme qu'une série d'obstacles de nature économique, aussi bien structurels que conjoncturels, de nature socio-politique et même de nature culturelle, entravent la concrétisation des projets restaurationnistes. En fait, il ne s'agit pas seulement de remplacer gouvernements et mécanismes politiques du «socialisme réel» par des gouvernements prétendument démocratiques, partisans de l'«économie de marché» et consultant, plus ou moins correctement, les électeurs. Il s'agit de mettre sur pied des structures, des mécanismes économiques, des rapports de production et de propriété fondamentalement différents et, qui plus est, de créer, en partant de zéro ou presque, des couches sociales bourgeoises capables de se substituer à la couche bureaucratique qui gérait le régime préexistant. Il va de soi qu'il s'agit de tâches extrêmement difficiles, ne pouvant être accomplies par la seule reconversion d'anciens managers et responsables de la nomenklatura en capitalistes. Au niveau des masses, le rejet politico-moral de l'establishment bureaucratique est incontestablement allé de pair avec des illusions généralisées sur le marché libre et

l'initiative privée. Mais la réalité de la transition renversée a, assez rapidement, dissipé ces illusions : la grande majorité de la population s'est heurtée à des difficultés de plus en plus dramatiques dans la vie quotidienne, et d'anciens fléaux comme le chômage, la misère et la faim sont réapparues à très large échelle, alors que seules des couches restreintes de privilégiés ont bénéficié du «neuf». De surcroît, les nouveaux régimes ont dû faire face à une situation économique mondiale de stagnation prolongée, dont les contradictions et les difficultés ne pouvaient que retomber aussi sur eux. Ce d'autant plus que les «aides» et les investissements espérés, en provenance de l'étranger, se réduisaient souvent à la portion congrue. Rien d'étonnant que, dans ces conditions, des tentatives à réhabiliter le passé se soient dessinées, comme en témoignent, entre autres, les résultats électoraux dans plusieurs pays.

Il semble évident que des obstacles de cette nature, surtout sur le terrain structurel, existent aussi en Chine. Toutefois, y opèrent incontestablement des facteurs spécifiques.

En premier lieu, le cours nouveau chinois s'est développé dans un contexte économique — conjoncturel au sens large — sensiblement différent de celui de l'ancienne URSS et de ses pays satellites au cours des années 1980.

Un second élément réside dans le fait que le capitalisme international, rassuré par la stabilité relative du pays et sa dynamique économique, a concrétisé ses projets d'investissements, de prêts, d'accords commerciaux, dans une mesure incomparablement supérieure à ce qu'il a fait dans le cas de l'ancienne URSS ou d'autres pays. Il est fort probable que cette attitude sera maintenue dans les prochaines années, en vue de la nécessité pour les capitalistes de s'assurer de nouveaux débouchés : après tout, même des pourcentages modestes dans le partage des marchés dans un énorme pays comme la Chine, représentent des valeurs absolues considérables.

Obstacles à la restauration

En troisième lieu, la formation d'une couche sociale bourgeoise ou néo-bourgeoise pourrait être facilitée par l'existence d'une bourgeoisie d'origine chinoise consistante, qui joue un rôle économique de premier plan dans plusieurs pays asiatiques (de l'Indonésie à la Malaisie) et semblant résolue à entrer dans le jeu (1), bien plus que par une réanimation de l'ancienne bourgeoisie, jamais complète-

ment détruite, ou par l'influence de Hong Kong, qui intégrera dans quelques années la République populaire.

Ces facteurs, surtout les deux premiers, ont effectivement contribué à la réalisation des nouvelles orientations. Il n'en découle pas automatiquement qu'une restauration du capitalisme, graduelle et «pacifique», pour ainsi dire physiologique, soit automatiquement à l'ordre du jour. Le secteur privé, national et étranger, a un poids encore très limité. On peut dire la même chose des embryons de bourgeoisie qui se sont formés ou réformés ; la bourgeoisie chinoise à l'étranger pourrait apporter des capitaux et des connaissances, mais, à cause tant de sa faiblesse relative que de son extériorité, elle ne saurait jouer un rôle décisif dans une transformation des rapports structurels et encore moins dans la conquête d'une hégémonie politique. Aucune comparaison n'est possible avec l'Allemagne où pourtant, malgré un rapport de forces tout à fait différent et d'autres conditions favorables, l'assimilation structurelle de l'ancienne RDA s'est heurtée à des difficultés beaucoup plus grandes que prévu. Il ne faut pas sous-estimer non plus le fait que le processus qui s'est développé jusqu'ici, et qui, répétons-le, est loin de représenter une restauration du capitalisme, a connu des goulots d'étranglement, des tensions conflictuelles et des contradictions graves dans différents domaines : toutes ces tendances pourraient s'aggraver et se multiplier, aboutissant à de véritables explosions, probablement plus déchirantes, sur le terrain social et politique, que celles qui se sont produites dans le passé. *Last but not least*, justement les spécificités du processus chinois, la plus grande stabilité du système existant et la plus grande solidité de la couche dominante bureaucratique, aggravent les obstacles plus proprement structurels.

Quant à la thèse opposée, selon laquelle un choix réformiste à long terme pourrait comporter une évolution physiologique vers le socialisme, elle se base, plus ou moins explicitement, sur les facteurs suivants :

► la stabilité relative du cadre politique (appareil d'Etat, appareil administratif, forces armées, etc.) sous la direction incontestée d'un parti fortement centralisé ;

► un tissu économique en expansion et le fait que le pouvoir politique puisse faire ses choix dans le cadre de la planification ;

► la cohésion ethnique d'un pays où il n'y a pas de forces centrifuges comparables à celles qui ont déchiré l'URSS et plus encore la Yougoslavie ;

► malgré les vicissitudes des années 60

et 70, une plus grande continuité du groupe dirigeant qui permettra une relève générationnelle sans de trop grands traumatismes.

Tous ces facteurs opèrent effectivement, mais il y en a d'autres qui entrent en jeu et qui auront une incidence encore plus grande dans le futur.

Premièrement, il ne faut pas oublier que l'économie agricole, dont le poids social reste prédominant, n'est pas organisée sur des bases collectivistes, et même pas sur la base de coopératives. Une telle structure — 200 millions de familles disposent en moyenne de 0,7 ha — «représente le plus grand obstacle au progrès» dans les campagnes dans la mesure où «elle ne correspond pas aux exigences d'une agriculture moderne» (*China Daily*, 2 novembre 1993). En même temps, elle est un terrain propice, du moins tendanciellement, à une accumulation du type capitaliste, avec toutes les différenciations conflictuelles qui en découlent.

Deuxièmement, le secteur de la grande industrie étatisée continue d'être considéré comme le «pilier de l'économie industrielle». Pourtant, il est, dans la phase actuelle, moins dynamique que le secteur privé. Qui plus est, son poids spécifique est entamé par le fait qu'un pourcentage élevé d'entreprises sont déficitaires et pourraient être soumises à des restructurations, voire, en partie au moins, à des privatisations. Plus généralement, l'intégration dans les mécanismes économiques internationaux ne pourra que peser de plus en plus, soit directement, soit indirectement, sur le secteur industriel et sur le tertiaire. Déjà à l'occasion de mesures adoptées en été 1993, par exemple, les dirigeants chinois s'étaient préoccupés de consulter auparavant la Banque mondiale.

Une planification qui s'estompe

Troisièmement, abstraction faite des mesures de décentralisation qui semblent nécessaires, le cadre de l'économie planifiée se vide progressivement de son contenu : il constituera de moins en moins un contrepoids aux tendances stimulées par l'existence du secteur privé, la dynamique d'une économie agricole non-collectiviste et les mécanismes du marché. D'ailleurs, depuis un an environ, des textes officiels ou officieux parlent de plus en plus expli-

1) Les Chinois à l'étrangers sont au total 55 millions. Mais leur poids spécifique économique est énormément plus important que leur incidence en pourcentage sur la population des différents pays concernés (par exemple, en Thaïlande, ils représentent 8 % de la population, mais ils contrôlent 80 % des capitaux commerciaux et la moitié des banques). Leurs «conglomérats» économiques au niveau asiatique fonctionnent comme des multinationales.

citement de dépassement ou suppression de l'économie planifiée. Au mois de novembre 1993, un texte du Comité central du parti, auquel on a attribué à juste titre une grande importance, tout en n'ayant pas recours à des formules trop drastiques, a redéfini la portée de la planification en expliquant, entre autres, que les plans doivent se baser sur le marché, se limiter à fixer des grandes lignes d'orientation et miser essentiellement sur des interventions de la Banque centrale et les mécanismes fiscaux.

La question du marché

Pour éviter tout malentendu, rappelons que les marxistes révolutionnaires n'ont jamais nié que le marché ait une fonction à jouer dans une phase de transition post-capitaliste. Toujours est-il que se pose la question de savoir si les choix décisifs sont dictés ou non par le marché, donc si la rationalité économique s'établit *ex post* ou si l'élément déterminant est représenté par une planification démocratique *ex ante* construite en partant des exigences d'un développement équilibré, compatible avec les impératifs de l'environnement, de la satisfaction prioritaire des besoins, non de minorités privilégiées, mais des grandes masses de la population. Si les orientations qui ont été déjà esquissées et que, semble-t-il, on a l'intention d'accentuer, ne sont pas rectifiées, l'économie chinoise n'ira pas dans cette deuxième direction. Ajoutons que s'est produite également une érosion progressive du monopole du commerce extérieur, qui pourtant devrait constituer une mesure de protection essentielle — à utiliser, bien entendu, avec souplesse — aussi longtemps que le marché mondial restera dominé par les impératifs de l'accumulation capitaliste.

En outre, il est vrai que les questions nationales n'ont pas la portée qu'elles ont eue et ont dans d'autres pays (55 minorités nationales ne représentent que 8 % de la population totale). Toutefois, le conflit tibétain, avec ses tensions et ses violences chroniques, traîne depuis le lendemain de la révolution. Des problèmes ont surgi également vis-à-vis d'autres nationalités. Par exemple, de sérieux conflits se sont produits l'année dernière avec la communauté musulmane du Qinghai. Par ailleurs, il existe d'autres tendances centrifuges, plus puissantes, qui sont souvent dénoncées avec vigueur par le pouvoir central.

Ces tendances sont à l'œuvre surtout au niveau provincial (n'oublions pas que de nombreuses provinces ont une population équivalente à celle de grands pays européens : des barrières protectrices internes existent, des stimulants particuliers sont fixés pour attirer les investissements au détriment d'autres provinces, des décisions adoptées par le gouvernement de Pékin restent lettre morte, etc.

Une des pommes de discorde reste la distribution des rentrées fiscales. En 1978, la partie revenant à l'Etat correspondait à 34 % du PNB : elle s'était réduite à 15 % en 1992 et devrait baisser ultérieurement. Il est trop tôt pour dire si la réforme récente réussira à remettre de l'ordre dans la maison.

Finalement, l'appareil de l'Etat et du parti ne sont absolument pas des éléments immuables. En fait, le parti ressemble très peu à ce qu'il fut pendant la révolution et dans les premières années qui la suivirent.



L'armée n'est pas non plus à l'abri des tendances qui agissent dans l'ensemble de la société et les traditions de la *Longue marche* se sont désormais sensiblement estompées. Rappelons, entre autres, que l'armée gère d'une façon autonome des secteurs économiques assez vastes et rentables. Tout cela dans le contexte mentionné, où une symbiose se produit entre des secteurs de la bureaucratie, politique et technocratique, et des couches bourgeoises embryonnaires et où les liens internationaux se multiplient.

Un potentiel explosif

Les tensions conflictuelles qui ont opéré, sous différentes formes, avec une intensité et une dynamique différentes, tout

au long de l'histoire de la Chine post-révolutionnaire auront tendance à s'accroître plus sérieusement qu'au cours des dernières quinze années. Les tensions et les contradictions plus traditionnelles s'entrelaceront, de plus en plus étroitement, à des tendances et des contradictions nouvelles, résultant des transformations réalisées ou projetées.

Des dirigeants et des commentateurs chinois ne semblent guère ignorer une telle dynamique éventuelle. Des préoccupations graves avaient été exprimées déjà avant l'explosion de 1989. Des voix se sont levées dans une période récente aussi. Voici ce qui a été dit, par exemple, dans un rapport au séminaire d'un institut de sociologie à Pékin : «*Malgré la croissance économique rapide et le développement social, les experts prévoient des problèmes qui pourraient créer du désordre. Un défi potentiel à la stabilité sociale pourrait probablement être provoqué cette année*

par les effets de la distribution des impôts entre le gouvernement central et les gouvernements locaux (...) D'autres problèmes pourraient surgir dans les prochaines années à cause du décalage croissant entre différents secteurs économiques, de problèmes dans les zones occidentales sous-développées et de la montée de la criminalité (...) Alors que l'économie et la société ont maintenu un développement vigoureux, toutes sortes de conflits et de problèmes se sont accumulés et intensifiés» (China Daily, 2 novembre 1993).

S'agit-il d'accentuations tendancieuses visant à justifier certaines décisions et, surtout, le refus persistant d'adopter des mesures de démocratisation au niveau politique ? C'est possible.

Mais les préoccupations qu'on exprime ont un fondement certain.

Alors qu'il existe un exode rural gigantesque, qui va s'aggraver, sans que des solutions se dessinent à court et, fort probablement, pas même à moyen terme ; alors qu'il se produit entre différents secteurs agricoles des déséquilibres croissants que l'élargissement projeté de l'«économie de marché» ne pourra qu'accroître ; alors que le décalage s'accentue entre des groupes privilégiés de paysans riches, de bureaucrates locaux et des couches de paysans en voie de paupérisation ; alors que le cadre structurel lui-même, c'est-à-dire la prépondérance des entreprises paysannes à gestion familiale, représente un obstacle substantiel à toute modernisation réelle et à la croissance de la production nécessaire

pour satisfaire les besoins alimentaires de la population sans avoir recours à des importations massives (dont on connaît les conséquences pour la balance des paiements), comment pourrait-on ne pas se préoccuper de la situation dans les campagnes ?

Nous ne revenons pas sur la situation très grave de nombreuses entreprises étatisées ni sur les tensions économiques et sociales qui ont connu pourtant une croissance plus importante. Ajoutons que le chômage industriel et urbain, tout en n'ayant pas des dimensions comparables à celles de l'exode rural, va également provoquer des déséquilibres, des situations conflictuelles et des phénomènes de désagrégation. Plus généralement, la «libéralisation» ou l'extension ultérieure des «lois du marché» aura inévitablement des effets négatifs sur les conditions de vie de larges couches de la population : il suffit de rappeler le problème crucial du logement. Les couches qui seront les victimes d'inégalités croissantes que l'idéologie officielle, loin de condamner, présente comme inévitables, voire souhaitables, accepteront d'autant moins un tel état de chose que les transformations des dernières années ont nourri une psychologie de société de consommation (2).

Tout ce potentiel de conflits s'accumule dans un contexte politique qui n'a pas fondamentalement changé. Les pressions sociales auront tendance à se concrétiser dans des directions différentes, sinon diamétralement opposées. Des secteurs des masses frappés par la montée des prix, la crise du logement, l'insuffisance des salaires, exprimeront leur mécontentement, en avançant leurs propres revendications et en ayant recours à des mobilisations spontanées, voire à des émeutes. Pour leur part, des couches bourgeoises en formation, des couches moyennes viseront à supprimer les obstacles à leur croissance ultérieure et à l'accroissement de leur poids socio-politique spécifique. Obstacles qui sont représentés, en dernière analyse, par des rapports de production et de propriété non-capitalistes et par le maintien des appareils politiques hégémoniques post-révolutionnaires. Toutes proportions gardées, la Chine pourrait être marquée par la contradiction qui fut à l'origine de la crise de l'URSS dans les années 1980 : la contradiction entre une société civile qui, malgré tout, a mûri et est devenue plus exigeante, et des structures politiques archaïques et ankylosées. Si ce tableau ne change pas — pour l'instant, rien n'indique qu'un changement puisse avoir lieu —, il n'y aura aucun développement physiologique d'une dialectique sociale qui ouvre la voie à une édification du

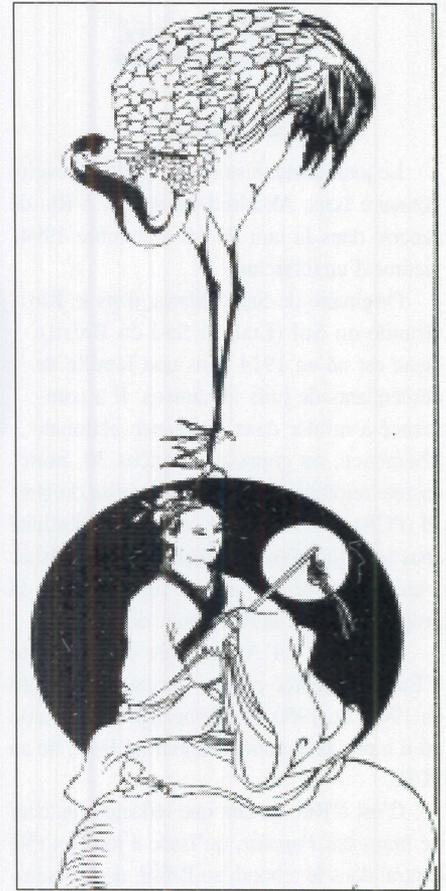
socialisme, et des conflits déchirants, susceptibles de provoquer de nouvelles interventions répressives et autoritaires, se produiront inévitablement.

De la bureaucratie

C'est dans ce contexte que la bureaucratie, dans ses structures diverses et au-delà de toutes les opérations réformistes, s'efforcera à sa manière par ses propres méthodes (c'est-à-dire avec le souci de la défense prioritaire de ses propres intérêts) de maintenir le rôle qu'elle s'attribue, celui d'élément de cohésion nécessaire d'une société si complexe et si tourmentée.

Cette bureaucratie a les mêmes racines que les couches dominantes d'autres sociétés post-révolutionnaires formées après les deux guerres mondiales. Mais une tradition millénaire a exercé et exerce encore une influence sur les comportements et les propensions idéologiques qu'elles adopte (3).

Sans abuser pour autant d'analogies historiques, sans oublier non plus que la caractérisation sociologique et politique fondamentale doit se baser sur les modes de production et les rapports de propriété, qu'il nous soit permis de rappeler ici ce que l'un des plus lucides historiens de la Chine, Etienne Balazs, a écrit, entre autres, dans une série d'essais publiés sous le titre significatif, *la Bureaucratie céleste* (Gallimard, Paris, 1968) : «*En dernière analyse, l'originalité de la Chine consiste à avoir créé une forme de régime monarchique où la bureaucratie civile des fonctionnaires-lettrés, en tant que groupe social, domine nettement l'Etat (...) Maint épisode de l'histoire chinoise en témoigne : sans les fonctionnaires-lettrés pour tenir sous la houlette les féodaux, pour garder d'une main de fer l'unité de l'empire, les particularités l'auraient emporté et, avec le morcellement de la souveraineté, toute la civilisation chinoise aurait éclaté (...) Et puis — c'est une règle, sans exception — l'alternative au règne de la bureaucratie, dans la Chine paysanne, était le désordre (...) Bien des traits de la Chine populaire nous rappellent l'ancien régime impérial : primauté de l'Etat et de la classe des fonctionnaires privilégiés — dans cette perspective la bureaucratie du parti serait le pendant du mandarinat ; l'importance des travaux publics exécutés par des millions de coolies ; la surveillance constante de la police ; l'intolérance d'un absolutisme éclairé mais totalitaire, avec son côté paternaliste, son sentiment de supériorité, sa suffisance et sa morgue ; et pour finir, l'impuissance de l'individu, incapable d'échapper à la pression sociale de la collectivité et à son conformisme*



(...) *C'est l'étatisme et le pouvoir absolu d'une bureaucratie qui semblent constituer le véritable dénominateur commun de l'ancien et du nouveau régime de la Chine* (pp. 32, 40, 316-317)».

Aujourd'hui, Balazs rectifierait sans doute quelques expressions. Mais la substance n'a pas changé. En d'autres termes, aucun changement qualitatif vers une démocratie socialiste n'a été introduit. Par ailleurs, si la nouvelle orientation de la politique chinoise a comme résultat de surmonter l'isolement national de la politique d'autosuffisance, cela se réalise par une intégration, fût-elle partielle, dans les mécanismes de l'économie mondiale capitaliste et non par la conquête d'une dimension supranationale de dépassement du capitalisme. En synthèse, voilà l'impasse de la Chine actuelle.★

Rome, septembre 1994

2) Le metteur en scène Ning Ying a déclaré dans une interview : «*Sous certains aspects, il est évident que la consommation fait plaisir et tout le monde est content de pouvoir acheter plus de choses. Mais, sous d'autres aspects, c'est tragique : toute une culture est en train de disparaître et en échange, arrivent des modèles importés sans discrimination de l'Occident (l'Unità, 13 novembre 1993).*»

3) L'une des lectures favorites de Mao était, semble-t-il, une espèce de manuel politique de la bureaucratie impériale, le miroir universel de l'histoire, écrit au IXe siècle par un certain Sima Guang.

Les nôtres

Le journaliste, historien et militant révolutionnaire Isaac Akcelrud est décédé à Rio de Janeiro dans la nuit du 16 septembre 1994, victime d'un infarctus.

Originaire de Santa Maria, dans le Rio Grande do Sul (Etat du Sud du Brésil), Isaac est né en 1914 dans une famille de descendants de juifs ukrainiens. Il a commencé à militer dans l'Alliance nationale libératrice, au cours des années 30, pour ensuite rejoindre le Parti communiste du Brésil (PCB) en 1936. Actif dans la clandestinité sous le pseudonyme de Josino Campos, Isaac a été secrétaire du parti à l'agitation et à la propagande pour le Rio grande do Sul.

Candidat à l'Assemblée constituante d'Etat, il a débuté comme permanent du parti en 1945. En 1950, il a déménagé à São Paulo où il a pris la direction du journal *Hoje*, lié au PCB.

C'est à Rio, en tant que rédacteur en chef de *Imprensa Popular*, qu'Isaac a joué un rôle central dans le rebond, au Brésil, de la discussion sur le rapport Kroutchev, présenté au XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, qui dénonçait les crimes de Staline. Persécuté par la direction du PCB, il a par la suite quitté ce dernier.

Il a ensuite commencé à travailler dans la grande presse à Rio et à São Paulo, sans rien renier de ses idées de gauche — dans les années 1970 il a été correspondant au Moyen Orient. C'est à ce moment qu'il s'est rapproché du «trotskisme».

Adhérent du Parti des travailleurs (PT) depuis sa fondation au début des années 80, il a intégré la tendance Démocratie socialiste (DS) où il a joué un rôle important. Il a collaboré jusqu'à la fin avec le journal *Em Tempo*, dont il était un des plus farouches partisans.

Il a milité également dans le mouvement *La paix maintenant*, qui prône le désarmement au Moyen Orient et a par ailleurs activement collaboré à la presse du «Mouvement des sans terre». Durant les années 80, il a écrit des ouvrages sur le Moyen Orient et sur la réforme agraire, ainsi qu'un nombre considérable d'articles sur le Brésil et sur la politique internationale.

Malgré son diabète, Isaac militait activement à 80 ans. Au mois d'août 1994, il a participé à São Paulo à toute une série de réunion, dont une réunion de coordination de la DS, où il a exprimé avec véhémence ses préoccupations sur le cours de la campagne électorale du PT.



Isaac Akcelrud a été, jusqu'au dernier jour de sa vie, un acteur conscient de son propre destin. ■

CHILI**Les nôtres**

Né le 11 février 1911 au Chili, Enrique Sepulveda Quesada s'est éteint à Paris le 18 juin 1994 à l'âge de 83 ans. Médecin pédiatre de profession, il a consacré toute sa vie à la lutte révolutionnaire.

Tout jeune étudiant à l'université, il avait rejoint le groupe «Avance» dans la lutte contre la dictature de Carlos Ibañez del Campo (1927-1931). Il rejoint ensuite l'Opposition de gauche dirigée par Léon Trotsky. Il fonde le POR au Chili, dont il assure le secrétariat général dès les années 30. En 1965, il fonde le MIR et il en est le secrétaire général jusqu'à fin 1967. Il s'en éloigne ensuite. Sous le gouvernement Allende, il est éditorialiste au quotidien «El Clarín» (c'est le plus gros tirage du pays, avec 200 000 exemplaires) et écrit un billet tous les vendredis dans «La Nación», de 1970 à 1973, jusqu'au coup d'Etat de Pinochet. Fait prisonnier, il put s'échapper et gagner l'Argentine, où il fut emprisonné et torturé par la junte militaire en 1976. Il réussit à quitter le pays en 1978-1979 et se réfugie en France. Auteur de nombreux écrits théoriques, de divulgation du marxisme, il a fait montrer également de grandes qualités en tant que dirigeant politique. Il a été incinéré au crématorium de Valenton, le 23 juin dernier, ses cendres ont été transportées au Chili, dans la province de Nuble, par sa compagne Ana. ■

Victoire électorale

Aux élections du 21 septembre, avec 3,1% des voix, l'Alliance rouge-verte a obtenu six sièges de députés, sur cent soixante quinze élus. Le Parti libéral conduit par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Uffe Elleman Jensen, a obtenu treize sièges supplémentaires. Depuis la formation, par le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, en janvier 1993, d'un gouvernement de coalition avec trois petits partis bourgeois, la compétition avec le Parti libéral n'a jamais cessé. Bien que les partis gouvernementaux aient perdu quatorze sièges, et donc la majorité, Nyrup Rasmussen restera Premier ministre.

Avant les élections, le Parti socialiste du peuple (SF) était la seule force à la gauche de la social-démocratie au Parlement. Après son soutien au traité de Maastricht, SF a tenté d'entrer dans le gouvernement de coalition, ou au moins d'y gagner une influence. Ce parti a perdu deux de ses quinze sièges, de nombreux électeurs votant pour la liste de l'Alliance rouge-verte. Alors que SF s'est inséré dans l'«*establishment*», l'Alliance s'est présentée comme «opposition de gauche» et a obtenu de bons scores, en particulier chez les jeunes à la recherche d'une alternative radicale. L'Alliance rouge-verte fut le seul parti politique présentant une opposition franche à l'Union européenne. La différence était donc claire avec SF, qui avait participé au «compromis national» pour obtenir la victoire du «oui» au second référendum. L'extrême-gauche ne siégeait plus au parlement depuis 1987. Deux ans plus tard, trois partis de gauche créèrent l'Alliance rouge-verte : les Socialistes de Gauche (VS), le Parti Communiste (DKP) et le Parti Socialiste des Travailleurs (SAP, section danoise de la IV^e Internationale). Sur six députés élus, deux viennent du DKP, deux de VS, un du SAP et un du KAP (ex-maoïste).

L'Alliance a adopté un programme de réformes parlementaires très détaillé, combinant une politique de changement social avec une politique pour résoudre les grands problèmes écologiques au plan national et international. Durant la campagne électorale, les principales revendications furent la réduction du temps de travail à 30 heures, une réforme des impôts payés par les riches, des prises de position contre la militarisation, contre la construction du pont entre Copenhague et la Suède, et pour une politique se réorientant vers un système de transports publics et vers une agriculture écologique. ■